SOMMET

RUSSIE – AFRIQUE

MAGAZINE

N°1 - Octobre / Décembre 2026

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

INVESTIR EN AFRIQUE POUR UN AVENIR PROSPÈRE

ÉNERGIE & INFRASTRUCTURES

DES PROJETS CONCRETS POUR LE DÉVELOPPEMENT



UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR

UNE AFRIQUE PLUS FORTE

RUSSIE – AFRIQUE
ENSEMBLE POUR
LA SÉCURITÉ, LA PAIX
ET LA PROSPÉRITÉ

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'AGRICULTURE AU SERVICE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

SANTÉ & ÉDUCATION

DES POPULATIONS EN MEILLEURE SANTÉ ET UNE JEUNESSE FORMÉE

N°1 - Octobre / Décembre 2026

3 760123 456789

DIALOGUE • INVESTISSEMENTS • INNOVATION • PARTENARIATS

PanAfrica Global Partners S.A
INVESTMENT - LOGISTIC - FINANCIAL

PANAFRICA GLOBAL PARTNERS S.A

Un groupe. *Cinq entreprises.* Une ambition panafricaine.

PGP réunit sous une même bannière des entreprises qui construisent, équipent, cultivent et servent.

LES ENTREPRISES DU GROUPE

ATB² — AFRICA TOP BUILDING AND BUSINESS SARL

ATB²
Africa Top Building and Business SARL — construction et affaires

FarmEase

FarmEase
Solutions pour l'agriculture

O'dass LIQUEURS — SINCE 2001

O'dass Liqueurs
Liqueurs — depuis 2001

FOURNITEX — PAPIERS · AMEUBLEMENT · BUREAUX

Fournitex
SARL — papiers, ameublement, bureaux

ZAB CONSTRUCTION — pour une qualité de services optimale...

ZAB Construction
SARL — pour une qualité de services optimale

UJUP — UN JEUNE, UN PATRON

Un jeune, un patron
Association à but non lucratif d'appui aux jeunes entrepreneurs

SUR LE TERRAIN



Rencontres d'affaires avec des partenaires industriels russes.

PanAfrica Global Partners S.A
INVESTMENT · LOGISTIC · FINANCIAL

Commerce général · Audit · Logistique · BTP · Transport
Dirigé par Williams TAGNE, CEO

Tel :+237 696 915 348 /+237 672 883 991 / Email : williamstagne26@gmail.com

SOMMET RUSSIE — AFRIQUE MAGAZINE

N°1 · OCTOBRE / DÉCEMBRE 2026

Sommaire

TRIMESTRIEL · NUMÉRO 1

120 PAGES



À LA UNE

Dossier spécial : *65 ans de ponts* entre la Russie et l'Afrique — 31 PAGE

Des amphithéâtres de Moscou aux rives du Nil, six décennies de réalisations concrètes, datées et vérifiables.

OUVERTURE *pp. 4 – 12*

04 **L'Ours**
Présentation de l'équipe du trimestriel

05 **Discours du Président Poutine**
Suivi du discours de S.E. Paul Biya (p. 11)

12 **Éditorial**
Au-delà des mythes : la redéfinition du partenariat

PARTENARIATS STRATÉGIQUES *pp. 13 – 36*

14 **Coopération Cameroun-Russie**
Williams Tagne et les jeunes entrepreneurs

19 **Or, uranium, lithium**
Le Sahel troque ses richesses contre la protection de Moscou

22 **Russie-Afrique : le rapport qui interpelle Moscou**
Un bilan sans complaisance de la politique africaine du Kremlin

26 **La grande accélération**
Moscou-Afrique, du Maghreb aux Grands Lacs

30 **Chiffres clés 2023 · 2024 · 2025**
Diplomatie, économie, éducation, défense

31 DOSSIER **65 ans de ponts entre la Russie et l'Afrique**
Histoire d'un partenariat qui dure

INTERVIEW *pp. 37 – 55*

38 **Cameroun – Russie**
Entretien avec S.E. Georgy Todua, ambassadeur

44 **Une souveraineté partagée**
Grand entretien avec le Pr Jean-Emmanuel Pondi

47 **Regards croisés de leaders engagés**
Trois parcours de jeunes Africains en Russie

50 **Dr Célestin Bell**
Portrait, puis le rôle des consortiums (p. 51)

ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT *pp. 56 – 78*

57 **Rosatom**
L'arme douce et stratégique de la géopolitique russe

59 **El Dabaa**
Modèle nucléaire, formation, crise de l'eau (59 – 64)

ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT *suite*

65 **Agenda et prospective**
Agenda 2026 et carnet d'adresses

68 **Ce que l'Afrique apporte à la Russie**
Ressources, marchés, soutien diplomatique

74 **La Russie, destination du tourisme africain ?**
Entre promesses de visas et réalité du terrain

77 **Russie–Ghana**
Le commerce bondit à 800 millions de dollars

COOPÉRATION INTERNATIONALE *pp. 79 – 103 · 114 – 115*

80 **Éducation : la RUDN**
Former la nouvelle génération de leaders africains

85 **Cultures mixtes**
Médias africains à Moscou et « dette » coloniale (p. 89)

91 **Terrains et territoires**
Madagascar, éducation, aide d'urgence

98 **Transfert de technologie**
Égypte, Burkina Faso, Cameroun : trois modèles

100 **Grand format : El Dabaa**
La centrale de l'alliance russo-égyptienne

104 **RUSAF-Youths**
Jeunesse russo-africaine : bâtir des ponts

114 **Médaille Pouchkine**
Le PhD. François Simon Pierre Ngan Tonye à l'honneur

115 **Jeunesse camerounaise**
Le Russe et la Russie s'ouvrent à Yaoundé

ACTUALITÉ *pp. 106 – 113*

107 **Le Kenya, terre d'opportunités**
Pourquoi les investisseurs regardent vers Nairobi

111 **« Ubuntu »**
Lavrov face à l'absence des médias africains en Russie

TOURISME *pp. 116 – 119*

116 **L'Afrique de l'Ouest**
Grande absente du boom touristique russe (116 – 119)

DIALOGUE • INVESTISSEMENTS • INNOVATION • PAIX

SOMMET RUSSIE – AFRIQUE · MAGAZINE

L'OURS

PRÉSENTATION DE L'OURS DU TRIMESTRIEL

Trimestriel

N°1 – Octobre / Décembre 2026

L'équipe éditoriale au service du partenariat Russie – Afrique

DIRECTION



Ngan Tonye François Simon Pierre
- Directeur de publication / Publisher



Kabeyene Danielle Juanita
- Coordinator / Coordonnateur
- Relations publiques (PR) et protocole

RÉDACTION



Lissom Joseph Séverin
- Rédacteur en chef / Editor-in-chief
- Correspondance Afrique francophone



Erol Ebogo
- Secrétaire de Rédaction
- Correspondance Afrique francophone



Onanina Serge Gautier
- Secrétaire Rédaction version française (News Staff)
- Correspondance Afrique francophone



Ngo Ndje Irène Emmanuelle
- Secrétaire Rédaction version anglaise
- Traduction
- Correspondance Afrique anglophone



Thierry Aristide François Bayiha
- Secrétariat Rédaction version russe
- Traduction
- Correspondance Fédération de Russie

MARKETING, ART & RUBRIQUES



Bisse Fils Samuel
- Directeur marketing et artistique
- Webmaster



Kelbe Kelbe Paul Bertrand
- Chef des rubriques



Mback Bayiha Jean Paul
- Chef des rubriques



Nyemb Joël
- Chef des rubriques
- Caméraman

IMAGE, VIDÉO & DIGITAL



Nyemeck André Aimé
- Photographe
- Communication digitale



Manyo Ma Ngue Zachée
- Photographe



Nyemb Jean Paul
- Photographe



Mbem Marine
- Caméraman
- Chef production vidéo



Banana Banana Claude François Olivier
- Infographie
- Photographe

RELATIONS PUBLIQUES & PROTOCOLE



Rev. Njoh Mbeng Gustave
- Relations publiques (PR) et protocole



Ntjam Joseph Silvère
- Relations publiques (PR) et protocole

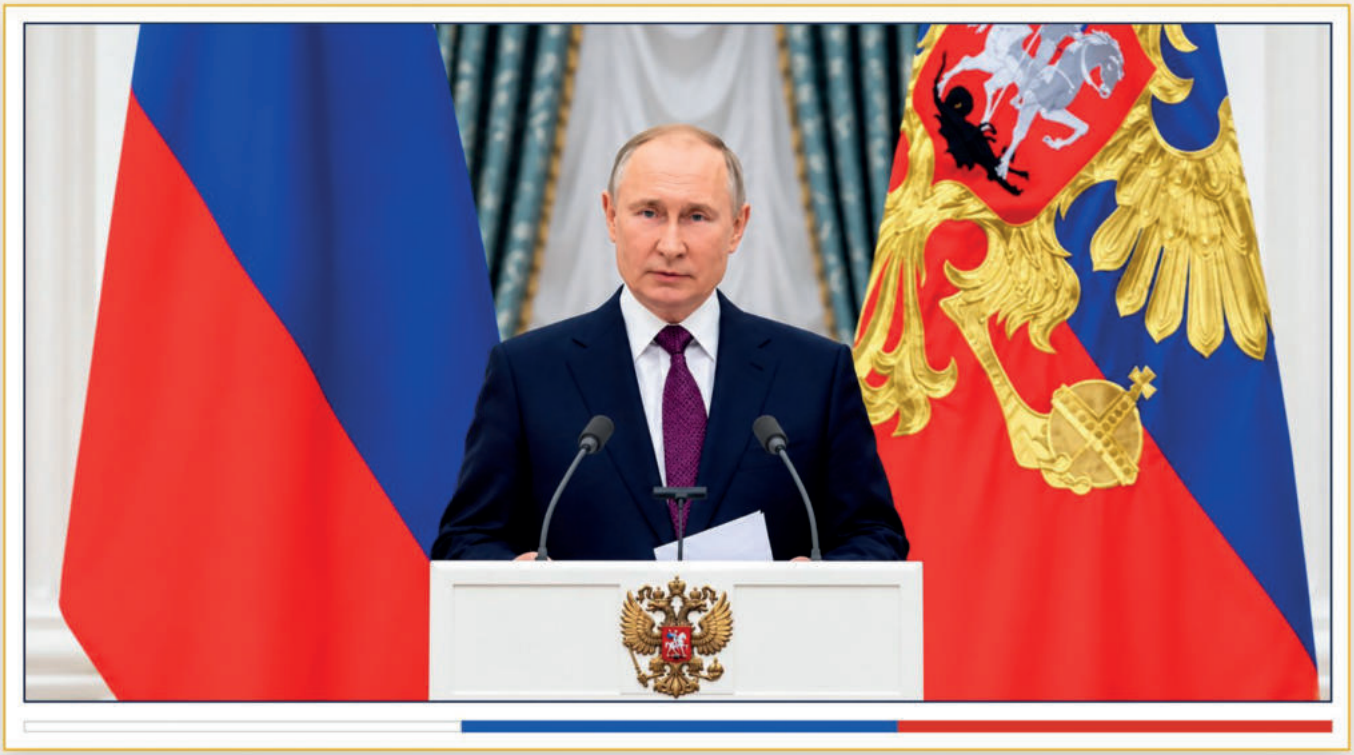
CORRESPONDANTS



Kester Kenn Klomegah
- Correspondance Afrique anglophone
- Correspondance Fédération de Russie

Marina
- Correspondance Fédération de Russie

Olga
- Correspondance Fédération de Russie



2ÈME SOMMET RUSSIE – AFRIQUE · ST PÉTERSBOURG

DISCOURS DE SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT VLADIMIR POUTINE

Monsieur Assoumani, chefs d'Etat et de gouvernement, hauts représentants des pays africains, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par vous souhaiter à tous la bienvenue à Saint-Pétersbourg. Merci d'avoir accepté notre invitation et d'être venu ici. En Russie, vous êtes parmi des amis et des personnes partageant les mêmes idées.

Nous avons une liste de participants de haut niveau à la session plénière du Forum économique et humanitaire. Je pense qu'il est symbolique que le Sommet Russie-Afrique commence son programme par cet événement important. Son slogan est Technologie et sécurité au nom d'un développement souverain au profit de l'humanité, qui est d'une grande actualité. Bien sûr, nous discuterons de toutes les questions relatives aux programmes financiers, commerciaux, d'investissement, éducatifs et sociaux dans le contexte des changements rapides en cours dans le monde en termes de technologie numérique et d'information. Améliorer le bien-être de nos populations, améliorer leur niveau de vie et résoudre les défis auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne est notre principal objectif.

Je voudrais dire que de nombreuses discussions utiles et constructives ont lieu lors des sessions sectorielles du forum sur l'énergie, la logistique, les transports, l'agriculture, la finance et la santé. Les participants discutent d'idées et de propositions prometteuses sur de nouveaux projets communs mutuellement bénéfiques, des accords pratiques spécifiques et des contrats commerciaux.

Le potentiel de l'Afrique est évident pour tout le monde. Par exemple, la croissance annuelle moyenne du PIB sur le continent au cours des 20 dernières années était de 4 à 4,5 %, ce qui dépasse la moyenne mondiale. La population de l'Afrique approche les 1,5 milliard et croît plus rapidement que partout ailleurs

dans le monde. Il est également à noter que la classe moyenne, qui crée la principale demande de biens et services modernes, croît plus rapidement en Afrique que dans la majorité des autres régions du monde.

Le gouvernement, les entreprises et le public russes sont sincèrement intéressés à approfondir davantage les liens commerciaux, d'investissement et humanitaires multiformes avec le continent, qui répondent aux besoins de tous nos pays et favorisent une croissance et une prospérité stables. Je voudrais souligner que le commerce Russie-Afrique a atteint 18 milliards de dollars américains l'année dernière. C'est un résultat évident du Sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi. Je suis convaincu qu'en travaillant ensemble, nous serons en mesure d'augmenter considérablement nos échanges dans un proche avenir. Soit dit en passant, au cours des seuls six premiers mois de 2023, nos transactions d'import-export avec les pays africains ont augmenté de plus d'un tiers. La structure de nos échanges semble bonne également : les machines, les équipements, les produits chimiques et les denrées alimentaires représentent plus de 50 % des exportations russes vers l'Afrique.

Nous sommes conscients de l'importance d'un approvisionnement ininterrompu en produits alimentaires des pays africains. Ceci est vital pour leur développement socio-économique et pour le maintien de la stabilité politique. C'est pourquoi nous avons toujours accordé et continuerons d'accorder une attention particulière à l'approvisionnement en blé, orge, maïs et autres céréales de nos amis africains, y compris dans le cadre de l'aide humanitaire apportée dans le cadre du Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Mes amis, les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'année dernière, le commerce de la Russie avec les pays africains en produits agricoles a augmenté de 10 % pour atteindre 6,7 milliards de dollars, et a déjà enregistré une croissance record en janvier-juin de cette année en augmentant de 60 %. La Russie a exporté 11,5 millions de tonnes de céréales vers l'Afrique en 2022, et près de 10 millions de tonnes au cours des six premiers mois de 2023. Tout cela a eu lieu malgré les sanctions illégales imposées à nos exportations, qui constituent un sérieux obstacle à l'exportation de produits alimentaires russes, compliquant le transport, la logistique, les assurances et les transactions bancaires.

Nous assistons à un paradoxe. D'un côté, l'Occident cherche à bloquer nos exportations de céréales et d'engrais, tout en nous accusant de la crise actuelle sur le marché alimentaire mondial. C'est de l'hypocrisie pure et simple. Nous avons vu cette approche en toute clarté avec le soi-disant accord sur les céréales. Négocié avec la participation du Secrétariat de l'ONU, il a été initialement conçu pour promouvoir la sécurité alimentaire mondiale, atténuer la menace de la faim et aider les pays les plus pauvres, y compris en Afrique.

Cependant, près d'un an après la conclusion de ce soi-disant accord, 32,8 millions de tonnes au total ont été exportées d'Ukraine, dont plus de 70 % se sont retrouvées dans des pays à revenu élevé et supérieur à la moyenne, dont principalement l'Union européenne, tandis que je voudrais attirer votre attention sur le fait que des pays comme l'Éthiopie, le Soudan, la Somalie et plusieurs autres ont reçu moins de 3 pour cent de ce total, soit moins de 1 million de tonnes.

Entre autres choses, la raison pour laquelle la Russie a accepté de participer à ce soi-disant accord était qu'il contenait des engagements à lever les obstacles illégitimes à l'approvisionnement de nos céréales et engrais sur le marché mondial. Ne vous y trompez pas, c'est cela aider les pays les plus pauvres.

Cependant, rien de ce qui avait été convenu ou de ce qui nous avait été promis ne s'est concrétisé – aucune des conditions liées à la levée des sanctions contre les exportations de céréales et d'engrais russes vers les marchés mondiaux n'a été remplie. Pas un seul d'entre eux. Nous avons même rencontré des obstacles en essayant de livrer gratuitement des engrais minéraux aux pays les plus pauvres qui en ont besoin, comme nous venons d'en discuter lors de la réunion avec les dirigeants de l'Union africaine. Nous n'avons réussi à envoyer que deux cargaisons – seulement 20 000 tonnes au Malawi et 34 000 tonnes au Kenya, sur les 262 000 tonnes de ces engrais bloquées dans les ports européens. Tout le reste est resté entre les mains des Européens, même si cette initiative était de nature purement humanitaire, ce qui signifie qu'elle n'aurait dû être exposée à aucune sanction, par principe.

Bon, certains ne voudront peut-être pas que la Russie s'enrichisse, comme on dit, et utilise ses revenus à des fins militaires. Bien. Mais, c'étaient des livraisons gratuites ! Mais non, ils ne les laisseront pas passer, malgré tout ce vain discours sur leur volonté d'aider les pays les plus pauvres.

Compte tenu de ces faits, nous avons refusé de prolonger cet accord potentiel. Comme je l'ai déjà dit, la Russie peut très bien combler le vide laissé par le retrait des céréales ukrainiennes du marché mondial, soit en vendant ses céréales, soit en les transférant gratuitement aux pays les plus nécessiteux d'Afrique, d'autant plus que cette année nous attendez-vous à nouveau à une récolte record.

Pour être plus précis, permettez-moi de dire que dans les prochains mois, les trois à quatre prochains mois, nous serons prêts à fournir gratuitement un approvisionnement de 25 000 à 50 000 tonnes de céréales chacun au Burkina Faso, au Zimbabwe, au Mali, Somalie, République centrafricaine et Érythrée, livrés gratuitement. Quelques chiffres supplémentaires seront probablement intéressants. L'Ukraine a produit environ 55 millions de tonnes de céréales au cours de la dernière campagne agricole. Les exportations se sont élevées à 47 millions de tonnes : beaucoup, dont 17 millions de tonnes de blé. Et la Russie, chers collègues, a récolté 156 millions de tonnes de céréales l'année dernière. Elle a exporté 60 millions de tonnes, dont 48 millions de tonnes de blé.

La part de la Russie sur le marché mondial du blé est de 20 %, celle de l'Ukraine de moins de 5 %. Cela signifie que c'est la Russie qui apporte une contribution significative à la sécurité alimentaire mondiale et qui est un fournisseur international solide et responsable de produits agricoles. Et ceux qui prétendent que ce n'est pas le cas, que ce n'est que pour garantir le soi-disant accord sur les céréales pour exporter des céréales ukrainiennes, déforment simplement les faits et disent des contrevérités. En fait, c'est la pratique de certains pays occidentaux depuis des décennies, voire des siècles.

Notre pays continuera à soutenir les États et les régions dans le besoin, y compris avec ses fournitures humanitaires. Nous cherchons à participer activement à la formation d'un système plus équitable de répartition des ressources et faisons tout notre possible pour prévenir une crise alimentaire mondiale.

En principe, nous sommes convaincus qu'avec l'application de technologies agricoles appropriées et la bonne organisation de la production agricole, l'Afrique peut à long terme non seulement se nourrir et assurer sa propre sécurité alimentaire, mais aussi devenir exportatrice de divers types d'aliments. Et la Russie ne fera que vous soutenir, je vous assure.

Mes collègues et moi en parlions justement hier lors de nos rencontres bilatérales, et mes collègues africains m'ont dit : nous pouvons produire de la nourriture, nous avons besoin de technologie et d'un soutien approprié.

Pour sa part, la Russie est prête à partager son expertise en matière de production agricole avec les pays africains et à fournir une assistance pour l'introduction des technologies les plus avancées.

Nous sommes également intéressés à développer davantage la coopération avec les pays africains dans le secteur de l'énergie. Cette interaction est basée sur une vaste expérience : depuis de nombreuses années, des spécialistes soviétiques et russes ont été impliqués dans la conception et la construction d'importantes installations de production d'électricité en Angola, en Égypte, en Éthiopie et dans d'autres pays du continent, avec une capacité totale de 4,6 gigawatts et s'élevant à – Je voudrais souligner spécifiquement ceci, mes amis – 25 % de la capacité hydroélectrique de l'Afrique.

Actuellement, les entreprises russes mettent en œuvre de nouveaux projets mutuellement bénéfiques qui visent à répondre aux besoins croissants des économies africaines en carburant et en capacités de production, et à fournir aux Africains un accès à des sources d'énergie abordables, fiables, durables et respectueuses de l'environnement.

Plus de 30 projets énergétiques ambitieux impliquant des entreprises russes sont actuellement en cours à des degrés divers dans 16 pays africains, avec une capacité totale d'environ 3,7 gigawatts. Le russe RusHydro offre une vaste gamme de services aux partenaires africains, allant de la conception et de la fourniture d'équipements à la modernisation et à la construction de nouvelles installations de production d'électricité clés en main. Les sociétés russes Gazprom, Rosneft, LUKOIL et Zarubezhneft sont impliquées dans le développement de champs pétroliers et gaziers en Algérie, en Égypte, au Cameroun, au Nigeria et en République du Congo. Au cours des deux dernières années, les exportations russes de pétrole brut, de produits pétroliers et de gaz naturel liquéfié vers l'Afrique ont été multipliées par 2,6. Rosatom, notre principale société d'énergie nucléaire, construit la centrale nucléaire d'El Dabaa en Égypte. Cette société d'État peut partager son expertise unique avec les pays africains, ainsi que des technologies inégalées dans l'utilisation pacifique non énergétique de l'atome, comme dans les soins de santé et l'agriculture.

La promotion d'une coopération plus approfondie entre la Russie et l'Afrique dans le secteur manufacturier revêt une importance particulière. Le continent connaît la Russie pour ses biens industriels, notamment les voitures, les équipements de construction et de nombreux autres produits, qui bénéficient d'une forte demande et sont connus pour leur qualité, leur fiabilité et leur facilité d'utilisation. Des centres de service spéciaux en Afrique proposent des services de maintenance pour les équipements et machines russes.

Nous développons de nouveaux outils de prêts préférentiels pour permettre aux Africains d'acheter nos biens industriels, de les livrer sur le continent et de bénéficier de services après-vente. L'Agence russe d'assurance des crédits à l'exportation et des investissements est là pour fournir une assurance pour ces prêts. Nous concevons un mécanisme de crédit-bail adapté à l'Afrique et sommes sur le point de créer un fonds d'investissement dédié au cofinancement de projets d'infrastructures. En Égypte, comme mon collègue le président Sissi et moi en avons discuté hier, nous sommes en pourparlers pour établir une zone industrielle russe près du canal de Suez. J'espère que nous pourrons le lancer bientôt. Nous prévoyons que la construction de ses premières installations de fabrication commencera cette année afin que les produits qui y sont fabriqués puissent être exportés à travers l'Afrique.

En tant que leader des TIC, la Russie cherche à promouvoir une coopération plus approfondie avec les pays africains dans les domaines de la sécurité de l'information, de l'IA et de l'économie numérique. Nous avons une expérience positive dans le développement et l'utilisation de solutions informatiques pour l'administration des impôts, l'enregistrement des droits de propriété, l'offre de services d'e-gouvernement aux particuliers et aux entités, y compris le secteur des entreprises. Nous pouvons aider les pays africains intéressés par ces solutions à lancer des systèmes similaires et réaffirmer notre engagement indéfectible à partager notre savoir-faire pour favoriser le développement technologique.

Afin d'élargir l'éventail de nos relations commerciales et économiques, nous devons utiliser plus énergiquement les monnaies nationales, y compris le rouble, dans le règlement financier de nos transactions commerciales. Dans ce contexte, nous sommes prêts à aider les pays africains à développer leur infrastructure financière et à connecter leurs établissements bancaires au système de messagerie financière créé en Russie, qui peut être utilisé pour effectuer des paiements transfrontaliers indépendamment de certains systèmes occidentaux qui adoptent des restrictions. Cela nous permettra de renforcer la stabilité, la prévisibilité et la sécurité des échanges mutuels.

La Russie réoriente activement ses flux de transport et de logistique vers les pays du Sud, dont l'Afrique bien sûr. Le corridor de transport Nord-Sud que nous construisons est conçu pour fournir aux produits russes un accès au golfe Persique et à l'océan Indien, avec des connexions supplémentaires via la route maritime la plus courte vers le continent africain, entre autres régions. Naturellement, ce corridor peut être utilisé en sens inverse pour acheminer des marchandises africaines vers la Russie.

Connecter le corridor de transport Nord-Sud avec l'Afrique, ouvrir des lignes de fret régulières, ce qui est notre objectif, et ouvrir un hub de transport et de logistique russe dans un port de la rive orientale de l'Afrique pourraient être un bon début de notre coopération. Nous considérons qu'il est extrêmement important d'étendre le réseau de vols directs vers l'Afrique et de contribuer au développement du réseau ferroviaire en Afrique. Ce sont les objectifs les plus importants de notre temps que nous invitons nos amis africains à aborder ensemble.

La Russie souhaite renforcer ses liens avec les associations et structures d'intégration économique régionale en Afrique à tous les niveaux. Par exemple, nous soutenons l'établissement d'une coopération entre l'Union économique eurasienne – un grand projet d'intégration et la Russie en fait partie – et la Zone de libre-échange continentale africaine au sein de l'Union africaine. Nous sommes également prêts à partager avec nos partenaires africains notre expérience dans la promotion de l'intégration entre la Russie et la Biélorussie au sein de l'État de l'Union.

Aujourd'hui, nous aurons un déjeuner de travail avec les chefs d'Etat et de gouvernement des pays à la tête des principales organisations régionales d'Afrique, ainsi que les cadres supérieurs de ces associations. Nous voulons montrer à nos partenaires africains ce que nous avons à offrir sur les aspects clés de l'intégration tels que la suppression des barrières au sein d'un marché unique, le fonctionnement des zones de libre-échange, la coordination des politiques agricoles, industrielles et dans d'autres secteurs également. Je suis convaincu que cette coopération

globale, tant dans le cadre bilatéral que multilatéral, nous permettra d'élargir nos liens économiques avec l'Afrique, tant en termes qualitatifs que quantitatifs.

Je voudrais également attirer votre attention sur le fait que les commissions intergouvernementales bilatérales ont fait leurs preuves dans la promotion de la coopération économique et humanitaire. Cependant, jusqu'à présent, nous avons ces commissions avec seulement un tiers des pays africains. Il y en a 18 pour 54 pays. Dans ce contexte, nous suggérons aux pays africains intéressés qui n'ont pas encore adhéré à ce format de réfléchir à travailler avec nous pour mettre en place ces commissions. Il va sans dire que nous sommes prêts à aller dans ce sens et pensons que cela serait bénéfique.

Nous sommes également prêts à étendre le réseau de nos missions commerciales en Afrique et à avoir davantage de conseillers économiques, ainsi que des attachés pour l'agriculture, l'éducation, la recherche et les TIC.

AMIS,

Nous continuerons à accorder une attention prioritaire au développement des échanges culturels, scientifiques, éducatifs, sportifs et de jeunesse entre la Russie et les États africains. Notre pays a beaucoup à offrir dans ces domaines. Bien sûr, la formation de personnel qualifié a toujours été et reste un domaine traditionnel de la coopération russo-africaine. Nous avons discuté de cette question tout à l'heure lors d'une réunion avec les dirigeants de l'Union africaine.

Près de 35 000 étudiants africains étudient dans les universités russes, et ce nombre augmente chaque année. Le quota d'étudiants africains financé par le budget fédéral a augmenté de 150% au cours des trois dernières années et dépassera 4 700 personnes au cours de la prochaine année universitaire.

Nous prévoyons d'ouvrir des succursales des principales universités russes en Afrique. Des liens étroits sont en cours de développement avec des établissements d'enseignement africains dans le cadre du réseau universitaire russo-africain. Un accord sur la création du consortium russo-africain d'universités techniques, Subsoil Resources of Africa, a été signé à l'Université des mines de Saint-Pétersbourg le 26 juillet, en amont de ce forum. Il prévoit la formation conjointe de professionnels du secteur des ressources minérales. Je considère cela comme un domaine de coopération extrêmement important et intéressant.

Nous continuerons à aider nos amis africains à développer non seulement le système d'enseignement supérieur mais aussi les écoles générales et professionnelles, à former les enseignants, les tuteurs et le personnel technique des écoles et des collèges, ainsi qu'à créer des écoles communes pour lesquelles des supports pédagogiques adaptés basés sur une combinaison des programmes éducatifs nationaux russes et africains sont en cours d'élaboration.

Nous proposons d'envisager la possibilité d'ouvrir des écoles en Afrique avec une série de matières enseignées en russe. Je suis convaincu que la mise en œuvre de projets tels que l'étude du russe et l'introduction des normes d'éducation élevées de la Russie créeront la meilleure base pour notre coopération continue mutuellement bénéfique et égale.

L'année prochaine, une organisation internationale de langue russe devrait commencer à fonctionner, qui sera ouverte à tous les pays qui aiment la langue russe et veulent l'utiliser, ainsi qu'ils aiment et s'intéressent à la culture russe. Nous invitons nos partenaires africains à se joindre à cette entreprise.

Dans 28 pays africains, un projet a été lancé pour créer des centres d'éducation ouverts pour former les enseignants et les éducateurs des établissements préscolaires pour enfants, ainsi que des écoles primaires et secondaires.

Pour ce faire, nous prévoyons d'augmenter considérablement les inscriptions d'étudiants africains dans les universités pédagogiques russes.

Plus de 10 000 Africains qui étudient actuellement en Russie sont formés dans des spécialités médicales. La santé et la lutte contre les épidémies sont un domaine important de la coopération russo-africaine. Permettez-moi de vous rappeler que la Russie a été parmi les premiers pays à venir en aide aux pays africains pendant la pandémie de coronavirus : nous avons envoyé gratuitement des millions de kits de test russes aux pays africains et, avec l'Afrique du Sud, nous avons mené des recherches scientifiques sur de nouvelles souches du virus dangereux. Ces derniers mois, nous avons remis deux laboratoires mobiles russes à nos partenaires de la République démocratique du Congo et continuons d'équiper le centre russo-guinéen d'étude des infections à Kindia, où plus de 20 produits de diagnostic ont été développés. Environ 1, 500 spécialistes locaux ont été formés aux méthodes

russes de prévention et de contrôle des infections. Un centre commun a également été créé au Burundi pour étudier les infections.

Un vaste programme russe a été élaboré et fonctionnera jusqu'en 2026 pour aider l'Afrique à lutter contre les infections, pour lequel 1,2 milliard de roubles seront alloués. Dans le cadre de ce programme, 10 laboratoires mobiles seront approvisionnés, des centaines de spécialistes formés et des recherches conjointes menées.

Chaque année, la Russie et l'Afrique ont de plus en plus d'échanges de jeunes. Des représentants de pays africains, dans le cadre du programme Nouvelle Génération, se rendent chaque année en Russie pour participer à des programmes à court terme conçus pour permettre aux jeunes représentants des milieux politiques, publics, scientifiques et commerciaux de se familiariser avec notre pays. Des relations sont également entretenues avec les Africains qui ont été éduqués en Russie. Tout à l'heure, lors de ma précédente rencontre, j'ai eu le plaisir de communiquer avec des collègues qui parlent couramment le russe.

Je voudrais profiter de cette occasion pour inviter nos jeunes amis africains à venir en Russie en mars 2024, lorsque le Festival mondial de la jeunesse se tiendra à Sotchi. C'est un forum majeur qui réunira des jeunes du monde entier. Nous attendons plus de 20 000 participants de plus de 180 pays.

Nous attachons une grande importance à la coopération dans le domaine de la forme physique et du sport. Nous sommes prêts à développer davantage les liens avec les fédérations sportives des pays africains. Nous proposons de nouer des liens entre les universités sportives de Russie et d'Afrique, d'échanger des étudiants universitaires, de mettre en œuvre des programmes de volontariat et d'organiser des matchs communs dans différents sports entre les établissements d'enseignement et les universités. Nous invitons les athlètes africains à participer au Festival international du sport universitaire, qui se tiendra en août à Ekaterinbourg, dans l'Oural, et aux Jeux du futur, que Kazan accueillera en février et mars 2024. Ces jeux sont un moment unique combinaison de sports dynamiques et des jeux vidéo et appareils technologiques les plus populaires. Ce nouveau format de compétition allie sports classiques et sports innovants.

La Russie est résolue à développer la coopération avec les pays africains et l'Afrique dans son ensemble dans le domaine des communications de masse, y compris l'échange de contenus, l'organisation de cours de formation pour le personnel et les étudiants des médias et l'organisation d'événements expérimentaux. Des travaux sont en cours pour ouvrir les bureaux des principaux médias russes en Afrique, notamment l'agence de presse TASS, Rossiya Segodnya, RT, VGTRK et Rossiyskaya Gazeta. Nous proposons de créer un espace d'information commun de la Russie et de l'Afrique, où les publics russes et africains auront accès à des informations objectives et impartiales sur les événements mondiaux.

Pour conclure, je voudrais souligner que la Russie est sincèrement intéressée à continuer à promouvoir le développement global et à approfondir la coopération commerciale, économique et humanitaire avec tous les pays africains. Je ne doute pas que ce forum et les réunions thématiques, tables rondes et entretiens organisés dans son cadre seront certainement utiles et nous rapprocheront de nos objectifs communs.

Merci beaucoup pour votre patience et votre attention. Merci.

Discours de S.E Paul Biya,

Président de la République du Cameroun

au 2e Sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg en 2023



S.E Paul Biya, Président de la République du Cameroun – 2e Sommet Russie-Afrique, Saint-Petersbourg, 27-28 juillet 2023

« Monsieur le président de la Fédération de Russie,

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer les remerciements de la délégation qui m'accompagne et les miens propres pour l'accueil chaleureux, fraternel qui nous a été réservé dans cette belle cité.

Je voudrais en même temps exprimer la gratitude de l'Afrique et du Cameroun en particulier, pour ce Sommet qui permettra assurément de renforcer la coopération entre l'Afrique et la Fédération de Russie.

Certaines personnes sont peut-être un peu étonnées de l'intérêt que la Fédération de Russie marque pour l'Afrique. Mais cet intérêt est ancien ! Je dois rappeler, et tout le monde le sait, que dans les années 1960, pendant que l'Afrique luttait pour accéder à la souveraineté, la Russie a apporté à l'Afrique et à sa lutte, un appui sincère et efficace. Nous voulons une fois encore remercier ce grand pays.

Le Forum d'aujourd'hui est la continuation de cette coopération qui a été bénéfique pour l'Afrique.

Aujourd'hui, le monde est confronté à beaucoup de problèmes : la sécheresse, la crise, sans parler du Covid-19 qui a fait des ravages. Aujourd'hui, nous avons d'autres problèmes : l'inflation galopante…

Devant ces multiples problèmes, nous faisons appel à la collaboration que nous a toujours apportée la Fédération de Russie. Nos délibérations nous aideront à trouver des solutions à nos problèmes.

Je peux évoquer ici quelques-uns de ces problèmes. L'Afrique qui compte plus d'un milliard d'habitants est sous représentée dans les organisations internationales ; je parlerai notamment de l'ONU. Nous comptons sur l'appui de la Russie pour corriger cette défectuosité.

Nous voulons également dire que les problèmes de développement dans nos pays sont énormes, aggravés par les crises. Nous souhaitons que la Fédération de Russie, comme par le passé, continue à nous soutenir pour trouver des fonds pour investir. Nous souhaitons, par exemple, que l'on demande au FMI de refaire une émission de DTS pour accroître les financements des économies du Tiers-monde et de l'Afrique en particulier. Nous allons également évoquer les problèmes de sécurité, du terrorisme. Nous remercions la Russie pour l'aide qu'elle apporte à beaucoup de pays pour vaincre le terrorisme.

Bref, l'Afrique est confrontée à tous les problèmes modernes et nous pensons que cette réunion nous permettra d'avancer dans la recherche de solutions.

Je ne voudrais pas passer en revue tous les problèmes que l'Afrique connaît. Mais je voudrais saisir cette occasion pour remercier la Fédération de Russie pour tout ce qu'elle a fait pour aider l'Afrique à promouvoir les progrès économiques et humanitaires.

Nous avons des étudiants dans des universités, des académies russes qui font de bonnes études.

Nous voudrons remercier la Fédération de Russie pour toutes ces aides et souhaitons qu'à l'issue de nos travaux, que la coopération entre la Fédération de Russie et l'Afrique aille en s'accroissant.

Merci ! »

Au-delà des Mythes :
La Redéfinition du Partenariat Russie-Afrique

EDITORIAL



Les drapeaux de la Fédération de Russie et de l'Union africaine · Illustration

L'histoire entre la Fédération de Russie et l'Afrique s'écrit au rythme de trois grandes époques : des premiers contacts impériaux à la résurgence stratégique de Moscou au XXIe siècle, en passant par l'ère soviétique. Dès la décolonisation, l'URSS s'est imposée sur la scène internationale comme l'un des plus fervents défenseurs de l'anti-impérialisme aux côtés des peuples africains.

Sous l'impulsion de Vladimir Poutine, cette relation séculaire connaît un renouveau d'une intensité inédite. Cette offensive diplomatique d'envergure se manifeste par l'ouverture stratégique de nouvelles représentations consulaires et un accroissement massif des bourses d'études destinées à former la future élite technique et politique du continent.

Au cœur de la méthode Poutine, le *Sommet Russie-Afrique* s'est imposé comme une plateforme incontournable, consacrée par le succès des éditions de Sotchi (2019) et de Saint-Pétersbourg (2023) — marquée notamment par la présence de S.E. Paul Biya, Président de la République du Cameroun et doyen des Chefs d'État africains. Alors que le troisième sommet de Moscou en octobre 2026 dessine les contours d'un ordre mondial définitivement multipolaire, l'heure est au bilan et aux choix stratégiques.

REPÈRES

2019	2023	2026
SOMMET DE SOTCHI	SOMMET DE SAINT-PÉTERSBOURG	SOMMET DE MOSCOU

3 grandes époques : des premiers contacts impériaux à l'ère soviétique, puis à la résurgence stratégique de Moscou au XXIe siècle.

Pour l'Afrique, l'exigence d'une stratégie de développement durable passe par une diversification audacieuse de ses alliances. Richement doté par la nature, le continent a l'obligation historique de structurer une économie créatrice de valeur, fondée sur la maîtrise des projets, la méritocratie et la valorisation du capital humain.

> ***Face aux mutations du monde, l'Afrique moderne serait-elle condamnée à l'impuissance ?***

Face aux mutations du monde, l'Afrique moderne serait-elle condamnée à l'impuissance ? Quelle matrice permettra à nos États de briser le carcan des modèles de développement statiques ? Quels leviers politiques, culturels ou diplomatiques définiront notre compétitivité de demain ? Et surtout : quelle posture stratégique adopter face à cette nouvelle main tendue par la Russie ?

Dans les pages de ce premier numéro, nos experts et analystes décryptent sans détour ces enjeux vitaux qui façonneront le continent de demain.

Bonne lecture.



PHD NGAN TONYE
Directeur de Publication

01

RUBRIQUE 01

Partenariats stratégiques

Bâtir ensemble un avenir durable

DANS CETTE RUBRIQUE *pp. 13 — 36*

14 **Coopération Cameroun-Russie :** *L'honnêteté et la structuration, clés du succès pour les jeunes entrepreneurs selon Williams TAGNE*

19 **Or, uranium, lithium :** *le Sahel troque ses richesses contre la protection de Moscou*

22 **Russie-Afrique :** *le rapport qui interpelle Moscou*

26 **Moscou - Afrique :** *la grande accélération*

30 **Coopération Russie – Afrique :** *Chiffres clés 2023 · 2024 · 2025*

31 **65 ans de ponts entre la Russie et l'Afrique**

ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT

Coopération Cameroun-Russie :

L'honnêteté et la structuration, clés du succès pour les jeunes entrepreneurs selon Williams TAGNE

PanAfrica Global Partners S.A



Williams TAGNE, CEO de PanAfrican Global Partners

Face aux mutations géopolitiques mondiales, l'axe économique entre Yaoundé et Moscou suscite un intérêt grandissant chez les jeunes entrepreneurs camerounais. Parmi eux, Williams TAGNE, CEO de PanAfrica Global Partners, partage sa vision d'un partenariat « gagnant-gagnant » fondé sur la rigueur administrative, l'esprit d'initiative et une probité morale irréprochable.

PAR EROL BRANDO EBOGO, JOURNALISTE

Dans un environnement économique en pleine redéfinition, de nouvelles figures de l'entrepreneuriat camerounais émergent avec des ambitions tournées vers l'international. Originaire de Bandjoun à l'Ouest du Cameroun, **Williams TAGNE** incarne cette génération audacieuse qui refuse le confort du salariat pour embrasser les risques de l'investissement. Inspiré par des figures politiques fortes comme le président Paul Biya ou le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso, il a choisi de prospecter un marché encore méconnu de beaucoup de ses pairs : la Fédération de Russie.

PanAfrica Global Partners : Un pont commercial entre Moscou et Yaoundé

Accompagné dans ses démarches par le PHD Simon François NGAN TONYE, **Williams TAGNE** a surmonté la barrière linguistique pour explorer les opportunités d'affaires à Moscou. De cette prospection s'est renforcée la vision de PanAfrica Global Partners, une structure multisectorielle qui intervient dans le commerce général, l'audit, la logistique, le BTP et le transport.

L'ambition première de la société est claire : fluidifier l'import-export entre la Russie et le Cameroun. Des protocoles d'accord ont déjà été formalisés avec la firme russe Adagaz, qui fait office de représentant de l'entreprise camerounaise sur le sol russe. Ce partenariat ouvre la voie à l'importation de produits agroalimentaires (sucre, huile de tournesol), de boissons (vodka) ainsi que de matériel industriel et logistique, notamment la représentation de marques de véhicules russes comme Lada et d'engins agricoles. Des contacts ont également été établis pour introduire de nouvelles technologies et des véhicules destinés aux forces de maintien de l'ordre (FMO).

Afin de pérenniser ces flux, PanAfrica Global Partners s'apprête à franchir un cap concret. À la suite d'échanges directs à Moscou avec des constructeurs de renom comme Kamas et des responsables du ministère de l'Industrie, l'entreprise sécurise actuellement une parcelle de terre au Cameroun dans la ville de Kribi. Ce terrain sera inscrit comme actif de la société pour accueillir une usine de reconditionnement de sucre. En parallèle, des négociations avancées se poursuivent pour le financement de projets d'envergure, à l'instar d'un complexe coopératif agricole de 20 000 hectares destiné à faire vivre des milliers de familles.

Pour **Williams TAGNE**, la robustesse du matériel russe, conçu pour des conditions climatiques et sociologiques extrêmes, représente une opportunité de rentabilité majeure pour le marché africain.

Le choc des standards : « L'honnêteté avant les milliards »

L'accès au marché russe obéit à des règles strictes où la réputation de l'homme d'affaires prime sur l'épaisseur de son portefeuille. «*Les entreprises russes recherchent avant tout des partenaires fiables et honnêtes, respectueux de leurs engagements*», souligne le jeune entrepreneur.

Pour lui, le véritable secret de sa réussite réside dans un refus catégorique du bluff. Lors de ses échanges avec des géants industriels comme le fabricant de camions Kamaz, l'entrepreneur a subi un véritable électrochoc face aux exigences locales. «*Ils exigent des business plans rigoureux, précis, axés sur des chiffres réels. En Russie, la transparence comptable et l'audit ne sont pas des options pour contourner le fisc, ce sont des bases fondamentales.*»

Tout mensonge ou tentative de maquillage des bilans comptables entraînerait une rupture définitive de confiance, nuisant par la même occasion à la crédibilité de l'ensemble du secteur privé africain. Néanmoins, si le contact humain est de qualité mais que l'entreprise locale manque de maturité, les investisseurs russes se montrent parfois prêts à imposer leurs propres conditions de gestion rigoureuses pour restructurer l'activité. L'intégrité face aux partenaires est donc inscrite dans l'ADN de PanAfrica Global Partners, qui privilégie la vérité factuelle et la capacité de remise en question pour garantir des relations à long terme.

> ***Les entreprises russes recherchent avant tout des partenaires fiables et honnêtes, respectueux de leurs engagements***
>
> WILLIAMS TAGNE



M. Williams TAGNE, CEO de PanAfrica Global Partners et S.E l'Ambassadeur de Russie au Cameroun

Les défis du secteur privé : Briser l'isolement et se structurer

Si le cadre macroéconomique et les réformes du ministère des Finances camerounais sont salués pour leur rigueur sur le papier, la réalité du terrain entrepreneurial présente de lourdes faiblesses structurelles. **Williams TAGNE** pointe du doigt le modèle de l'entreprise unipersonnelle où le dirigeant veut être « l'alpha et l'oméga », refusant d'ouvrir son capital à de nouveaux actionnaires par peur de perdre le contrôle. Or, face à des investisseurs internationaux prêts à engager des dizaines de milliards de roubles, la structuration juridique et organisationnelle reste l'unique moyen de rassurer.

Pour combler ce déficit de compétences, l'entrepreneur insiste sur l'importance cruciale de la formation managériale et administrative. Saluant l'initiative du ministère camerounais des Transports d'avoir lancé des formations spécialisés en management, il plaide pour une démocratisation de ces formations, y compris pour les profils non scientifiques ou sans baccalauréat, afin de professionnaliser la gestion des PME et de maîtriser les mécanismes institutionnels de levée de fonds.

> ***Un patronat fort qui donne du travail aux jeunes est capable d'éteindre des tensions et de stabiliser une nation***
>
> WILLIAMS TAGNE

L'entrepreneur formule également un constat teinté d'amertume vis-à-vis des grands capitaines d'industries du continent. Regrettant le manque d'accessibilité des milliardaires et des aînés locaux, souvent entourés de barrières filtrantes ou craignent la concurrence des projets qui leur sont soumis, il oppose cette réalité à la surprenante disponibilité des investisseurs russes. « *En Russie, vous pouvez rencontrer cinq à six milliardaires en cinq jours. Ils sont à l'écoute, curieux et accessibles.* » Il exhorte donc les leaders africains comme Aliko Dangote, Kate Fotso, son idole l'honorable Albert KOUINCHE ou Kadji à multiplier les colloques et les initiatives de mentorat pour éviter que la culture de la haute finance ne disparaisse avec leur génération. Il appelle d'ailleurs l'ensemble du patronat africain (comme le GICAM au Cameroun) à prendre conscience de son pouvoir sociopolitique : « *Un patronat fort qui donne du travail aux jeunes est capable d'éteindre des tensions et de stabiliser une nation* ».



M. Williams TAGNE, CEO de PanAfrican Global Partners accompagné par le PHD Simon François NGAN TONYE

PanAfrica Global Partners, l'essentiel

20 000
HECTARES
complexe coopératif agricole en cours de négociation

5 à 6
MILLIARDAIRES
à rencontrer en cinq jours en Russie, selon Williams TAGNE

Dirigeant : Williams TAGNE, CEO, originaire de Bandjoun

Secteurs : commerce général, audit, logistique, BTP et transport

Partenaire russe : Adagaz, représentant sur le sol russe

Projet à Kribi : usine de reconditionnement de sucre



L'engagement social : Le concept « Un jeune, un patron »

Face au sentiment d'abandon exprimé par la jeunesse locale lors de ses déplacements en milieu rural, **Williams TAGNE** a choisi de ne pas se limiter aux discours politiques. Il est le promoteur du concept « Un jeune, un patron », une association à but non lucratif dans laquelle il investit des fonds propres. Grâce à des levées de fonds ciblées, cette initiative soutient directement les projets agricoles et artisanaux des jeunes villageois.

Pour lui, l'autonomisation financière est la meilleure arme contre la délinquance juvénile. Ce projet se positionne comme un terreau d'expérimentation de la capacitation des entrepreneurs du secteur informel afin de faire d'eux les futures champions de demain.



Diplomatie économique : L'art de ne pas choisir

Interrogé sur le positionnement géopolitique du Cameroun entre l'Occident, la Chine et la Russie, **Williams TAGNE** livre une analyse pragmatique inspirée de la posture du président Paul Biya. Pour l'entrepreneur, l'alignement radical est une erreur stratégique en affaires.

Il salue la Chine pour sa fine compréhension du pouvoir d'achat africain, permettant à toutes les couches sociales d'accéder aux biens de consommation. En contrepoint, face au chantage économique parfois exercé par certains partenaires occidentaux, la diversification des horizons apparaît comme une nécessité vitale. *« En affaires, il faut toujours disposer de plusieurs factures proforma pour comparer afin de faire le meilleur choix. Les enfants vont naturellement vers l'oncle qui les dorlote le plus. L'Afrique doit aller là où ses intérêts sont respectés. »*, *Résume-t-il de façon imagée.*

Avec le soutien constant de l'ambassadeur de Russie au Cameroun, **Williams TAGNE** invite la nouvelle génération à surmonter ses appréhensions et à oser la prospection directe sur le terrain.



Le concept « Un jeune, un patron »

- Une association à but non lucratif
- Promoteur : Williams TAGNE, qui y investit des fonds propres
- Un soutien direct aux projets agricoles et artisanaux des jeunes villageois, grâce à des levées de fonds ciblées



M. Williams TAGNE, CEO de PanAfrica Global Partners

Williams TAGNE : L'héritage de l'excellence et du leadership à Bandjoun

Pour **Williams TAGNE**, la réussite n'est pas un parcours solitaire, mais le fruit d'un accompagnement éclairé. Au cœur de son engagement se trouve l'influence déterminante de deux figures majeures : Mme le Maire de Bandjoun, Nicky Love MAPTUE FOTSO, et l'Honorable Albert KOUINCHE.

Porteurs d'une vision audacieuse, ces leaders incarnent un modèle d'excellence où le développement économique s'allie indissociablement à l'action sociale. À travers leurs initiatives entrepreneuriales novatrices et leur soutien constant à l'épanouissement des populations locales, ils transforment durablement le paysage de Bandjoun.

Pour Williams TAGNE, ce mentoring d'exception est un puissant moteur d'action et d'engagement civique. En plaçant l'humain et l'audace au centre de leurs priorités, Nicky Love MAPTUE FOTSO et Albert KOUINCHE démontrent qu'il est possible de bâtir un avenir prospère. Un exemple vibrant qui appelle la jeunesse camerounaise à oser entreprendre, à s'investir et à devenir actrice du développement de sa communauté.

> ***« Le développement économique s'allie indissociablement à l'action sociale***



Mme le Maire de Bandjoun, Nicky Love MAPTUE FOTSO





Poignée de main avec son idole l'Honorable Albert KOUINCHE.



l'Honorable Albert KOUINCHE.

Bandjoun, l'essentiel

2
FIGURES MAJEURES
Mme le Maire de Bandjoun, Nicky Love MAPTUE FOTSO, et l'Honorable Albert KOUINCHE

1
VISION AUDACIEUSE
Le développement économique allié à l'action sociale

1
APPEL À LA JEUNESSE
Oser entreprendre, s'investir et devenir actrice du développement de sa communauté

GÉOPOLITIQUE · SAHEL

Or, uranium, lithium : le Sahel troque ses richesses contre la protection de Moscou

Brouillés avec Paris et les capitales occidentales, le Burkina Faso, le Mali et le Niger misent sur la Russie pour survivre à l'insurrection djihadiste. Une alliance de circonstance qui promet beaucoup, mais dont les fruits restent, pour l'heure, incertains.

Par Kester Kenn Klomegah



Légende de l'image · Crédit photo

Au Sahel, la sécurité a désormais un prix, et il se paie en minerais. Confrontés à des insurrections qui s'étendent malgré des années d'efforts antiterroristes soutenus par l'Occident, trois États dirigés par des militaires ont fait un pari audacieux : échanger leurs richesses naturelles contre des armes, des instructeurs et une protection politique. Leur partenaire de choix s'appelle Russie.

Un troc stratégique : la sécurité contre les ressources

Les trois États de l'Alliance des États du Sahel (AES), devenue Confédération des États du Sahel en 2024 — Burkina Faso, Mali et Niger — s'appuient de plus en plus sur un modèle de troc. Ils cèdent des actifs naturels vitaux en échange d'une protection militaire, d'armes et d'un soutien économique de la part de partenaires extérieurs, au premier rang desquels la Russie, en contournant les partenariats occidentaux traditionnels.

Or
Abondant au Mali et au Burkina Faso, il sert fréquemment à payer la sécurité et la logistique de l'État.

Uranium
Extrait en grande partie au Niger, c'est une matière première stratégique au cœur des accords bilatéraux.

Lithium et minéraux critiques
Les découvertes récentes de lithium au Mali nourrissent des stratégies émergentes de nationalisme des ressources.

Deux moteurs expliquent ce modèle :

- **Un réalignement diplomatique.** Les juntes sahéliennes ont rompu avec leurs alliés occidentaux et avec la CEDEAO, en quête d'une aide transactionnelle venue d'ailleurs.

- **Un objectif de souveraineté.** Leurs dirigeants affirment que ces échanges directs de minerais financent les infrastructures locales et la lutte contre l'insurrection. Les critiques préviennent qu'ils pourraient plutôt engendrer de nouvelles dépendances étrangères.

De Paris à Moscou : la grande bascule

L'AES est née en septembre 2023 et s'est formalisée en confédération en 2024, à la suite d'une série de coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces pays, autrefois partenaires militaires proches de la France et des États-Unis, ont expulsé les forces françaises, restreint les opérations américaines et cherché de nouveaux protecteurs.

La Russie s'est engouffrée dans la brèche. Instructeurs et matériel militaires russes ont commencé à arriver au Mali dès 2021, parfois en lien avec le groupe Wagner, le réseau de mercenaires soutenu par le Kremlin. Depuis, Moscou se pose en garant alternatif de la souveraineté pour des dirigeants désireux d'inscrire leur légitimité dans un registre anticolonial.

> ***« À l'heure actuelle, la coopération dans le domaine de la défense est le principal secteur de coopération entre nos pays »***
>
> — Sadio Camara, ministre malien de la Défense

Lavrov courtise le Sahel

Vladimir Poutine, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le ministre de la Défense Andreï Beloussov ont fréquemment répété leur priorité : approfondir les liens entre le Kremlin et l'AES. Sommets et conférences ont donné lieu à des déclarations conjointes et à plusieurs protocoles d'accord sur la formation militaire, les livraisons d'armes et la lutte antiterroriste.

Le point d'orgue a eu lieu à Moscou en avril 2025. Réunis avec les trois ministres sahéliens des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov y a lancé ce qu'il a appelé les « consultations AES-Russie », autour de la lutte antiterroriste, de la coordination politique et de l'investissement. Le ministère russe des Affaires étrangères a promis des armes, de la formation — notamment la préparation de forces de maintien de la paix — et un soutien contre la criminalité organisée, en échange de liens économiques plus étroits. Rosatom, Rosneft, PhosAgro, Kamaz et Gazprombank ont été cités comme investisseurs potentiels dans l'énergie, les mines et les infrastructures.

Crédit photo : https://wadr.org



Le Burkina, le Mali et le Niger forment "l'Alliance des Etats du Sahel"

Ce que Moscou y gagne

Le troc de ressources naturelles contre du matériel et une assistance militaires est le cœur de cette coopération. Le schéma n'a rien d'inédit : la Russie l'applique déjà ailleurs sur le continent, et des accords similaires auraient été conclus avec une quinzaine de pays africains. Pour les États de l'AES, riches en uranium, en or et en autres minerais, ces partenariats sont une voie vers la souveraineté économique. Pour Moscou, ils offrent des ressources, mais surtout un levier stratégique dans une région longtemps dominée par les puissances occidentales.

Les responsables occidentaux y voient le maillon d'une stratégie plus large, visant à prendre pied dans les régions riches en ressources en supplantant l'influence de l'Occident.

> ***« Moscou n'offre pas seulement une assistance sécuritaire. Il se positionne comme le partenaire politique et économique de choix pour les régimes coupés de l'Occident »***
>
> — un diplomate européen

Les critiques redoutent que la formule « sécurité contre ressources » perpétue la dépendance plutôt qu'elle ne favorise un développement durable. Ombre plus lourde encore au tableau : des organisations de défense des droits humains affirment que les opérations soutenues par la Russie au Mali ont été liées à des massacres présumés de civils, ce que Moscou et Bamako démentent.

Le Sahel, nouvel échiquier mondial

Le Sahel est devenu l'un des théâtres les plus disputés d'un ordre mondial en mutation. La France, ancienne puissance coloniale, a dû battre en retraite après des années de manifestations antifrançaises et de revers militaires. Les États-Unis ont réduit leurs opérations de drones au Niger après le putsch de juillet 2023. La Chine, moins impliquée sur le plan militaire, a de son côté développé ses projets d'infrastructures et son commerce dans la région.

Selon les analystes, la cour faite par la Russie à l'AES participe d'un effort plus vaste pour projeter son influence à travers l'Afrique : s'appuyer sur le sentiment anti-occidental afin de nouer des alliances politiques aux Nations unies et d'obtenir l'accès à des ressources stratégiques.

> ***« C'est autant une question de symbolisme que de fond. Moscou se présente comme l'ami de la souveraineté africaine, même si les bénéfices concrets demeurent incertains »***
>
> — un analyste de l'International Crisis Group

Crédit photo : https://mid.ru



Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères russe, et Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali

De grands espoirs, des résultats incertains

Malgré les effets d'annonce, la réunion de défense de Moscou a produit peu de résultats concrets : aucun nouvel accord d'armement ni investissement majeur n'a été annoncé. Les observateurs relèvent que la Russie, aux prises avec le coût de sa guerre en Ukraine et avec les sanctions occidentales, pourrait avoir du mal à tenir ses promesses.

Pourtant, pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger — isolés par la CEDEAO, visés par des sanctions occidentales et éprouvés par l'insurrection —, l'étreinte de Moscou offre à la fois une couverture politique et l'espoir de survivre. Le calcul met en balance une réalité militaire et les impératifs du développement, tandis que la population est censée, in fine, en bénéficier et que la souveraineté économique est bel et bien en jeu.

Reste la question décisive : la Russie parviendra-t-elle à convertir une solidarité symbolique en sécurité réelle et en dividendes économiques pour le Sahel ? La réponse demeure, pour l'instant, ouverte.

Crédit photo : icimali



Convoi minier au Mali sur la route de la mine de Sadiola d'Allied Gold



Mine d'uranium au Niger



Exploitation de l'or et des métaux précieux au Burkina Faso

Russie-Afrique : le rapport qui interpelle Moscou

Un groupe d'experts russes dresse un bilan sans complaisance de la politique africaine du Kremlin, à la veille d'un nouveau sommet.

KESTER KENN KLOMEGAH



UN DIAGNOSTIC VENU DE L'INTÉRIEUR

Ce n'est pas un think tank occidental qui l'affirme, mais des experts russes : la Russie accuse du retard en Afrique. À la demande du ministère russe des Affaires étrangères, un groupe de 25 experts en politiques publiques a étudié la mise en œuvre, l'impact et les revers de la politique africaine de Moscou, ainsi que ses perspectives. Le résultat : un rapport de 150 pages, assorti de recommandations pour amplifier l'influence russe sur le continent.

Le travail a été dirigé par Sergueï A. Karaganov, doyen et directeur scientifique de la faculté d'Économie mondiale et de Relations internationales de la HSE University (École des hautes études en sciences économiques), et président honoraire du présidium du Conseil pour la politique étrangère et de défense.

POURQUOI L'AFRIQUE COMPTE

Selon le rapport, deux facteurs déterminent l'importance à long terme du continent : **le capital humain** et **les ressources naturelles**. Ils expliquent l'appétit croissant des investisseurs pour les industries extractives, les infrastructures et des marchés de consommation dont la croissance dépasse largement celle du reste du monde. Avec ses 1,5 milliard d'habitants, l'Afrique représente un marché potentiel pour toutes sortes de biens et de services. Les prochaines décennies seront donc marquées par une concurrence accélérée pour ses ressources et son influence économique.

Dans ce contexte, la Russie doit, selon les auteurs, intensifier et redéfinir son approche. Sa politique africaine se divise grossièrement en quatre périodes, dont la plus récente a débuté avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Le premier sommet Russie-Afrique a posé les bases d'une cinquième étape. Sa déclaration conjointe a placé l'agenda africain à un niveau supérieur de la politique étrangère russe et reste le principal document fixant le cadre conceptuel de la coopération.

LES FAILLES D'UNE POLITIQUE SANS BOUSSOLE

Le ton du rapport est parfois sévère. Certains participants se sont montrés très critiques, allant jusqu'à affirmer qu'il n'existe ni politique cohérente, ni constance dans sa mise en œuvre. Les principaux défauts relevés :

- **Des sommets plus nombreux, mais pauvres en substance.** Les rencontres de haut niveau se multiplient, mais les questions de fond y restent limitées et les résultats concrets rares.
- **Pas de stratégie publique pour le continent**, à quoi s'ajoutent une pénurie de personnel qualifié et un manque de coordination entre les institutions étatiques et para-étatiques.
- **Un lobbying russo-africain insuffisant et désorganisé**, et un manque d'« hygiène de l'information » à tous les niveaux du discours public.
- **Des intentions présentées comme des résultats.** Des projets non approuvés sont annoncés comme étant en cours, et les capacités de la Russie sont surestimées, tant publiquement qu'à huis clos.
- **Des promesses non tenues.** De nombreux accords ont été signés avant et pendant les sommets, mais la Russie ne parvient pas à honorer ce qu'elle a promis aux pays africains.

Le rapport est particulièrement direct sur les projets :

> *« L'absence de contrôle préalable des projets et de vérification appropriée des partenaires contractants constitue l'un des principaux défis pour les entreprises russes en Afrique. »*

Beaucoup de projets annoncés au plus haut niveau politique n'ont jamais vu le jour, faute de préparation avant leur approbation officielle. Les financements budgétaires finissent ainsi souvent dans des initiatives mal préparées.

> ***« La réponse des experts tient en un mot : cohérence. »***

LA SOLUTION PROPOSÉE : UNE STRATÉGIE PUBLIQUE ET UN PLAN D'ACTION

La réponse des experts tient en un mot : cohérence. La Russie devrait réunir ses idées dispersées dans **une stratégie unique, globale et accessible au public**, idéalement présentée dès le prochain sommet Russie-Afrique et discutée au préalable avec les partenaires africains. Un tel document soulignerait le sérieux des intentions russes, instaurerait la confiance et accélérerait la coordination des décisions essentielles. Les autres puissances actives en Afrique disposent déjà de stratégies continentales publiques : c'est devenu un instrument indispensable.

La stratégie serait complétée par **un plan d'action**, un document pratique qui donnerait corps à la coopération entre deux sommets. Autre priorité : centraliser et renforcer le rôle et les capacités des institutions étatiques russes sur le dossier africain, en particulier dans la sphère de l'information.

Le rapport recommande aussi de renforcer le dialogue entre les sociétés civiles, y compris les organisations d'experts et les universitaires. Quand l'essor des échanges commerciaux est freiné, par exemple par une stagnation ou une crise dans le pays partenaire, le volet humanitaire peut devenir un moyen d'approfondir les relations.



La Russie, La réunion des experts proches du Kremlin.

UN AGENDA « PLUS AFRICAIN » QUE CELUI DES RIVAUX

Pour les auteurs, la Russie a un atout que beaucoup de concurrents n'ont pas : elle peut promouvoir un agenda plus honnête, plus ouvert et plus compréhensible. Ses piliers :

- la souveraineté et l'intégration continentale ;
- le développement des infrastructures ;
- le développement humain (éducation et médecine) ;
- la sécurité, y compris la lutte contre la faim et les épidémies ;
- les valeurs humaines universelles et l'idée que les peuples doivent vivre dans la dignité et se sentir protégés.

Tous les participants ont souscrit à cette vision. Son principal avantage, selon eux : elle peut être plus africaine que celles des concurrents de la Russie.



Deuxième session de la troisième conférence Russie-Afrique

Le rapport en chiffres

25	150	1,5	3	5
EXPERTS EN POLITIQUES PUBLIQUES	PAGES ASSORTIES DE RECOMMANDATIONS	MILLIARD D'HABITANTS, UN MARCHÉ POTENTIEL POUR TOUTES SORTES DE BIENS ET DE SERVICES	OBJECTIFS POUR GUIDER L'ACTION	PILIERS D'UN AGENDA « PLUS AFRICAIN »

UNE COMPÉTITION MONDIALE POUR L'AFRIQUE

Le rapport désigne **la Chine** comme l'acteur étranger le plus actif. L'influence de **l'Inde** continue de croître, de même que l'implication de **la Turquie, des Émirats arabes unis et du Qatar**, nouveaux venus sur le continent. Celle des États-Unis, du Japon, de la Corée du Sud et du Brésil devrait rester au niveau de la décennie écoulée, tout en reculant face à l'influence chinoise. La Chine, l'UE, l'Allemagne, la Turquie, l'Espagne et d'autres ont déjà élaboré et annoncé leurs propres stratégies africaines, qu'ils mettent progressivement en œuvre.

L'Europe : un intérêt durable

Parmi les pays du G7, seule l'Allemagne conserve un certain potentiel pour accroître sa présence. Le Canada, l'Italie et le Royaume-Uni pourraient au mieux maintenir leur influence, qui diminuera de toute façon par rapport aux nouveaux centres de puissance. Pour l'Europe, l'Afrique restera pourtant essentielle, voire davantage : elle a besoin de ses ressources minérales (cobalt, gaz, bauxite, terres rares) pour sa transition énergétique, et de ses ressources humaines pour compenser le déclin naturel de sa population. Les institutions financières européennes se sont aussi traditionnellement appuyées sur l'Afrique comme source de financement, tandis que les capitaux africains cherchent souvent refuge à l'étranger, l'instabilité accélérant leur fuite.

Turquie et Émirats : une rivalité portuaire

La concurrence entre les puissances émergentes non européennes est visible en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et surtout en mer Rouge. L'enjeu : le contrôle des ports et d'éventuels points de présence militaire. La Somalie en est l'illustration : la Turquie renforce sa position à Mogadiscio, tandis que les Émirats arabes unis, qui ont récemment perdu le contrôle du port de Djibouti, s'implantent à Berbera, au Somaliland.

L'océan Indien, prochain point chaud

Dans les dix prochaines années, l'équilibre des forces dans l'océan Indien deviendra un facteur stratégique et militaire clé. Les intérêts de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, de la Turquie, des pays arabes, de l'Iran, mais aussi des États-Unis et de la France, y sont susceptibles de s'affronter. Ces puissances investiront massivement pour consolider leurs positions sur tout le littoral oriental, de l'Égypte à l'Afrique du Sud, ce qui représente à la fois des risques et des opportunités pour les pays de la région. L'importance des îles de l'océan Indien, dont quatre États insulaires africains, ne cessera de croître.

DES ALLIANCES À EXPLORER

Le rapport propose d'étudier des formats d'alliances bilatérales et multilatérales avec les acteurs dont les intérêts en Afrique pourraient converger avec ceux de Moscou. Le potentiel de coopération avec **l'Inde**, y compris en dehors des BRICS, n'a pas encore été pleinement exploité. Des initiatives conjointes en matière d'aide au développement, d'éducation, de santé et de financement de projets pourraient être envisagées. Les experts suggèrent aussi d'examiner, au moins au niveau des experts, une association avec **la Corée du Sud** (très présente en Afrique), **le Vietnam** (de plus en plus intéressé), **Cuba**, **la Serbie** et d'autres.

UNE RUSSIE « CENTRE DE PUISSANCE », SANS JEU À SOMME NULLE

Pour les auteurs, sans l'Afrique, la Russie compterait moins de partenaires partageant son objectif de bâtir un ordre mondial polycentrique juste. Le continent est donc une région propice pour la positionner comme un centre de puissance mondial défendant la paix, la souveraineté, le droit des États à choisir librement leur modèle de développement, ainsi que l'environnement. Le renforcement de la présence russe ne suscite pas, et ne devrait pas susciter, de résistance parmi les pays africains.

Les experts appellent pourtant à sortir de la logique du « jeu à somme nulle » avec l'Occident, même si les intérêts de l'UE et des États-Unis semblent, à première vue, opposés à ceux de Moscou. La politique africaine de la Russie doit se construire indépendamment de cette rivalité, sans donner l'impression de viser à affaiblir les positions américaines ou européennes sur le continent.

> *« Il faut une stratégie publique, des projets sérieusement préparés et des engagements tenus. »*

TROIS OBJECTIFS POUR GUIDER L'ACTION

La politique russe en Afrique doit découler des objectifs généraux de sa politique étrangère, autour de trois axes :

- **Garantir la sécurité nationale.** En Afrique, cela signifie avant tout faire face au danger des nouveaux virus et de l'extrémisme, et à tout ce qui peut affecter la sécurité russe, y compris la concurrence avec d'autres centres de puissance.
- **Assurer le développement économique et social de la Russie.** L'Afrique est un marché prometteur pour les produits et services russes et un levier de diversification et de modernisation de l'économie. À terme, elle pourrait stimuler plusieurs secteurs hors ressources : construction ferroviaire, machinisme agricole, automobile, matériel roulant, et services (éducation et santé).
- **Renforcer la place de la Russie parmi les centres d'influence mondiaux.** Le partenariat politique avec les pays africains et l'Union africaine peut y contribuer. Les votes à l'ONU montrent que Moscou et la plupart des capitales africaines partagent des positions proches sur de nombreux sujets, et aucun pays africain n'a imposé de sanctions à la Russie.

La base idéologique de cette coopération reposerait sur des principes reconnus par tous les pays africains : les « solutions africaines aux problèmes africains », dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des Objectifs de développement durable 2030 des Nations unies.

EN RÉSUMÉ

Le rapport est à la fois un plaidoyer et un avertissement. Plaidoyer pour une présence russe plus forte en Afrique, avertissement sur l'écart entre les annonces et les réalisations. Son message central : à l'heure où Chine, Inde, Turquie, Émirats et Europe se disputent le continent, les promesses ne suffisent plus. Il faut une stratégie publique, des projets sérieusement préparés et des engagements tenus.



Insight | GÉOPOLITIQUE & DIPLOMATIE

MOSCOU - AFRIQUE : LA GRANDE ACCÉLÉRATION

Des salons de la diplomatie aux chantiers stratégiques : comment la Russie redessine sa présence du Maghreb aux Grands Lacs. L'axe diplomatique entre la Russie et le continent africain connaît une accélération marquée, rythmée par l'intensification des commissions mixtes et les préparatifs du troisième Sommet Russie-Afrique. Le déploiement de la diplomatie russe varie selon les régions, alternant entre coopération militaire, soft power culturel et négociations de coulisses. Tour d'horizon d'une offensive globale qui bouscule les équilibres traditionnels.



LÉGENDE : *Une présence multidimensionnelle : sécurité au Sahel, énergie en Afrique Centrale, industrie au Maghreb, alliance BRICS au Sud.*

Une diplomatie sur mesure pour un continent en mutation

Alors que s'intensifient les préparatifs du prochain Sommet Russie-Afrique, l'activité des Ambassades, des chancelleries et des commissions intergouvernementales russes sur le sol africain atteint un niveau d'intensité inédit. Loin de déployer une stratégie uniforme, Moscou affine une approche régionale pragmatique, adaptant ses leviers d'influence aux réalités et aux attentes spécifiques de chaque zone géopolitique du continent.

Qu'il s'agisse de sécurité, de transferts de technologies industrielles, de projets énergétiques d'envergure ou d'alliances stratégiques au sein des BRICS, le Kremlin fait flèche de tout bois. Derrière les poignées de main officielles et les déclarations de principe sur la multipolarité, ce sont des négociations de coulisses très concrètes qui façonnent désormais le quotidien des représentations diplomatiques de l'Algérie au Burkina Faso, et de la République centrafricaine à la RDC.

> « *Le Kremlin fait flèche de tout bois* »

MAGHREB : ALGÉRIE

Au-delà des armes : l'exigence d'un partenariat industriel durable



L'axe Alger-Moscou repose sur une alliance géopolitique et militaire historique, mais l'actualité récente est marquée par une forte volonté de diversification. L'époque où la relation bilatérale se résumait quasi exclusivement aux achats d'équipements de défense et aux importations agricoles semble révolue.

Coulisses et exigences (Juin & Septembre 2026)

Lors de la 13e session de la Commission intergouvernementale mixte tenue à Moscou, Alger a clairement affiché ses conditions : le gouvernement algérien refuse désormais de se cantonner au rôle d'importateur de céréales russes et exige de véritables transferts de technologie ainsi que des investissements industriels locaux directs.

L'offensive du Soft Power et de la culture

Parallèlement à ces négociations économiques serrées, Moscou déploie ses charmes culturels et scientifiques. Les « Journées de Moscou en Algérie », adossées à un Forum d'affaires bilatéral d'envergure, ont réuni des centaines d'opérateurs des deux pays. Fin septembre 2026, un programme exécutif de coopération culturelle à l'horizon 2030 a été officiellement paraphé, complété par des feuilles de route stratégiques dans la recherche géologique et le secteur minier.

EN CHIFFRES

13e
session de la Commission intergouvernementale mixte, à Moscou

2030
horizon du programme exécutif de coopération culturelle paraphé fin septembre 2026

Centaines
d'opérateurs des deux pays réunis lors du Forum d'affaires bilatéral

AFRIQUE DE L'OUEST : BURKINA FASO

Ouagadougou, vitrine politique et idéologique de Moscou au Sahel.

Sous l'impulsion du capitaine Ibrahim Traoré, le Burkina Faso s'est imposé comme l'un des partenaires les plus vocaux et les plus assidus de la Russie en Afrique de l'Ouest.

La vie des représentations

Depuis la réouverture très symbolique de l'ambassade de Russie à Ouagadougou fin 2023, la dynamique ne faiblit pas. La multiplication de conventions universitaires, les échanges scientifiques et la tenue en septembre 2026 du forum « Russie-Burkina Faso : vers un partenariat stratégique durable » témoignent de l'ancrage profond du Kremlin dans la vie publique burkinabè.



AFRIQUE CENTRALE : RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Bangui : du laboratoire sécuritaire au partenariat économique étatique.

Pionnière du réengagement russe en Afrique subsaharienne, la RCA demeure le laboratoire de l'ancrage sécuritaire de Moscou, mais cet ancrage s'élargit désormais à la gestion et à la structuration des ressources économiques étatiques.

Une commission intergouvernementale historique (30 septembre – 1er octobre 2026)

Bangui a été le théâtre de la toute première session de la Commission intergouvernementale russo-centrafricaine. Conduit par le ministre russe de l'Énergie Sergueï Tsivilev, un impressionnant aréopage de 140 officiels, experts et capitaines d'industrie russes a fait le déplacement. Résultat de cette démonstration de force : la signature d'une feuille de route énergétique majeure (2026-2028) et le lancement de plans de travail géologiques conjoints.



Dans les coulisses : la diplomatie médicale

En marge des livraisons continues de matériels militaires aux Forces armées centrafricaines (FACA), la Russie investit le champ de la santé publique. Moscou a procédé à la remise officielle de systèmes avancés de tests épidémiologiques au ministère centrafricain de la Santé, illustrant la diversification des canaux de son influence locale.

EN CHIFFRES

140
officiels, experts et capitaines d'industrie russes à Bangui

2026 - 2028
feuille de route énergétique majeure signée

30 sept. - 1er oct.
première session de la Commission intergouvernementale russo-centrafricaine

AFRIQUE AUSTRALE : AFRIQUE DU SUD

Le jeu d'équilibriste de Pretoria au sein des BRICS.

Au sud du continent, la relation russo-sud-africaine se joue essentiellement sur l'échiquier multilatéral des BRICS, où Pretoria s'efforce de maintenir une position pragmatique d'équilibriste.

Tête-à-tête au sommet (Septembre 2026) : En marge du sommet des BRICS à New Delhi, Vladimir Poutine et Cyril Ramaphosa ont tenu un entretien bilatéral informel mais hautement stratégique. Objectif : faire le point sur le commerce bilatéral et harmoniser leurs positions politiques au sein du bloc élargi.

Indépendance financière vs préférences commerciales : Bien que l'Afrique du Sud défende fermement l'autonomie et l'indépendance de ses institutions financières face aux propositions russes de création de monnaies alternatives, la coopération économique directe se poursuit. Pretoria bénéficie de nouvelles préférences commerciales accordées par Moscou et intensifie ses échanges dans le domaine de la formation humanitaire.

> *« Pretoria s'efforce de maintenir une position pragmatique d'équilibriste »*



RÉGION DES GRANDS LACS : RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Entre médiation diplomatique et diplomatie de crise.

Dans la sous-région complexe des Grands Lacs, la position russe est à la fois délicate et stratégique. Moscou cherche à s'imposer comme un médiateur alternatif tout en bousculant les lignes établies.



ANALYSE

LES TROIS PILIERS DE LA NOUVELLE DIPLOMATIE RUSSE EN AFRIQUE

À l'approche du troisième Sommet Russie-Afrique, l'examen de ces cinq théâtres régionaux met en lumière une stratégie russe parfaitement segmentée :

01

Le pilier sécuritaire et énergétique

Socle d'entrée privilégiée dans les zones d'instabilité ou de transition (RCA, Sahel), il s'étend rapidement à la maîtrise des ressources naturelles et énergétiques.

02

Le pilier du pragmatisme économique

Facteur clé dans les relations avec les puissances émergentes (Algérie, Afrique du Sud), axé sur les transferts technologiques, les préférences commerciales et le cadre des BRICS.

03

Le Soft power et le rayonnement institutionnel

Déploiement des centres culturels, bourses d'études, partenariats universitaires et diplomatie médicale pour ancrer l'influence russe dans le temps long.

◆ LE RENDEZ-VOUS DU SOMMET

L'intense activité constatée dans les ambassades et les ministères à Alger, Ouagadougou, Bangui, Pretoria et Kinshasa démontre que la Russie ne se contente plus d'effets d'annonce. En diversifiant ses modes d'action, Moscou s'assure une présence durable et multiforme sur le continent. Le prochain Sommet Russie-Afrique ne sera pas seulement une grande messe diplomatique de plus, mais le moment de vérité où se mesureront les retombées concrètes de ces dizaines d'accords, de feuilles de route et de négociations menées dans l'ombre des chancelleries.

> *« La Russie ne se contente plus d'effets d'annonce »*

Idriss Lissom

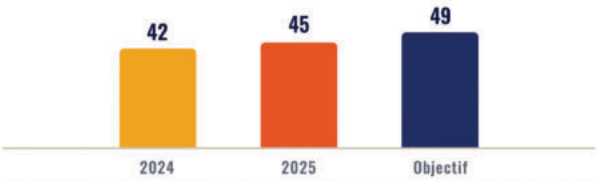
Coopération Russie – Afrique
Chiffres clés 2023 · 2024 · 2025

Panorama sectoriel : diplomatie, économie, visites officielles, éducation, langue, défense

● 2023 ● 2024 ● 2025 / dernier chiffre connu

REPRÉSENTATIONS DIPLOMATIQUES

Ambassades russes ouvertes en Afrique (cumul)

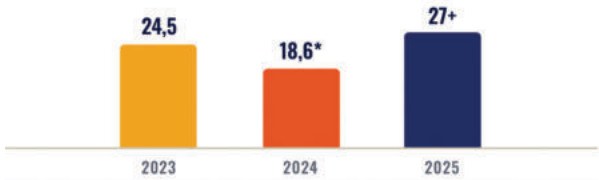


2024	+2 (Burkina Faso, Guinée Éq.) → 42
2025	+3 (Niger, Sierra Leone, Sud-Soudan) → 45
Objectif	49/54 pays couverts (4 ambassades à venir)

Donnée 2023 non communiquée publiquement par le MAE russe.

ÉCHANGES & INVESTISSEMENTS

Volume du commerce Russie–Afrique (Md$ US)



2023	24,5 Md$ (+37 % vs 2022)
2024	18,6 Md$ sur 8 mois (+18,5 %)*
2025	plus de 27 Md$ (annuel, déc. 2025)

**Chiffre 2024 = 8 premiers mois seulement, pas de total annuel publié.*

ÉTUDIANTS AFRICAINS FORMÉS

Bourses d'État russes accordées à l'Afrique



22/23	2 300 bourses d'État
23/24	4 700 bourses (×2 en un an)
24/25	+30 000 étudiants africains au total en Russie

Barre 2024/25 = total étudiants présents, pas seulement les nouvelles bourses.

DIFFUSION DE LA LANGUE RUSSE

Centres d'enseignement du russe ouverts en Afrique



2023	Lancement du projet (juin, min. russe de l'Éducation)
2024	12 pays équipés (dont Cameroun, Côte d'Ivoire, RDC…)
2025	non chiffré publiquement

Aucun décompte fiable du "nombre de russophones" en Afrique n'existe ; proxy = centres linguistiques.

VISITES DE S. LAVROV EN AFRIQUE

Tournées ministérielles & pays visités



2023	4 tournées, ~11 pays visités
2024	1 grande tournée, 4 pays (juin)
2025	Conférence ministérielle au Caire (déc.)

***Liste 2025 incomplète dans les sources publiques disponibles.*

COOPÉRATION MILITAIRE

Part des importations d'armes africaines par origine (2020–2024)



2023	Accords de coop. militaire avec 40 pays africains
20-24	1er fournisseur d'armes du continent (21 % des importations, SIPRI)
2026	46 pays partenaires (Rosoboronexport)

Le camembert couvre 2020–2024 (SIPRI) : c'est la seule ventilation par origine disponible.

Sources : ministère russe des Affaires étrangères, Agence Ecofin, Jeune Afrique, RT Afrique, Afrique XXI, Journal du Mali, La Nouvelle Tribune, SIPRI (2024–2025), Le Grand Continent, RTS. Les chiffres marqués « n/d » ou accompagnés d'un astérisque ne sont pas des totaux annuels complets publiquement disponibles

Conçu par BANANA BANANA Claude François Olivier

65 ANS DE PONTS ENTRE LA RUSSIE ET L'AFRIQUE

HISTOIRE D'UN PARTENARIAT QUI DURE

PAR SERGE GAUTIER ONANINA
Journaliste

Des amphithéâtres de Moscou aux rives du Nil, en passant par les collines de bauxite de Guinée, retour sur six décennies et demie de coopération russo-africaine, à travers des réalisations concrètes, datées et vérifiables.



Il y a un peu plus de soixante-cinq ans, entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, une vague de décolonisation transforme la carte de l'Afrique. Au même moment, l'Union soviétique, puis la Russie qui lui succède en 1991, tissent avec le continent des liens qui ne se sont jamais complètement rompus : universités, barrages, mines, centrales, sommets diplomatiques. Cet article propose un parcours chronologique et thématique de cette relation, en s'appuyant uniquement sur des faits datés et des sources vérifiables, tout en n'occultant pas les zones d'ombre et les critiques qui accompagnent, comme pour tout partenariat de long cours, cette histoire commune.

Des ponts humains : former les cadres d'un continent qui s'émancipe

Le symbole le plus durable de cette relation reste une université. Le 5 février 1960, le gouvernement soviétique décide la création à Moscou de l'Université de l'amitié des peuples, destinée à accueillir des étudiants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, notamment issus de familles modestes, pour les former comme ingénieurs, médecins ou juristes. Le 22 février 1961, l'établissement est rebaptisé en hommage à Patrice Lumumba, premier Ministre du Congo indépendant assassiné quelques semaines plus tôt, faisant de cette institution un symbole fort de la solidarité affichée par Moscou envers les mouvements de décolonisation.



CENTENAIRE DE PATRICE LUMUMBA CÉLÉBRÉ EN RUSSIE : UN HOMMAGE FORT À L'HÉRITAGE AFRICAIN À L'UNIVERSITÉ DE L'AMITIÉ DES PEUPLES

Dès son ouverture, l'université impressionne par ses moyens : salles de cours, laboratoires modernes et une bibliothèque de 120000 volumes sont mis à disposition des étudiants étrangers. Au fil des décennies, elle accueillera plusieurs générations de cadres africains, et comptera parmi ses docteurs honoris

causa des figures majeures du continent telles que les Chefs d'Etats Thabo Mbeki (Afrique du Sud), Olusegun Obasanjo (Nigeria) ou Sam Nujoma (Namibie), tandis que des dirigeants comme Eduardo dos Santos puis João Lourenço (Angola) y suivront leur formation universitaire.

> « *Un symbole fort de la solidarité affichée par Moscou envers les mouvements de décolonisation* »

Après la dissolution de l'URSS, l'établissement, renommé Université russe de l'amitié des peuples (RUDN), continue d'accueillir des dizaines de milliers d'étudiants internationaux plus de 38 000 aujourd'hui, dont une part importante venue d'Afrique. Signe de la continuité symbolique de ce projet : en 2023, à la demande de l'ambassadeur congolais à Moscou, Ivan Vangu Ngimbi, en amont du deuxième sommet Russie-Afrique, les autorités russes ont restauré officiellement le nom de Patrice Lumumba au fronton de l'université, décision saluée par la communauté étudiante congolaise sur place.



PHOTO : CAMPUS RUDN, MOSCOU



PHOTO : UNIVERSITÉ RUDN, MOSCOU

Ce pont éducatif reste, soixante-cinq ans après sa création, l'un des marqueurs les plus concrets et les plus humains de la relation russo-africaine : plusieurs générations de médecins, d'ingénieurs et de dirigeants africains y ont été formées, créant un réseau de relations personnelles qui traverse les évolutions géopolitiques.

Des ponts d'acier et de béton : les grands chantiers industriels

Le haut barrage d'Assouan, symbole de souveraineté retrouvée

L'exemple le plus emblématique de la coopération technique soviéto-africaine reste sans doute le haut barrage d'Assouan, en Égypte. En 1956, le retrait du financement occidental provoque une crise politique majeure qui pousse le président Gamal Abdel Nasser à nationaliser le canal de Suez. Face au conflit qui s'ensuit, il se tourne vers l'URSS pour financer et construire cet ouvrage colossal sur le Nil. Les travaux débutent le 9 janvier 1960 et s'achèvent onze ans plus tard : l'URSS finance environ un tiers du coût du projet et envoie sur place quelque 2 000 experts et techniciens, aux côtés de 35 000 à 36 000 travailleurs égyptiens. Le barrage — 111 mètres de hauteur, pour 3 830 mètres de longueur — est officiellement inauguré le 15 janvier 1971 par les présidents Anouar el-Sadate et Nikolaï Podgorny.

Au-delà de la prouesse technique, l'ouvrage a permis de maîtriser les crues du Nil, de produire de l'électricité pour tout le pays et d'étendre les surfaces cultivables, tout en devenant un symbole national d'indépendance économique pour l'Égypte post-colonial. Si le barrage a fourni jusqu'à la moitié de l'électricité du pays à son ouverture, il n'en représente plus qu'une part modeste aujourd'hui, mais reste régulièrement cité comme l'un des grands chantiers hydrauliques du XXe siècle.

> « *Un symbole national d'indépendance économique pour l'Égypte post-colonial* »

Les mines de bauxite en Guinée : un partenariat industriel de plus de vingt ans

En Guinée, le groupe russe Rusal, l'un des plus grands producteurs d'aluminium au monde et le numéro un en Russie, est présent depuis 2001 et figure parmi les plus importants investisseurs

étrangers du pays. Il possède la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK) ainsi que le complexe de bauxite et d'alumine de Friguia. En juin 2018, Rusal a lancé l'exploitation du gisement de Dian-Dian, dans la région de Boké. Ce projet s'appuie sur le gisement de bauxite considéré comme le plus grand connu au monde, avec des réserves prouvées estimées à 564 millions de tonnes. La première phase de ce projet a représenté un investissement de plus de 220 millions de dollars, incluant la construction de routes et d'une ligne ferroviaire, la création d'emplois locaux et une capacité initiale de production de 3 millions de tonnes de bauxite par an. La cérémonie de lancement, en présence du président guinéen d'alors, Alpha Condé, a mobilisé les populations locales de la sous-préfecture de Kamsar.



HAUT BARRAGE D'ASSOUAN VUE AERIENNE



MINE DE BAUXITE RUSAL — DIAN-DIAN, GUINÉE

Une industrialisation qui a aussi connu ses pesanteurs : le cas d'Ajaokuta

Toute histoire honnête de cette coopération doit aussi mentionner ses réalisations inabouties. Au Nigeria, le complexe sidérurgique d'Ajaokuta, conçu avec l'assistance technique soviétique à partir de 1979 pour devenir le plus grand ensemble industriel de ce type en Afrique, n'a jamais produit d'acier à l'échelle commerciale malgré un investissement estimé à 8 milliards de dollars et un taux d'achèvement technique évalué à plus de 95 %. Les blocages relèvent moins de la conception technique que de difficultés de financement, d'instabilités politiques et de choix de gouvernance côté nigérian. Le projet connaît un regain d'intérêt depuis l'accord conclu à Sotchi en octobre 2019 entre les présidents Muhammadu Buhari et Vladimir Poutine pour sa relance, prévoyant à l'époque un appui de la Banque russe des exportations et d'Afreximbank. Le président Bola Tinubu en a fait, depuis, une priorité de sa politique industrielle, le gouvernement nigérian ayant récemment franchi des étapes décisives en signant un accord historique d'approvisionnement en gaz sur 24 ans avec la NNPCL et en initiant de nouveaux partenariats techniques, notamment avec des investisseurs chinois, pour acter sa relance effective. Cet exemple illustre la réalité en demi-teinte de plusieurs grands projets hérités de l'ère soviétique : une expertise technique réelle, mais des résultats économiques qui dépendent aussi largement des choix politiques et financiers des pays partenaires.

> *« Une expertise technique réelle, mais des résultats économiques qui dépendent aussi largement des choix politiques et financiers des pays partenaires »*

Des ponts énergétiques : le nucléaire civil au service du développement

La coopération technologique s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui à travers le nucléaire civil. Le 11 décembre 2017, l'Égypte et la Russie signent l'accord définitif pour la construction de la centrale nucléaire d'El-Dabaa, à l'ouest d'Alexandrie — la toute première centrale nucléaire du pays. Le projet, porté par l'agence russe Rosatom, prévoit quatre réacteurs de type VVER-1200 pour une capacité totale de 4 800 mégawatts, ainsi qu'un transfert de compétences : formation du personnel égyptien, fourniture du combustible et appui opérationnel pendant les dix premières années d'exploitation. Le financement s'appuie notamment sur un prêt russe couvrant 85 % du coût du projet à un taux préférentiel de 03 %.

Le chantier a franchi plusieurs étapes majeures ces dernières années : le coulage du béton de la quatrième tranche du bâtiment réacteur en janvier 2024,

suivie de l'installation de la cuve sous pression du réacteur de l'unité 1 en novembre 2025, lors d'une cérémonie suivie en visioconférence par les présidents Abdel Fattah al-Sissi et Vladimir Poutine, qui ont tous deux salué cette étape comme un jalon important du projet, et enfin l'installation de la cuve sous pression du réacteur numéro 2 en juillet 2026. La mise en service du premier réacteur est annoncée pour 2028 ; une fois pleinement opérationnelle, la centrale devrait couvrir près de 10 % des besoins électriques égyptiens, permettant au pays d'économiser d'importants volumes de gaz naturel aujourd'hui consacrés à la production électrique.



CHANTIER DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE D'ELDABAA — ROSATOM, 2023

Des ponts financiers et solidaires : dette effacée et aide alimentaire

La coopération russo-africaine s'est aussi traduite par des gestes financiers concrets. Depuis les années 2000, la Russie a progressivement annulé les dettes contractées par plusieurs pays africains auprès de l'ex-URSS.

Lors du sommet économique et humanitaire Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg, en juillet 2023, Vladimir Poutine a rappelé que la Russie avait annulé plus de 20 milliards de dollars de dette envers des États africains — un montant que le président russe présente comme supérieur à celui annulé par n'importe quel autre pays du G8 — dans le cadre de l'initiative internationale en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Cette annonce n'était pas isolée : dès 2017, Poutine évoquait déjà ce chiffre après une rencontre avec le président guinéen Alpha Condé, précisant qu'une partie des sommes concernées avait été redirigée vers le financement de projets concrets de développement plutôt que simplement effacée. La Russie a également, à plusieurs reprises, contribué au Programme alimentaire mondial au bénéfice de pays comme l'Éthiopie, la Somalie, la Guinée, le Kenya ou Djibouti.

Le geste le plus commenté reste toutefois l'annonce faite par Vladimir Poutine le 27 juillet 2023, en ouverture du sommet de Saint-Pétersbourg : la livraison gratuite, dans les mois suivants, de 25000 à 50000 tonnes de céréales à six pays africains — le Zimbabwe, la Somalie, l'Érythrée, le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso. Cette promesse a été concrétisée au début de l'année 2024 avec la livraison effective de 200000 tonnes de blé russe acheminées gratuitement vers ces destinations. Le choix de ces destinataires n'est pas neutre : aux côtés de trois partenaires de longue date (Zimbabwe, Somalie, Érythrée) figurent trois pays qui s'étaient rapprochés de Moscou les années précédentes (Mali, Centrafrique, Burkina Faso).

> *« Le choix de ces destinataires n'est pas neutre »*

EN BREF

65 ans en chiffres

38 000+
étudiants internationaux à la RUDN aujourd'hui

2 000
experts et techniciens soviétiques envoyés à Assouan

111 m
de hauteur, pour 3830 m de longueur : le haut barrage d'Assouan

564 M
de tonnes de réserves prouvées à Dian-Dian

4 800 MW
de capacité totale prévue pour la centrale d'El-Dabaa

20 Md$+
de dette annulée envers des États africains, selon Vladimir Poutine

43
chefs d'État africains réunis à Sotchi en 2019

48
pays africains représentés à Saint-Pétersbourg en 2023

Des ponts diplomatiques renouvelés : les sommets Russie-Afrique

Depuis 2019, la relation s'est structurée autour d'un format inédit : le sommet Russie-Afrique, organisé tous les trois ans. Le premier s'est tenu à Sotchi les 23 et 24 octobre 2019, sous la coprésidence de Vladimir Poutine et du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, alors président en exercice de l'Union africaine, réunissant 43 chefs d'État africains et donnant lieu à la signature d'accords bilatéraux et de contrats commerciaux pour un montant total avoisinant les 17 milliards de dollars. Le deuxième sommet s'est

déroulé les 27 et 28 juillet 2023 à Saint-Pétersbourg, réunissant des délégations officielles de 48 pays africains ainsi que les principales organisations d'intégration régionale du continent, dont l'Union africaine. Afin de pérenniser ce dialogue, une première conférence ministérielle s'est tenue à Sotchi en novembre 2024, suivie d'une deuxième session au Caire en décembre 2025, dans l'optique de préparer le troisième sommet prévu à l'automne 2026, du 28 au 29 octobre.

Ces rencontres ont donné lieu à des textes conjoints, notamment une déclaration sur le renforcement de la coopération antiterroriste et un plan d'action du Forum de partenariat Russie-Afrique pour la période 2023-2026, ainsi qu'à l'annonce, par la Russie, d'un doublement des quotas de bourses universitaires accordées aux étudiants africains dans les établissements russes.



PHOTO : SOMMET BRICS, KAZAN, OCTOBRE 2024

Des ponts multilatéraux : la Russie et l'Afrique au sein des BRICS+

Depuis le milieu des années 2020, la relation bilatérale s'est doublée d'un cadre multilatéral : les BRICS, groupe fondé en 2006 par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qui a intégré l'Afrique du Sud dès 2011, transformant l'acronyme « BRIC » en « BRICS ». Longtemps seul relais africain du groupe, l'Afrique du Sud a été rejointe par deux nouveaux membres à l'issue du 15è sommet, tenu à Johannesburg en août 2023 : l'Égypte et l'Éthiopie, officiellement invitées à intégrer le bloc à compter du 1er janvier 2024, aux côtés de l'Iran, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. En avril 2025, les BRICS comptent ainsi dix membres à part entière, dont trois pays africains (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie), l'Arabie saoudite ayant pour sa part suspendu son adhésion. Un statut plus souple de « pays partenaire » a par ailleurs été créé: le Nigeria l'a obtenu en janvier 2025, sous la présidence brésilienne du groupe.

La Russie a occupé une place particulière dans cette dynamique d'élargissement : elle a assuré la présidence tournante des BRICS en 2024, année de l'entrée effective des nouveaux membres, et a accueilli à ce titre le sommet de Kazan en octobre 2024 — la première réunion du groupe élargi, réunissant pour la première fois ses membres africains autour de la table.

Soixante-cinq ans après la création de l'université qui porte le nom de Patrice Lumumba, la relation entre la Russie et l'Afrique continue de s'appuyer sur des réalisations tangibles : des dizaines de milliers de diplômés formés à Moscou, un barrage qui irrigue toujours l'Égypte, des mines qui emploient des milliers de Guinéens, une centrale nucléaire en construction sur les rives de la Méditerranée, des dettes effacées et des sommets qui, tous les trois ans, réunissent les chefs d'État des deux rives. Ce sont ces éléments concrets, documentés et datés, qui permettent de comprendre pourquoi ce partenariat, né dans le contexte de la décolonisation, continue aujourd'hui de se réinventer face à un monde plus multipolaire tout en restant, comme toute relation internationale de long terme, un chantier en construction permanente.

> *« Un chantier en construction permanente »*

À RETENIR

Repères chronologiques

5 FÉVRIER 1960
Création de l'Université de l'amitié des peuples, à Moscou

22 FÉVRIER 1961
L'établissement est rebaptisé en hommage à Patrice Lumumba

15 JANVIER 1971
Inauguration officielle du haut barrage d'Assouan

2001
Le groupe russe Rusal est présent en Guinée

11 DÉCEMBRE 2017
Accord définitif pour la centrale nucléaire d'El-Dabaa

23-24 OCTOBRE 2019
Premier sommet Russie-Afrique, à Sotchi

27-28 JUILLET 2023
Deuxième sommet, à Saint-Pétersbourg

OCTOBRE 2024
Sommet des BRICS à Kazan

28-29 OCTOBRE 2026
Troisième sommet Russie-Afrique prévu

TRANSPARENCE ÉDITORIALE

Sources & Références

Les faits, les dates et les chiffres de ce dossier sont vérifiables

01

UNIVERSITÉ & RECHERCHE

Histoire de l'Université Patrice Lumumba, travaux universitaires, études sur l'industrialisation et sur le haut barrage d'Assouan.

RUDN University · Katsakioris (2021) · Jane King (1964) · Cairn.info · Persée · CNES Géoimage · Géoconfluences (ENS Lyon) · Wikipédia (FR)

02

PRESSE DE RÉFÉRENCE

Presse française, africaine et internationale, citée pour les faits datés : sommets, annonces, accords et chantiers.

France Info · France 24 · Jeune Afrique · Agence Ecofin · AllAfrica · Afrique XXI · The Africa Report · La France Agricole

03

INSTITUTIONS & DOCUMENTS OFFICIELS

Déclarations institutionnelles, communiqués et notes d'analyse de centres de recherche sur les sommets et les BRICS+.

Summitafrica.ru · State Information Service (Égypte) · FMES · Policy Center for the New South · Agence congolaise de presse

04

INDUSTRIE & ÉNERGIE

Publications sectorielles sur les mines de bauxite de Guinée, le complexe d'Ajaokuta et la centrale nucléaire d'El-Dabaa.

Mining Technology · International Mining · AL Circle · Guineematin.com · Al-Ahram · Sputnik Africa

MÉTHODE ÉDITORIALE

Article rédigé à partir de sources publiques vérifiables en juillet 2026. Les faits chiffrés (montants, dates, capacités) proviennent des sources citées ci-dessus et peuvent faire l'objet de réévaluations ultérieures par les parties concernées.

BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE

Accédez à l'intégralité *des sources*

Scannez le QR code avec l'appareil photo de votre téléphone pour consulter la liste complète des sources et références de ce dossier, avec leurs liens.

→ **www.russiafrica-media.com**

02

RUBRIQUE 02

Interview

Regards croisés de leaders engagés

DANS CETTE RUBRIQUE *pp. 37 — 55*

38 **Cameroun – Russie :**
Un partenariat stratégique renforcé au cœur des enjeux africains

44 **La coopération Russie-Afrique et les enjeux d'une souveraineté partagée**

47 **Regards croisés de leaders engagés**

INTERVIEW

Cameroun – Russie : Un partenariat stratégique renforcé au cœur des enjeux africains

SE GEORGY TODUA, AMBASSADEUR DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU CAMEROUN

Dans cet entretien accordé au Magazine Sommet Russie Afrique, Son Excellence l'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Cameroun revient sur l'état des relations bilatérales entre Yaoundé et Moscou. Il aborde les perspectives de coopération économique, sécuritaire et culturelle, tout en soulignant la vision commune des deux nations pour un monde multipolaire et un partenariat russo-africain consolidé.



"Comment qualifieriez-vous l'état actuel des relations entre la Russie et le Cameroun ? Selon vous, quels sont les trois éléments qui illustrent le mieux le renforcement de ce partenariat ?

Comme vous le savez, les relations diplomatiques entre Moscou et Yaoundé ont été établies le 20 février 1964. Au cours de ces 62 années, nous avons parcouru un long chemin, et nos liens se renforcent activement dans les domaines politique, commercial et économique, culturel et humanitaire, ainsi que scientifique et technologique. Il convient tout d'abord de souligner la participation du Président du Cameroun S.E.M. Paul BIYA au deuxième sommet Russie-Afrique et les entretiens qu'il a eus en marge de celui-ci, le 28 juillet 2023, avec le Président de Russie S.E.M. Vladimir POUTINE. Cette rencontre, qui a constitué le premier contact personnel entre les chefs d'État de nos deux pays et la deuxième visite du dirigeant camerounais dans notre pays (la précédente ayant eu lieu en 1967), a permis de faire le point sur nos réalisations communes et de définir les grandes orientations de notre collaboration future au profit de nos deux nations. Deuxièmement, nous constatons un intérêt exceptionnel des citoyens camerounais pour l'enseignement russe, tant dans le cadre des quotas accordés par le gouvernement russe pour une formation gratuite que pour les études à titre onéreux : chaque année, plus d'un millier de Camerounais se rendent dans notre pays pour acquérir des connaissances dans nos universités. Ces connaissances constituent l'avenir du pays : les étudiants d'hier retourneront dans leur patrie et enseigneront, soigneront, construiront et dévelop-

peront l'économie de leur pays. Enfin, nous apportons un soutien substantiel au Cameroun pour renforcer ses capacités en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme, l'amélioration du système de maintien de l'ordre et la formation du personnel militaire.

"Comment envisagez-vous les résultats concrets et à long terme du développement des relations entre la Russie et le Cameroun à l'horizon de 30 ans ?

La clé de la prospérité du Cameroun réside dans la stabilité et la sécurité intérieure. Ce n'est qu'en garantissant des conditions claires et prévisibles dans le pays qu'il sera possible d'assurer la poursuite d'un développement progressif dans les autres secteurs, la perception des impôts, la fourniture de services publics, l'accumulation de ressources, l'afflux d'investissements, etc. C'est pourquoi notre mission principale consiste à apporter au gouvernement camerounais tout le soutien nécessaire à la réalisation de cet objectif fondamental : garantir un développement stable. Je suis convaincu qu'un avenir radieux attend le Cameroun ; le pays dispose en effet d'un immense potentiel, grâce à des citoyens talentueux et à des ressources abondantes, allant de l'énergie aux minerais. Sa situation géographique favorable et la réputation bien méritée de Yaoundé sur la scène internationale contribuent également à la réalisation réussie des objectifs et à la résolution des défis auxquels le pays est confronté.

"Le Cameroun et la Russie font régulièrement preuve d'une convergence de positions au sein de l'ONU et dans d'autres instances internationales. Sur quelles questions a-t-on obtenu, ces dernières années, les résultats les plus significatifs, qui se sont traduits par des votes ou des déclarations conjoints ?

Nos deux pays ont effectivement mis en place une pratique de collaboration étroite au sein de l'ONU et d'autres organisations internationales. Celle-ci se traduit non seulement par un travail conjoint sur des documents et par des votes « pour » ou « contre » tel ou tel projet, mais aussi par un soutien mutuel lors des élections aux différents organes directeurs ou secrétariats des organisations internationales. Par exemple, la Russie a été l'une des premières à appuyer la candidature de l'ancien premier ministre du Cameroun S.E.M. Philémone YANG, au poste de Président de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'une des réalisations les plus marquantes de ces dernières années a été l'adoption, le 8 décembre 2025, d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies instituant la Journée internationale de la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Cette date mémorable sera célébrée le 14 décembre, jour où, en 1960, à l'initiative de notre pays, a été adoptée la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui a marqué le début du processus de libération de l'Afrique.

Le Cameroun défend activement le désarmement ; sur cette question, nos positions coïncident presque entièrement. Par exemple, Yaoundé appuie nos initiatives visant à prévenir la course aux armements dans l'espace, à ne pas déployer en premier d'armes dans l'espace et à garantir la transparence des activités spatiales.

Depuis plusieurs années déjà, on discute de la nécessité, qui s'impose depuis longtemps, d'accroître la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU, dont notre pays est membre permanent depuis la création de l'organisation. Nous soutenons fermement cette aspiration africaine. Nous estimons que, compte tenu des réalités géopolitiques et de la position commune des États africains, fondée sur le « consensus d'Ezulwini » et la Déclaration de Syrte de 2005, la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU doit être renforcée, et que l'injustice historique à cet égard sera, j'en suis convaincu, corrigée.

"La dernière rencontre au plus haut niveau entre la Russie et le Cameroun s'est conclue par la prise d'un certain nombre d'engage-

ments. Pourriez-vous nous parler de la mise en œuvre de ces engagements ?

Comme je l'ai déjà souligné, nos relations connaissent un développement dynamique dans les domaines politique, commercial, économique, culturel et humanitaire. Tout d'abord, les chefs d'État ont « synchronisé leurs horloges » sur les principaux enjeux internationaux ; les relations personnelles étant à la base de toute relation diplomatique, une entente a été établie entre les dirigeants à cet égard. Deuxièmement, l'objectif a été fixé d'accroître les échanges commerciaux bilatéraux ; à cet égard, nous avons enregistré une belle dynamique, en doublant pratiquement chaque année les volumes d'échanges, tant en valeur qu'en volume. En 2025, par exemple, les échanges bilatéraux de marchandises ont dépassé les 200 000 tonnes. Troisièmement, les liens dans le domaine de l'éducation se renforcent : depuis 2022, le nombre de bourses d'études gratuites en Russie pour les citoyens camerounais a triplé ; une coopération directe s'établit entre les établissements d'enseignement ; l'intérêt pour la culture camerounaise en Russie et pour la langue russe au Cameroun ne cesse de croître. Il reste encore beaucoup à faire, mais les objectifs et les tâches fixés par les chefs d'État sont mis en œuvre de manière cohérente.

CHIFFRES CLÉS DE LA RELATION RUSSO-CAMEROUNAISE

- **1964–2026** — 62 ans de relations diplomatiques entre Moscou et Yaoundé, établies le 20 février 1964.
- **28 juillet 2023** — première rencontre personnelle entre S.E.M. Paul Biya et S.E.M. Vladimir Poutine, en marge du 2e Sommet Russie–Afrique.
- **+1 000** étudiants camerounais accueillis chaque année dans les universités russes.
- **200 000 tonnes** — volume des échanges bilatéraux de marchandises en 2025.
- **140 bourses** d'études allouées au Cameroun pour l'année académique 2026–2027.
- **28–29 octobre 2026** — 3e Sommet Russie–Afrique, consacré au commerce et aux investissements.

"Passons aux chiffres. Quel a été le volume exact des échanges bilatéraux en 2025 ? Quelle est la différence entre les estimations statistiques des autorités russes et camerounaises ? Quels sont les principaux produits échangés ?

Les questions statistiques sont assez trompeuses ; je vais vous donner un exemple. Selon les données camerounaises, 175 000 tonnes de céréales russes ont été importées dans le pays en 2024 ; or, selon les statistiques russes, environ 43 000 tonnes de céréales ont franchi la frontière douanière de notre pays en direction du Cameroun cette même année. En effet, dans le contexte de la mondialisation, le commerce s'effectue souvent non pas directement, mais par l'intermédiaire de négociants et de traders internationaux ; les services statistiques utilisent également différents critères, qu'il s'agisse du fait de franchir la frontière ou de l'origine de producteur direct de la marchandise.

En ce qui concerne la nomenclature des marchandises échangées, une pratique assez stable s'est établie chez nous : depuis de nombreuses années, la Russie fournit au Cameroun principalement des céréales et des engrais minéraux destinés à l'industrie

alimentaire et à l'agriculture, et achète au Cameroun des fèves de cacao, des produits à base de cacao et du bois. Le commerce porte également sur des produits tels que les matières premières chimiques, les produits alimentaires, ainsi que divers équipements électroniques et mécaniques.

"Comment les entrepreneurs camerounais peuvent-ils commencer à exporter leurs produits vers la Russie ou établir des partenariats avec des entreprises russes ? Existe-til un système particulier ? Quels sont les critères pris en compte pour définir les priorités en matière de collaboration avec les entreprises camerounaises ?

Étant donné que l'Afrique constitue un nouveau marché pour de nombreux entrepreneurs russes, les contacts personnels demeurent le moyen le plus efficace d'établir des partenariats entre les milieux d'affaires de nos pays. C'est précisément dans ce but qu'un forum économique et humanitaire est organisé en marge du Sommet Russie-Afrique, auquel participent non seulement des représentants du monde des affaires, mais aussi du secteur financier et des autorités publiques. Les dirigeants de la Russie et des pays africains comprennent parfaitement l'importance de la dimension économique ; c'est précisément pour cette raison que le commerce et les investissements seront au cœur du troisième sommet, prévu les 28 et 29 octobre 2026. Ces discussions au plus haut niveau donneront sans aucun doute un élan supplémentaire au renforcement de la coopération pratique, qui se développe déjà avec succès dans le cadre des relations B2B.

Quant aux conseils à l'intention des entrepreneurs camerounais, le plus important est bien sûr que les entreprises se conforment strictement aux normes législatives, notamment en ce qui concerne l'enregistrement en bonne et due forme et la possession des autorisations nécessaires pour l'exportation et l'importation de marchandises, ainsi que le respect des normes techniques prescrites. C'est précisément un statut juridique clair qui garantit le succès d'une « première rencontre » et sert de base à l'établissement de relations de confiance.

"La coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité est souvent évoquée dans la presse. Sans entrer dans les détails, pourriez-vous expliquer en quoi consiste le soutien apporté par la Russie au renforcement des capacités des forces de défense camerounaises face aux menaces actuelles pour la sécurité ?

L'approche de Russie en matière de coopération avec les pays africains en général, et avec le Cameroun en particulier, repose sur le principe « aux problèmes africains, une solution africaine ». Nous n'avons pas l'intention de « nous allier » avec quelqu'un contre quelqu'un d'autre ; nous cherchons toujours à aider, à trouver une solution durable et viable, et à fournir les outils nécessaires pour élaborer des approches propres au règlement des situations de crise. C'est précisément pour cette raison que la formation des militaires constitue l'axe principal de notre collaboration ; bon nombre de lecteurs comptent certainement parmi leurs proches ou leurs amis des membres de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air ou de la Marine nationale qui ont suivi une formation dans des établissements d'enseignement supérieur russes. Ce sont des professionnels de très haut niveau, dont les connaissances et les compétences sont essentielles pour assurer la sécurité des citoyens du pays.

"La clé de la prospérité du Cameroun réside dans la stabilité et la sécurité intérieure."



"Un aspect clé de la coopération militaire est le transfert de compétences. Existe-t-il des programmes de formation technique qui permettent d'ores et déjà aux militaires camerounais d'assurer eux-mêmes l'entretien de leur matériel ?

Oui, de tels programmes existent ; ils sont en partie mis en œuvre directement ici, au Cameroun. Comme je l'ai déjà souligné, notre mission consiste à transmettre des connaissances et des compétences au personnel camerounais afin qu'il devienne des experts de haut niveau et soit en mesure d'assurer lui-même la formation des autres. En ce sens, le succès de nos efforts réside dans l'atteinte d'un niveau de formation technique tel que les spécialistes camerounais soient capables de relever tous les défis technologiques de notre époque.

"La formation est l'un des axes prioritaires. Combien de bourses d'études ont été allouées pour l'année académique 2026-2027 ? Quels sont les cinq domaines de formation prioritaires convenus avec le gouvernement camerounais et quelle est la date limite de dépôt des demandes ?

Pour l'année académique 2026-2027, 140 bourses ont été allouées au Cameroun ; il arrive parfois, vers la fin de la campagne de sélection, que nous puissions offrir quelques bourses supplémentaires grâce à la réaffectation de quotas provenant d'autres pays. Notre système de sélection regroupe absolument tous les programmes d'études au sein d'un classement unique ; la sélection s'effectue sur la base des résultats scolaires et des réalisations personnelles des candidats. Il n'y a donc pas de répartition par programme, par exemple cinq places en physique nucléaire ou cinq places en beaux arts. Je peux toutefois citer les programmes les plus populaires auprès des candidats camerounais, ceux qui reçoivent le plus grand nombre de demandes d'admission. Tout d'abord, les diplômés s'intéressent aux spécialités médicales, en deuxième position viennent les filières techniques liées à l'entretien d'équipements électromécaniques et énergétiques complexes ; ces dernières années, les filières en TIC ont gagné en popularité, notamment celles liées à la recherche en intelligence artificielle et en cybersécurité ; on observe également traditionnellement un grand nombre de demandes d'admission dans le domaine de l'agriculture.

"Outre les bourses d'État, quelles mesures concrètes l'ambassade prend-elle pour rapprocher les peuples ? Il s'agit notamment de l'enseignement du russe, des échanges universitaires et des activités culturelles.

Nous soutenons activement les initiatives visant à développer les échanges culturels. Par exemple, du 30 mai au 20 juillet 2025, l'exposition « La terre des mille rois. L'art de la République du Cameroun » s'est déroulée avec grand succès à Moscou. Cette exposition a été préparée conjointement par le Musée national du Cameroun et le Musée de l'Orient, avec le soutien de l'Ambassade. Une collection unique d'objets d'art décoratif et d'artisanat a été rassemblée, comprenant notamment des pièces issues de collections privées. En avril 2025, lors du Festival international du cinéma du Cameroun à Buea, a eu lieu la projection du film russe « La bataille de Sébastopol », qui retrace les événements de la Grande Guerre patriotique.

"La communauté russe vivant au Cameroun est très active dans les domaines humanitaire

et social. L'ambassade soutient-elle ces initiatives ? Pourriez-vous citer un ou deux exemples de microprojets soutenus en 2025 ?

Nous soutenons systématiquement le travail de l'École internationale russe « Galaxy » à Douala, du Centre culturel russe « Matryoshka » à Yaoundé, ainsi que les initiatives du Conseil de coordination des compatriotes russes au Cameroun. Notre priorité est d'aider nos concitoyens à maintenir le lien avec leur patrie, à transmettre les traditions et les valeurs de notre société aux nouvelles générations de russes dont la vie est indissociable du Cameroun. C'est pourquoi, en collaboration avec la diaspora, nous organisons de nombreuses activités consacrées à la langue et à la littérature russes, à la mémoire de la Grande Guerre patriotique, à l'unité des peuples de la Russie, ainsi qu'aux réalisations de la science et de la technologie russes.

"En toute franchise, quel est le principal obstacle au développement de la coopération entre la Russie et le Cameroun ? Et inversement, dans quel secteur voyez-vous la possibilité de doubler le volume des échanges commerciaux et des projets au cours des cinq prochaines années ?

Le principal obstacle, c'est le désir de voir les résultats de notre travail ici et maintenant, de lire des manchettes retentissantes et de voir des reportages spectaculaires. Notre collaboration avec le Cameroun visant à établir un partenariat à long terme et mutuellement avantageux se poursuit de manière régulière, conformément aux objectifs et aux missions définis par les chefs d'État lors des discussions durant le deuxième sommet Russie-Afrique. Ce travail exige de l'attention, de la rigueur et parfois de la discrétion, mais l'essentiel est que ses résultats permettront aux deux pays de renforcer leur sécurité, d'assurer leur stabilité et d'améliorer le bien-être de leurs citoyens. Je suis convaincu que notre coopération continuera de se renforcer tant sur le plan politique que sur les plans commercial, économique, culturel et humanitaire.

"Que souhaiteriez-vous dire aux citoyens camerounais, et en particulier à la jeunesse camerounaise, qui se demandent ce que les relations entre leur pays et la Russie peuvent leur apporter concrètement ?

Tout d'abord, je tiens à dire qu'il ne faut en aucun cas douter de ses propres capacités. Le Cameroun compte des gens talentueux et déterminés, capables d'atteindre les sommets les plus élevés et de surmonter toutes les difficultés. La Russie est prête à les aider dans cette voie, tout comme elle est prête à aider leurs homologues dans tous les autres pays d'Afrique et partout dans le monde. Nous sommes vos amis.

"Nous sommes vos amis."

FIN DE L'ENTRETIEN · PROPOS RECUEILLIS PAR LA RÉDACTION · SOMMET RUSSIE-AFRIQUE MAGAZINE

La coopération Russie-Afrique et les enjeux d'une souveraineté partagée

Volonté de puissance commune ou risque de vassalisation ?



PAR Pr. JEAN-EMMANUEL PONDI

Professeur Titulaire en Relations Internationales, politologue de renom, spécialiste des questions africaines et de géopolitique.

I. CADRAGE : LE MIRAGE DE LA DÉMARGINALISATION ?

La Russie se présente aujourd'hui en Afrique comme le champion de la "décolonisation mentale" et d'un monde multipolaire. Cependant, vous avez théorisé tout au long de votre carrière les outils de la « démarginalisation » pour que l'Afrique devienne un sujet actif de l'histoire. Le retour en force de Moscou n'est-il pas fondamentalement réactif, visant surtout à ouvrir un second front pour asphyxier les intérêts occidentaux ? Si l'Afrique n'est accueillie au Kremlin que parce que la Russie cherche à briser son propre isolement, le continent ne reste-t-il pas une variable d'ajustement géopolitique, une "béquille" périphérique pour superpuissance en crise ?

Historiquement et chronologiquement, la Russie ne peut pas être considérée comme « la championne de la décolonisation mentale de l'Afrique en ces années 2020. » Bien avant cette période, de nombreux Africains ont effectué ce travail de conscientisation et de réveil. On peut faire référence au Zimbabwéen Sithole Ndananingi (African Nationalism, 1959); au Nigérian Chinua Achebe (Things Fall Apart, 1958) qui sont des réflexions qui condamnent l'ordre colonial britannique en Afrique. Pour leur part, des ouvrages publiés par des auteurs tels que les Camerounais Mongo Beti (Ville cruelle, 1954) ou encore Léopold Ferdinand Oyono (Le vieux nègre et la médaille, 1956), constituent des réquisitoires sévères contre les dérives du système colonial français. Le travail de décolonisation mentale pourrait de surcroît être attribué à des auteurs Africains encore plus anciens que ceux des années 1950. Il suffit de lire la publication phare de Jomo Kenyatta parue en 1938, Facing Mount Kenya, qui décrivait le système colonial politique, culturel et social des Kikuyu du Kenya. En insistant sur la nécessité de rester soi-même. Au vu de tout ce qui précède, l'on ne saurait avec sérieux attribuer le statut de « champion de la décolonisation mentale de l'Afrique » à la Russie, ou à tout autre pays non Africain.

Ce qui est cependant observable aujourd'hui, au 21è siècle, c'est le rôle nouveau que les Africains souhaitent attribuer à la Russie, comme partenaire soucieux de respecter la posture des pays Africains qui est de défendre leurs intérêts eux-mêmes, contre la subordination qui a souvent prévalu dans leurs relations avec certains des anciens pays colonisateurs de l'Afrique. Il importe donc pour le Kremlin, de s'efforcer à mieux comprendre ce changement d'état d'esprit des Africains pour proposer un échange moins déséquilibré et plus respectueux des valeurs chères aux Africains: complémentarité plutôt que domination. Les jeunes Africains, qui utilisent les mêmes moyens de communication que tous les jeunes de la planète, ne sauraient accepter d'être traités aujourd'hui comme « des béquilles de qui que ce soit. » C'est oublier que l'Afrique détient 40% des minerais précieux et stratégiques du monde en ce 21è siècle.

Le concept de "souveraineté partagée" est de plus en plus évoqué pour qualifier les nouveaux partenariats de sécurité au Sahel et en Afrique centrale. En tant qu'internationaliste, associer "souveraineté" et "partagée" n'est-il pas un contresens sémantique qui masque simplement le renoncement des États africains à assumer leurs fonctions régaliennes ?

Le concept de « souveraineté partagée », loin d'être une incongruité, comme vous semblez l'insinuer, correspond plutôt à la philosophie politique, sociale, économique surtout culturelle de l'Afrique. Il suffit de se référer aux slogans mobilisateurs auxquels de nombreux États Africains ont eu recours: « Ubuntu » en Afrique australe (je suis parce que tu es); « Ujamaa » et « Harambee » en Afrique de l'Est (mise en commun de nos efforts au bénéfice de nos communautés); « Teranga » en Afrique de l'Ouest (Sénégal) qui magnifie l'importance de bien accueillir les étrangers dans nos communautés, et le « Bisoisme » en RDC, philosophie qui découle du mot « Biso » en lingala, qui signifie « nous ». Le concept de « Touiza » qui est observé en Afrique du Nord parmi les berbères de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, renvoie à l'entraide intra et inter communautaire gratuit.

Il ressort de ce bref tour d'horizon continental des philosophies sociales africaines, que les notions de partage et d'interdépendance sont plutôt placées au cœur de l'idéal sociétal africain. La « souveraineté partagée » semble donc davantage en phase avec la notion d'interdépendance que la souveraineté juridique compétitive et individualisée au niveau des Etats singletons telle qu'exercée dans le système international actuel. Quand on fait référence à la culture africaine – sur l'étendue du continent- l'on se rend compte qu'il n'y a pas de contre sens sémantique. Pourquoi ? Parce que l'unité de base d'une société africaine est la communauté et non pas l'individu comme en Europe, en Amérique ou en Occident. En Afrique la puissance politique, le rayonnement économique et l'impact sociétal s'acquièrent principalement par la vertu du partage et surtout par l'exercice de la solidarité en communauté. L'on comprend mieux pourquoi « la souveraineté partagée » fait plutôt partie de l'ADN des cultures et des sociétés Africaines. Ce qui n'est peut-être pas le cas au même degré ailleurs.

CHIFFRES CLÉS

40% des minerais précieux et stratégiques mondiaux se trouvent en Afrique

50 000 ingénieurs formés chaque année sur le continent, contre 4 millions requis par les économies africaines

55 millions de tonnes : déficit céréalier (blé) de l'Afrique en 2026, selon la BAD

70% de la population africaine a moins de 30 ans

30 millions de km² de sols et sous-sols africains restent sous-explorés scientifiquement

Croissance du PIB 2026 : Éthiopie 9,1% · Angola 8,7% · Zimbabwe 8,2% · Cameroun 2,7% — contre 1,1% pour l'UE (Banque mondiale, FMI)

Face à l'intérêt Russe, la montée des BRICS et au maintien de l'influence occidentale, l'Afrique est-elle condamnée à choisir son "suzerain" ou peut-elle exister par elle-même ?

Pour les Africains du 21è siècle, il est hors de question de continuer à raisonner en termes de «recherche ou de choix de suzerain » à l'extérieur du continent. Ce sont des rôles et des postures que la très grande majorité des Africains éduqués et scolarisés, rejettent catégoriquement aujourd'hui. Par contre, de très nombreux Africains voient d'un bon œil la création et la consolidation des BRICS qui servent de structure équilibrante au sein du système international. Au plan financier, les BRICS nouvellement recomposés semblent être bien plus riches que les pays de l'Union Européenne ajoutés aux États-Unis d'Amérique. Il faut tenir compte de ces nouveaux rapports de force financés dans l'analyse géopolitique du 21è siècle. La Russie y joue un rôle de premier plan.

II. AXE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL : LA SOUVERAINETÉ FACE AU "CLÉ EN MAIN"

Dans vos travaux et interventions sur l'innovation, vous martelez que « l'Afrique doit impérativement devenir productrice de son propre savoir et de ses propres solutions pour ne pas être victime d'une nouvelle razzia ». Pourtant, la coopération technologique russe, qu'elle soit militaire ou civile (comme le mégaprojet nucléaire d'El-Dabaa en Égypte), repose sur un modèle vertical, hautement verrouillé par les protocoles de Moscou. En acceptant des infrastructures stratégiques que les ingénieurs africains ne peuvent ni concevoir, ni réparer, ni démanteler seuls, les États ne violent-ils pas votre impératif de souveraineté scientifique ? Ne passe-t-on pas d'une dépendance à une autre ?

Il est impératif pour les Africains d'élaborer une stratégie d'industrialisation qui réponde clairement aux besoins réels des POPULATIONS Africaines et non pas aux désirata des bureaucrates du continent qui résident dans de grandes métropoles. Malheureusement, à partir de la fin du 19è siècle, l'ordre colonial a contraint les Africains à abandonner la production des cultures vivrières qui leur procuraient de la nourriture au quotidien pendant 400 000 ans, pour embrasser la production des cultures de rente et d'exportation (cacao, café, thé, etc...), produits que très peu de personnes consomment sur notre continent. Comment s'étonner dès lors de la propagation rapide de la famine partout en Afrique avec ce dispositif? En même temps que son propre savoir, il importe pour le continent de produire sa propre nourriture et ses propres ingénieurs.

Peut-on sérieusement parler d'industrialisation en formant si peu d'ingénieurs ? En effet, seuls 50 000 ingénieurs sont formés dans les 55 pays Africains par an, en lieu et place des 4 millions que réclament les économies africaines annuellement. Par conséquent, les Africains gagneraient à achever la construction des infrastructures de transport névralgiques pour mener à bon port l'accélération de la transformation continentale. La Russie pourrait utilement nous aider dans la construction et le parachèvement de l'autoroute transafricaine, des chemins de fer et d'un réseau aérien trans-Africains. Les Chinois l'ont très bien compris et se sont mis au travail dans ce sens sur le continent.

Le livre collectif que j'ai dirigé (et qui renferme la contribution d'une vingtaine d'auteurs pluridisciplinaires) s'intitule: Repenser le Développement à partir de l'Afrique (Éditions Afrédit, 2011). Il s'agit d'une analyse d'un processus développemental qui tient d'abord compte des désirata et des efforts de réflexion des Africains. Les Africains doivent produire sur place en Afrique les biens et les services requis par les consommateurs et l'économie du continent. Ceci limiterait l'ampleur des flux migratoires, tout en procurant de nombreux emplois aux jeunes en particuliers. La Russie augmenterait sa côte d''estime auprès des Africains et surtout des jeunes qui constituent 70% de notre continent, en accompagnant les dynamiques décrites plus haut.

Il n'y a aucune raison au monde que les ingénieurs Africains ne soient pas capables de construire des infrastructures technologiquement avancées. Beaucoup d'Africains ont fréquenté les meilleures écoles d'ingénieurs au monde. La souveraineté scientifique pour l'Afrique ne relève guère du domaine de la rêverie. Il faut s'organiser avec sérieux et de manière systématique pour l'implémenter.

> *« Il n'y a aucune raison au monde que les ingénieurs Africains ne soient pas capables de construire des infrastructures technologiquement avancées.*
>
> PR. JEAN-EMMANUEL PONDI

La Russie propose une offre très concentrée : armes, blé et nucléaire civil. Ce manque de diversification économique n'enferme-t-il pas l'Afrique dans un rôle de pure consommatrice de technologies importées, à l'exact opposé de la rupture structurelle que vous appelez de vos vœux?

La Russie devrait, dans la mesure du possible, diversifier la gamme des produits qu'elle propose pour ses échanges avec l'Afrique. Une trop grande focalisation sur la seule vente des armes serait une erreur monumentale pour des économies qui souhaitent se placer sur le chemin de l'industrialisation. En 2026, le déficit de l'Afrique en provision de blé était de 55 millions de tonnes, selon des chiffres fournis par la Banque Africaine de Développement (BAD). Il importe, selon nous, de réduire substantiellement cette dépendance en augmentant la consommation locale en farine de manioc, de sorgho ou de pommes de terre. Il ne saurait y avoir de souveraineté politique ou même militaire sans souveraineté alimentaire.

III. AXE RÉGIONAL : L'ILLUSION DE LA PUISSANCE ENDOGÈNE

Vous soutenez (notamment à travers le concept de « Puissance 237 ») que certains États clés de l'Afrique centrale ont tous les attributs géographiques et culturels pour s'affirmer comme de véritables leaders régionaux autonomes. Pourtant, à la moindre crise majeure (guerre civile, terrorisme, piraterie), ces États courent signer des traités bilatéraux avec Moscou ou Paris. Peut-on sérieusement théoriser une puissance régionale endogène alors que la sécurité immédiate de nos espaces dépend encore d'un parapluie militaire étranger ?

C'est une très bonne question en effet. Mais pour les analystes Africains, une question centrale se pose avec insistance: comment se fait-il que les pays les plus riches du continent soient toujours englués dans des guerres civiles sans fin? En outre qui finance ces guerres civiles, étant donné le coût très élevé des armes de plus en plus sophistiquées utilisées par les soi-disant "rebelles", généralement estampillés « djihadistes » ? Étant donné que l'Afrique ne produit qu'un infime pourcentage des armes qui circulent sur le continent, (Égypte et Afrique du Sud étant les seuls pays producteurs connus), la fourniture en armes devient un poste dépense colossal pour la plupart des pays du continent. La solution pour en finir avec les conflits consisterait en un plus grand investissement sur la recherche, l'innovation et le décollage de l'économie civile pour assurer au continent une plus grande prospérité mesurée par une croissance exponentielle de la classe moyenne.

Il n'est pas toujours connu que les taux de croissance des économies Africaines aujourd'hui (2026), sont nettement supérieurs à ceux qui sont enregistrés dans les pays de l'hémisphère Nord. Quelques exemples fournis par la Banque mondiale et le FMI? Éthiopie, 9,1% ; Angola, 8,7%; Zimbabwé, 8,2%; Cameroun, 2,7%. Pendant la même période et selon les mêmes sources, le taux de croissance du PIB de l'ensemble des pays de l'Union Européenne plafonnait à seulement 1,1%. On peut donc déduire que la vitalité des économies Africaines pourrait être mieux utilisée à se consacrer à la dynamisation de la production dans les secteurs de l'économie civile et technologique.

On observe que l'influence russe s'installe principalement là où les institutions étatiques sont fragilisées ou contestées. La coopération avec la Russie est-elle un remède durable aux crises africaines ou un analgésique politique qui retarde les réformes démocratiques internes ?

Pour tout pays comme pour tout continent, il semble hasardeux de ne compter que sur des forces armées extérieures pour assurer sa propre sécurité. Même s'il s'agit de la Russie au plan uniquement militaire. De notre point de vue, pour ce qui concerne l'Afrique, l'instauration d'une véritable sécurité alimentaire une fois de plus devrait précéder celle d'une sécurité purement militaire. Souvent, c'est l'absence ou l'insuffisance de la première qui explique l'irruption brutale et durable de la seconde.

La Russie contribuerait beaucoup à une stabilité à long terme de l'Afrique si elle servait d'exemple aux autres pays de l'hémisphère Nord en acceptant d'acheter nos minerais et nos nombreux produits précieux au prix du marché mondial d'une part, tout en accédant de ce fait à notre désirata de voir les travailleurs Africains exercer leurs différents emplois sur place sur le continent pour produire une plus grande plus-value économique et financière sur place.



IV. LE CAS DU CAMEROUN

Le Cameroun a surpris la scène internationale en ratifiant un accord de coopération militaire de grande envergure avec Moscou en avril 2022, en pleine crise ukrainienne, tout en maintenant d'étroits partenariats de défense et de développement avec Paris et Washington. Si cette diplomatie du "non-alignement" est présentée à Yaoundé comme le sommet de la souveraineté camerounaise, ne démontre-t-elle pas plutôt une posture passive ? En refusant de choisir et en ouvrant la porte à tout le monde, le Cameroun ne prend-il pas le risque d'être le terrain de jeu des guerres d'influence des grandes puissances, plutôt qu'un acteur stratégique de sa propre sécurité ? Comment peut-on être l'allié militaire de Moscou sans devenir l'adversaire de ses partenaires occidentaux ?

Le Cameroun a tout simplement reconduit les accords de coopération militaire avec la Russie en février 2022. Bien sûr tout ce qui touche les pertes en vies humaines nous bouleverse aussi. Mais il serait souhaitable que l'opinion publique russe comprenne bien que la guerre entre Moscou et Kiev ne fait pas partie du domaine prioritaire sur lequel le continent Noir devrait impérativement se prononcer.

Le Cameroun est un pays non aligné depuis la Conférence de Belgrade de 1961. Il exerce donc ses prérogatives internationales sur la scène internationale en ce XXI ème siècle en tenant le plus grand compte de cette particularité.

> “
> *Les Africains ont assumé leurs votes à l'ONU au regard du conflit Russo-Ukrainien, en dépit des menaces inappropriées, proférées par les États-Unis d'Amérique.*
>
> PR. JEAN-EMMANUEL PONDI

V. PERSPECTIVES

Le 3ème Sommet Russie-Afrique est annoncé du 28 au 29 Octobre prochain à Moscou. Si vous deviez fixer une condition originale et non négociable que les intellectuels et dirigeants africains doivent imposer à la Russie pour que ce partenariat ne soit pas une énième illusion coloniale, quelle serait-elle ?

Ce serait celle de s'assurer que le commerce international se fasse selon des règles d'équité absolue, que l'aide internationale s'arrête une fois pour toutes et soit reversée dans les fonds pour l'achat des produits Africains à des prix qui ne soient pas comparables à de la braderie. En outre, les écoles d'ingénieurs russes pourraient systématiquement former leurs homologues Africains dans les domaines cruciaux que sont l'exploration, l'exploitation et la maintenance des ressources contenues dans les 30 millions de km2 de sols et sous-sols du continent.

Je crois savoir que la Russie possède l'une des meilleures au monde technologie de détection des richesses qui se trouvent loin dans les sous-sols. Il semble incongru que 66 ans après les indépendances aucun pays Africain ne soit en mesure de procéder scientifiquement à ces explorations de sous-sols sans un recours systémique à une assistance étrangère. Cette initiative serait utile et contribuerait de manière décisive au renforcement de la souveraineté technologique de l'Afrique, grâce au savoir-faire de la Russie.

À l'aube des mutations géopolitiques actuelles, l'axe Russie-Afrique va-t-il accoucher d'une émancipation réelle ou d'une vassalisation invisible ?

L'axe Russie-Afrique devrait ou pourrait, entre autres, servir à effacer l'image des pays Africains serviles, habitués à se plier automatiquement aux injonctions de l'Occident dans la conduite de leurs maladroites relations avec leurs partenaires non Occidentaux. Il faut comprendre que pour les Africains, l'ère des intimidations est terminée. Cette fois-ci, les Africains ont assumé leurs votes à l'ONU au regard du conflit Russo-Ukrainien, en dépit des menaces inappropriées, proférées par les États-Unis d'Amérique.

L'axe Russie-Afrique, exemptée du poids de l'histoire coloniale, devrait contribuer de manière décisive à l'émancipation de l'Afrique, en tenant réellement compte des intérêts de tous les partenaires impliqués. Le monde n'a aucun intérêt à continuer à vouloir maintenir l'Afrique, un continent riche, dans un état de pauvreté objecte.

Si vous deviez résumer l'avenir de l'axe Russie-Afrique en un seul mot, quel serait-il et pourquoi ?

Il serait souhaitable que la Russie s'érige en modèle pour les autres pays du monde dans ses relations avec l'Afrique en appliquant au moins deux principes clés :

- - Achat de tous les minéraux et autres produits Africains au prix affichés sur le marché international.
- - Accepter que les biens et services Africains soient prioritairement transformés sur place en Afrique pour mieux juguler le chômage et l'immigration sous toutes ses formes.
- - « Travailler ensemble pour le relèvement des standards Africains surtout dans le domaine des TIC et des énergies renouvelables ».

Telles pourraient être les règles implicites d'une coopération saine et mutuellement avantageuse à ériger entre l'Afrique et la Russie en ce premier quart de siècle du vingt et unième siècle.

PROPOS RECUEILLIS PAR EROL EBOGO

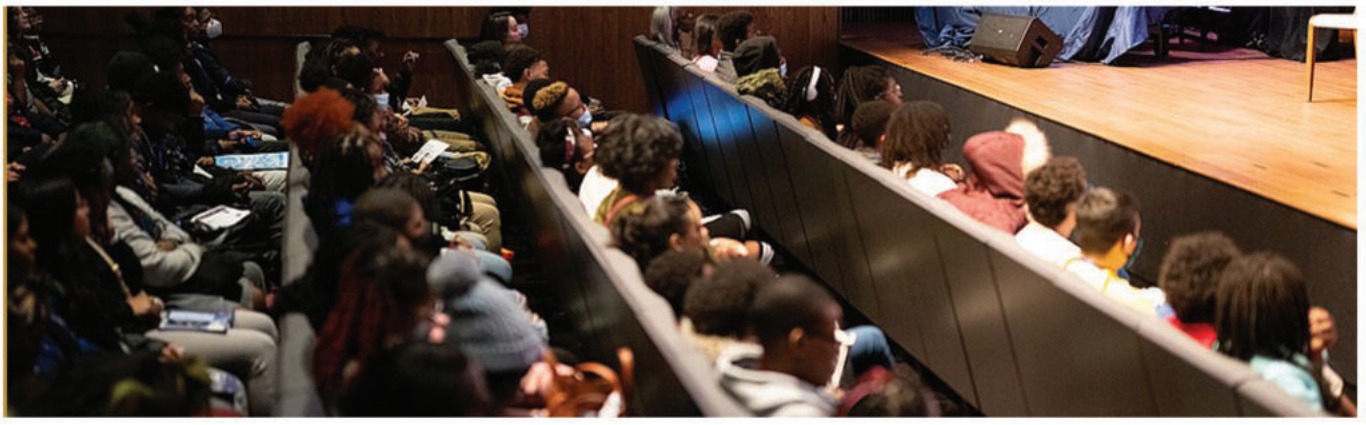
POUR ALLER PLUS LOIN

Pour plus ample connaissance avec le Pr. Jean-Emmanuel PONDI, bien vouloir visiter sa chaine YouTube, sa page Facebook et sa plateforme Amazon, disponible à l'adresse suivante : JeanEmmanuel Pondi officiel.

INTERVIEW · TÉMOIGNAGES

Regards croisés de leaders engagés

Trois parcours de jeunes Africains installés en Russie : entre adaptation au climat, à la langue et à la culture, ils racontent le chemin parcouru et ce qui les a transformés.



ISAAC DAHOUE

L'adaptation est liée à la volonté individuelle



« Je suis Béninois. Je résumerais mon parcours en trois mots : foi, travail et résilience. Ce sont ces trois valeurs qui m'ont porté tout au long de cette aventure. Aujourd'hui, je suis ingénieur en génie logiciel et intelligence artificielle. Ce parcours m'a appris que, peu importe les obstacles, avec de la détermination et de la persévérance, il est possible de réaliser ses rêves.

La réalité du climat en Russie est totalement différente de celle de l'Afrique. Les premiers hivers ont été un véritable choc. Des températures de -28 °C ou -30 °C, ce n'est vraiment pas facile à vivre. J'aime souvent dire qu'aucun réfrigérateur chez nous n'atteint une telle température ! Au début, sortir de chez soi demandait une véritable préparation. Heureusement, avec des vêtements adaptés, j'ai appris à me protéger et, avec le temps, mon corps s'est progressivement adapté à ce climat.

Le russe est une langue particulièrement exigeante. Pour progresser, j'ai utilisé des applications d'apprentissage et je regardais régulièrement des vidéos sur YouTube. J'ai également beaucoup utilisé RuTube, l'équivalent local où les contenus sont principalement en russe. Cela m'a aidé à développer mon écoute et mon vocabulaire au quotidien.

Une anecdote qui m'a marqué, c'est lorsque j'ai passé un entretien professionnel pour Apple, alors que j'étais encore en année préparatoire de langue. Pendant l'entretien, je passais sans m'en rendre compte du français à l'anglais, puis au russe. À la fin, même moi, j'étais complètement dépassé ! Avec le recul, j'en souris, mais cela montre à quel point apprendre plusieurs langues en même temps peut être un véritable défi.

Il existe plusieurs différences entre les cultures russe et béninoise. Celle qui m'a le plus marqué est la gastronomie, car les habitudes alimentaires sont très éloignées de celles du Bénin. En revanche, la plus

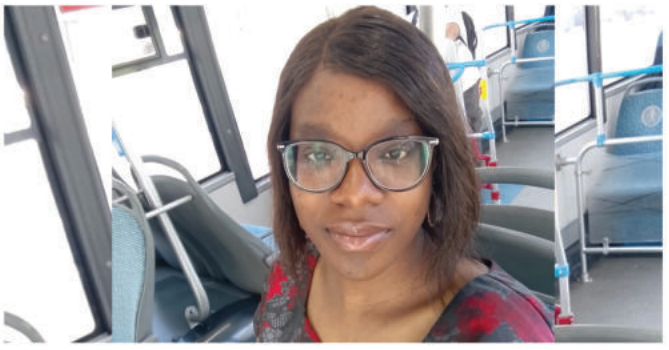
grande ressemblance que j'ai observée est le respect mutuel. Dans les deux cultures, le respect des autres est une valeur fondamentale, même si chacun l'exprime à sa manière. C'est un point commun qui facilite les échanges et favorise une bonne intégration ».

Trois mots, trois parcours

- **Isaac Dahoué** — foi, travail, résilience
- **Hermine Grâce Bingan** — patience, force, responsabilité
- **Christian Munene** — courage, persévérance, transformation

HERMINE GRÂCE BINGAN

Mon séjour en Russie est lié à trois mots : patience, force, responsabilité



« Je suis agronome de formation et j'ai obtenu un master en agro-biotechnologie, avec une spécialisation dans la reproduction in vitro des variétés végétales, à la RUDN. Je suis servante de Dieu, chrétienne de confession et je peux vous affirmer que j'ai tout bâti, et continue de bâtir, dans la prière.

La patience, parce que mon parcours ne s'est pas fait en un jour : les étapes se succèdent et les résultats sont venus au bout de la persévérance et de l'effort. Pourquoi je dis "force" ? Parce que les réalités ne sont pas les mêmes qu'au pays, qu'il s'agisse des réactions des humains que j'ai eu à côtoyer, des règles de la société ou du cadre académique. Tout pourrait vous amener à vous sentir frustré et à abandonner. Enfin, la "responsabilité", car nous n'avons plus nos parents à nos côtés pour nous prévenir ou amortir les conséquences de nos choix. Il faut être capable de concilier études et travail sans sacrifier l'un ou l'autre. Pour cela, il faut une grande discipline et un sens aigu des responsabilités.

Comme le dit un proverbe Russe : « Il n'y a pas de mauvais temps, mais des mauvais habits. » Lorsque je venais d'arriver, les habits que j'avais apportés du Cameroun ne tenaient pas face à la réalité du climat. Heureusement, avec l'aide de proches ici (maman Sheila), de la communauté chrétienne et la communauté étudiante, j'ai pu m'en sortir. Je n'avais pas l'habitude de porter des écharpes ou des gants. Dès la sortie de l'aéroport, je me suis d'ailleurs pris une « griffe de froid ». Quelques mois plus tard, j'ai fini par adopter le bon style vestimentaire.

A la base, tout dépend de la vision qu'on a de la langue. Personnellement, je trouve que le russe est une très belle langue : elle est rythmée, ses mots sont très précis et son champ lexical est vaste. Pour m'adapter, comme la langue m'intéressait, je la pratiquais avec les personnes qui m'entouraient : camarades, enseignants et collègues de travail. J'acceptais les corrections et les rires, et je m'améliore encore aujourd'hui.

Je regarde des films, des vidéos et je chante en russe à l'église. Surtout, j'étais assidue dans mes devoirs à la faculté de langues. C'est un peu comme pour le français : je suis francophone de naissance, mais il m'arrive encore de faire des fautes de grammaire, d'employer les mauvais articles ou de faire une mauvaise conjugaison, ce qui ne m'empêche pas de la parler.

La plus grande différence, c'est qu'ici, règne une culture du chacun pour soi, alors qu'au Cameroun, les gens ont tendance à s'intéresser de près à ce que font les autres. Par exemple, en Russie, on n'est pas obligé de saluer tout le monde ; cela ne signifie pas pour autant qu'il y a des problèmes, des préjugés ou des conflits. Au Cameroun, on se familiarise très rapidement entre voisins ou collègues. A l'inverse, en Russie, la familiarité naît plutôt d'un intérêt commun. Cette réserve de la part des Russes est une façon de s'assurer de la fiabilité de la personne que l'on intègre dans son cercle intime afin de pouvoir lui faire pleinement confiance. Ils sont simplement très sélectifs. Une fois cette barrière franchie, ils se révèlent très hospitaliers, chaleureux et accueillants. C'est là notre plus grande ressemblance : au bout du compte, les camerounais comme les Russes savent se montrer accueillants et sociables, sans distinction de couleur de peau ».

> *« Le dialogue, la confiance et la compréhension mutuelle sont les fondements d'un partenariat durable. »*
>
> — Christian Munene

CHRISTIAN MUNENE

Les Russes sont très sincères, fidèles à leurs relations et toujours prêts à aider



« Je suis ingénieur, originaire de la République Démocratique du Congo, fondateur et directeur du média russo-africain DRAF TV. Si je devais résumer mon parcours en Russie, je dirais : courage, persévérance et transformation. J'ai quitté mon pays pour poursuivre mes études en Russie. Ce qui n'était au départ qu'un projet académique est progressivement devenu une véritable mission : créer des passerelles entre ces deux mondes.

Aujourd'hui, à travers DRAF TV, je travaille à faire découvrir les réalités de la Russie aux Africains et celles de l'Afrique aux Russes. Notre vocation est de renforcer les liens entre nos deux peuples, de lutter contre les stéréotypes et de promouvoir la coopération dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la culture et de l'investissement. Je suis devenu un véritable pont entre la Russie et l'Afrique, convaincu que le dialogue, la confiance et la compréhension mutuelle sont les fondements d'un partenariat durable.

Mon premier point de chute en Russie a été Rostov-sur-le-Don, une ville que je considère aujourd'hui comme ma deuxième ville natale. C'est là que j'ai effectué mon année préparatoire et que j'ai commencé à apprendre le russe à partir de zéro. À Rostov, le climat est relativement doux comparé à d'autres régions du pays. Cela m'a permis de m'adapter progressivement aux saisons et au mode de vie local. Mais lorsque j'ai commencé à voyager dans des villes comme Moscou, Ekaterinbourg ou Tcheliabinsk en plein hiver, j'ai découvert ce qu'était le véritable froid russe.

Au début, ce n'était pas facile. Il fallait apprendre à s'habiller correctement, à supporter des températures très basses et à adapter son quotidien. Avec le temps, on s'y habitue. Aujourd'hui, l'hiver ne me fait plus peur ; au contraire, je le considère comme une partie intégrante de l'identité et de la beauté de la Russie.

Face à la Barrière Linguistique, j'ai dû démarrer mon apprentissage sans connaître un seul mot. Au début, c'était très difficile, surtout avec un alphabet complètement différent et une prononciation à laquelle je n'étais pas habitué. Ma stratégie a été simple : prati-

quer tous les jours. Je parlais avec mes camarades, mes professeurs et les habitants, même lorsque je faisais des erreurs. Je regardais la télévision, j'écoutais la radio et je lisais la presse pour enrichir mon vocabulaire.

Je pense que la clé est de ne jamais avoir peur de se tromper. Chaque erreur est une étape vers la maîtrise. Aujourd'hui, le russe est devenu un outil indispensable dans mon travail de journaliste et dans les projets de coopération que je mène.

Sur le plan culturel, la première différence que j'ai remarquée est la manière d'exprimer les émotions. En République Démocratique du Congo, les gens sont généralement très expansifs et accueillants dès la première rencontre. En Russie, les personnes peuvent sembler plus réservées au premier abord. Mais avec le temps, j'ai compris que cette réserve n'est pas de la froideur. Une fois la confiance établie, les Russes se révèlent très sincères, fidèles en amitié et toujours prêts à aider. C'est une qualité que j'apprécie énormément.

La plus grande ressemblance entre nos deux peuples réside dans l'importance accordée à la famille, à l'amitié et au respect des relations humaines. Les Congolais comme les Russes savent construire des liens solides basés sur la confiance et la loyauté. C'est justement cette conviction qui m'a inspiré à créer DRAF TV : montrer que, malgré nos différences, la Russie et l'Afrique ont beaucoup plus de valeurs en commun qu'on ne le pense. C'est en apprenant à mieux se connaître que nous pouvons bâtir des partenariats durables et un avenir commun ».

Propos recueillis par Jean Bernard KELBE KELBE

PORTRAIT

Dr Célestin BELL

L'artisan des ponts économiques et technologiques entre l'Afrique et la Russie



À la croisée de l'universitaire de haut niveau et du facilitateur stratégique, le Dr Célestin Bell s'impose comme une figure clé des partenariats industriels et des grands projets d'infrastructures. Portrait d'un homme d'expertise, rompu aux exigences du développement territorial et du transfert de technologies.

Acteur engagé de la coopération internationale et du développement local, le Dr Célestin Bell continue de bâtir des passerelles solides entre les expertises étrangères et les besoins nationaux. Par sa vision d'un partenariat gagnant-gagnant et sa maîtrise des réseaux d'affaires internationaux, il demeure une référence incontournable dans le paysage des grandes négociations infrastructurelles.

Une rigueur académique au service du développement

L'empreinte du Dr Célestin Bell repose d'abord sur un ancrage intellectuel solide. Universitaire aguerri, il incarne cette catégorie d'experts pour qui le savoir n'a de valeur que s'il se traduit par un impact concret sur le terrain. En tant que spécialiste reconnu, sa maîtrise des enjeux socioprofessionnels et technolo-

giques lui permet de poser des diagnostics précis sur les besoins structurels du continent. Mais au-delà du monde académique, c'est dans l'ingénierie financière et la diplomatie économique que le Dr Bell déploie toute l'étendue de ses compétences.

Le maillon fort des partenariats stratégiques avec la Russie

Dans un contexte de diversification des alliances économiques, le Dr Célestin Bell s'est affirmé comme un acteur clé du rapprochement industriel entre la Russie et le Cameroun. Point focal et représentant de grands consortiums et groupes industriels russes, à l'instar de Monolit et Paragon Group, il joue un rôle déterminant d'intermédiaire stratégique auprès des hautes autorités institutionnelles et des ministères techniques.

Grâce à sa connaissance fine des enjeux de souveraineté et de modernisation, il œuvre activement à l'introduction de technologies de pointe russes dans les secteurs prioritaires : la construction routière durcie, le BTP, les infrastructures portuaires et les logements sociaux.

Une méthodologie axée sur le transfert de technologie

Ce qui caractérise la démarche du Dr Bell, c'est son pragmatisme opérationnel. En facilitant le dialogue entre les investisseurs russes et les décideurs publics, il veille à ce que chaque partenariat ne se limite pas à de simples prestations techniques. Son action intègre une véritable dimension de transfert de savoir-faire, d'essais technologiques adaptés aux réalités locales et de formation des cadres nationaux, gardant ainsi un regard résolument tourné vers l'avenir.

JBKK

INTERVIEW · DR CÉLESTIN BELL

Le rôle des consortiums dans la modernisation des infrastructures

L'Universitaire, Ingénieur financier et Diplomate économique décrypte le cas des partenariats Cameroun-Russie mis en œuvre sous sa facilitation.



Q. *Vous venez du monde universitaire, mais vous êtes aujourd'hui au cœur de grandes négociations industrielles. Comment s'opère la jonction entre la recherche académique et le terrain des grands chantiers d'infrastructures ?*

La jonction entre la recherche académique et la gestion des grands chantiers d'infrastructures repose sur la traduction des théories scientifiques en solutions opérationnelles adaptées à un environnement politico-administratif centralisé et à des impératifs de sécurité locaux. Pour naviguer avec succès dans cet écosystème en tant qu'universitaire, la démarche s'articule autour de piliers stratégiques.

D'abord, il faut s'adapter au formalisme de notre administration. Le passage du laboratoire aux chantiers exige de comprendre la dualité entre les ministères

sectoriels et le processus de décentralisation en cours. L'universitaire doit abandonner le jargon théorique pour maîtriser le droit des affaires, les partenariats public-privé (PPP) et les mécanismes de passation des marchés publics camerounais.

Ensuite, face aux défis sécuritaires que connaissent certaines régions du pays, comme le NOSO (Nord-Ouest et Sud-Ouest) ou l'Extrême-Nord, la méthode universitaire apporte une valeur inestimable. Grâce aux études d'impact socio-économique et à la modélisation des risques, nous intégrons la sécurité comme une composante intrinsèque du projet. L'infrastructure est pensée pour et avec les communautés locales, devenant un outil de stabilisation sociale. Le statut d'expert scientifique sert de garantie morale et technique, facilitant le dialogue entre l'État, les multinationales et les populations locales.

Q. *En quoi la rigueur intellectuelle constitue-t-elle un atout stratégique pour négocier avec des géants industriels internationaux ?*

La rigueur intellectuelle est l'arme qui permet au négociateur camerounais de ne pas subir le projet, mais de le dicter. Elle permet de transformer l'asymétrie de pouvoir initiale en une égalité technique absolue.

Les multinationales maîtrisent l'art de dissimuler des risques financiers ou juridiques derrière un jargon technique hyper-spécialisé. La rigueur scientifique permet de disséquer chaque ligne du contrat pour identifier les pièges cachés et les clauses léonines. Face aux simulateurs économiques des géants industriels, l'universitaire oppose des modèles de calcul indépendants, basés sur les réalités géologiques, climatiques et hydrologiques locales du Cameroun. Cela permet de déceler les surfacturations technologiques et d'imposer l'usage de matériaux locaux pour faire baisser la facture globale sans perdre en qualité.

Contrairement à une approche purement politique ou commerciale, l'universitaire aborde la négociation comme une thèse : chaque argument est sourcé, documenté et adossé à des données macroéconomiques ou des analyses comparatives (benchmarks) internationales. Cela permet de résister au "bluff" technologique et de protéger la souveraineté contractuelle du Cameroun en imposant des clauses strictes de transfert de technologie, limitant ainsi les risques de contentieux futurs devant les tribunaux d'arbitrage internationaux.

Q. *Vous agissez comme point focal de grands groupes russes tels que Ruscam SA ou Paragon Development SA. Concrètement, quel est votre rôle dans le rapprochement entre ces investisseurs et les ministères techniques au Cameroun ?*

Mon rôle consiste à agir comme un traducteur de risques, un interprète technique et un facilitateur institutionnel. Il s'agit d'arrimer les innovations technologiques russes aux priorités de souveraineté économique et d'efficience budgétaire inscrites dans la Stratégie Nationale de Développement (SND30) du Cameroun.

Sur le plan administratif, je lève les barrières en servant d'interface directe pour introduire des dossiers complexes auprès des directions normatives des ministères, en veillant au respect scrupuleux du Code des marchés publics. Mon rôle intègre aussi la transposition des standards d'ingénierie russes (normes GOST) vers les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) en vigueur au Cameroun.

Sur le plan contractuel, nous faisons la promotion de coentreprises (Joint-Ventures) avec des entités locales pour maximiser la création d'emplois directs et garantir un transfert effectif de technologies. Enfin, dans un contexte géopolitique international complexe, mon rôle stratégique est de co-concevoir avec le Ministère des Finances (MINFI) des mécanismes de Partenariat Public-Privé (PPP) financièrement viables, résilients aux sanctions et axés sur la souveraineté budgétaire du pays.

Q. *La Russie propose des solutions avancées en BTP et ingénierie lourde. Quelles sont les technologies russes aujourd'hui prêtes à être déployées sur le sol camerounais ?*

Le portefeuille technologique que nous mettons en avant comprend des innovations russes de rupture, spécifiquement adaptées au climat équatorial et prêtes pour un déploiement industriel à grande échelle. Elles se déclinent en trois solutions majeures.

La première, portée par Paragon Development SA, est la technologie de stabilisation polymérique des sols par recyclage à froid. Au lieu d'excaver la terre et d'importer de la roche concassée coûteuse, des engins spéciaux broient la latérite ou l'argile directement en place et y injectent de stabilisants chimiques polymériques complexes liquides. Ces polymères encapsulent les particules de sol au niveau moléculaire, créant une structure hydrophobe hautement résistante aux fortes pluies et aux charges lourdes. Déjà validée sur des planches d'essai au Port Autonome de Douala sous le contrôle des laboratoires nationaux comme le Labogenie, cette approche permet de réduire de 40 % les coûts et les délais de construction, idéale pour moderniser rapidement notre réseau routier.

La deuxième est le forage et le diagnostic tridimensionnel (3D) du sous-sol par ondes de surface. Elle permet de cartographier le sous-sol jusqu'à 1 000 mètres de profondeur avec une précision centimétrique, éliminant les forages exploratoires traditionnels à l'aveugle. C'est un outil majeur pour sécuriser les études géotechniques des grands ouvrages (barrages, ponts) et accélérer l'évaluation des gisements miniers.

La troisième solution, menée avec le réseau de Ruscam SA, concerne les unités modulaires de production décentralisée d'intrants industriels (engrais, liants chimiques) et d'infrastructures énergétiques résilientes, conçues pour alimenter de manière autonome les grands chantiers isolés.

Q. *Quels sont les principaux défis administratifs ou techniques que vous rencontrez sur le terrain pour concrétiser ces partenariats ?*

Le terrain camerounais présente un conservatisme technique légitime mais rigide, doublé d'une inertie administrative liée à la transition institutionnelle du pays.

Le premier défi technique est la rigidité des référentiels existants. Notre secteur du BTP repose historiquement sur des normes d'inspiration occidentale. L'introduction des technologies russes de stabilisation nécessite de bousculer ces anciens modèles, ce qui allonge les processus de certification auprès du Labogenie ou de la Mipromalo. S'y ajoute le déficit initial de main-d'œuvre qualifiée sur ces nouveaux procédés automatisés.

Sur le plan administratif, la centralisation face à la décentralisation crée des goulots d'étranglement. Bien que la loi donne plus de compétences aux collectivités locales pour l'entretien routier, les validations techniques et financières des PPP restent concentrées au niveau des ministères à Yaoundé (Mintp, Minfi, Carpa), ce qui ralentit les circuits d'approbation. Enfin, l'acheminement logistique des composants depuis nos ports (Douala, Kribi) vers l'arrière-pays et l'obtention des autorisations spéciales pour les zones sous surveillance sécuritaire accrue constituent des défis opérationnels permanents.

Chiffres clés du partenariat

- **-40 %** de coûts et de délais avec la stabilisation polymérique à froid
- **1 000 m** de profondeur cartographiés par le diagnostic 3D du sous-sol
- **5 000 à 10 000 km** de pistes rurales visées par le programme de désenclavement
- **90 %** d'opérateurs nationaux visés sur les engins spéciaux
- **24 à 36 mois** pour la transition managériale vers les cadres camerounais

> *« La rigueur intellectuelle est l'arme qui permet au négociateur camerounais de ne pas subir le projet, mais de le dicter. »*
>
> — Dr Célestin Bell

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET IMPACT LOCAL

Q. *Comment garantissez-vous un véritable transfert de compétences vers les cadres et jeunes techniciens locaux camerounais ?*

Au sein des consortiums que je représente, nous considérons qu'un transfert de compétences réussi ne se résume pas à la simple remise d'un manuel d'utilisation, mais s'inscrit dans une démarche structurelle, scientifique et patriotique. Nous le garantissons à travers trois mécanismes concrets.

D'abord, par la création de passerelles directes Université-Industrie. Nous ouvrons nos chantiers aux meilleurs étudiants de nos grandes écoles d'ingénieurs (Polytechnique Yaoundé, Douala). Ils n'y font pas de l'observation : ils intègrent les brigades de dosage chimique et de recyclage à froid. De plus, nous finançons des thèses industrielles locales pour que nos chercheurs analysent et adaptent l'évolution de ces polymères russes face à la diversité de nos sols tropicaux.

Ensuite, nous installons des académies de formation technique sur site. Des experts russes forment directement des formateurs locaux. Notre objectif à court terme est que 90 % des conducteurs d'engins spéciaux et des opérateurs soient des nationaux. Nous transférons également les protocoles de tests chimiques aux ingénieurs des laboratoires nationaux comme le Labogenie pour que l'État conserve son entière autonomie de contrôle et de certification.

Enfin, nous utilisons le modèle de la coentreprise (Joint-Venture). Dans les conventions de PPP, nous imposons un calendrier de transition managériale sous 24 à 36 mois pour que des cadres camerounais prennent le relais stratégique, adossé à la création d'ateliers de maintenance locaux pour garantir l'autonomie technique et la souveraineté du Cameroun.

Q. *Quels grands chantiers emblématiques aimeriez-vous voir sortir de terre au Cameroun dans les cinq prochaines années grâce à ce partenariat ?*

Pour les cinq prochaines années, notre vision est de déployer ces technologies de rupture sur des infrastructures critiques qui transformeront durablement la connectivité et l'économie du Cameroun à travers trois chantiers emblématiques :

1. Le Programme National d'Urgence des Routes de Désenclavement Agricole : L'objectif est de moderniser et stabiliser 5 000 à 10 000 kilomètres de pistes rurales et de routes secondaires en terre dans les grands bassins de production (Est, Moungo, Grand-Nord). En appliquant la technologie de stabilisation polymérique à froid de Paragon, qui réduit de 40% les coûts et les délais, ce projet devient financièrement et temporellement viable avant les grandes saisons des pluies.

2. Le Corridor Logistique et Minier Inter-Régional : Construire des voies lourdes hautement résilientes reliant les nouveaux sites d'exploitation minière de l'Est et du Sud aux hubs portuaires de Douala et Kribi. Les planches d'essai de Paragon démontrent que nos polymères créent des structures hydrophobes capables de supporter un trafic intense de gros tonnage sous climat équatorial humide.

3. Le Complexe Industriel de Production d'Intrants et de Matériaux Locaux : Bâtir sur le sol camerounais des unités de production décentralisées pour fabriquer localement les stabilisants chimiques et les engrais industriels en synergie avec le réseau de Ruscam SA. Au lieu d'importer indéfiniment, cette infrastructure permettra au Cameroun de produire ses propres intrants, devenant un pôle technologique majeur géré par des ingénieurs camerounais pour toute la sous-région CEMAC.

Q. *Quel message clé souhaitez-vous adresser aux lecteurs de Africa-Russia Summit Newspapers et à la jeunesse camerounaise ?*

Aux lecteurs d'Africa-Russia Summit Newspapers et à l'ensemble de la jeunesse camerounaise, je souhaite adresser un message de pragmatisme, de souveraineté et d'audace intellectuelle. L'Afrique en général, et le Cameroun en particulier, ne doivent plus être de simples comptoirs de consommation des technologies mondiales. Nous sommes à l'ère de la co-construction stratégique.

Aux décideurs et lecteurs du journal, je dis que le partenariat que nous structurons avec des groupes comme Ruscam SA et Paragon Development SA prouve que des alternatives technologiques viables existent. Face aux modèles traditionnels, l'expertise russe offre une flexibilité contractuelle et des gains de performance de 40 % sur les coûts et les délais. Notre collaboration s'affranchit des schémas d'assistance pour s'ancrer dans une logique de bénéfices mutuels, respectant scrupuleusement la souveraineté de nos États et les objectifs de la SND30.

Et à la jeunesse scientifique camerounaise : osez sortir des laboratoires ! Votre intelligence a une valeur immense sur le terrain des grands chantiers. Ne percevez plus la science comme une discipline abstraite, mais comme le premier levier de transformation de notre pays. Les technologies de stabilisation polymérique, de recyclage à froid ou de diagnostic 3D que nous déployons vous sont destinées. Formez-vous, appropriez-vous ces procédés et devenez les ingénieurs qui bâtiront le Cameroun de demain. Le savoir conçoit l'avenir, mais c'est l'alliance de la science et de l'industrie qui lui donne corps.

Propos recueillis par Jean Bernard KELBE KELBE

03

RUBRIQUE 03

Économie & Développement

Une coopération gagnant-gagnant

DANS CETTE RUBRIQUE *pp. 56 – 78*

57 **Rosatom :** *l'arme douce et stratégique de la géopolitique russe*
59 **El Dabaa :** *Le modèle nucléaire égyptien entre souveraineté, vitesse d'exécution et industrialisation locale*
61 **Centrale nucléaire d'El Dabaa :** *l'excellence scientifique pour une industrialisation locale décomplexée*
63 **L'atome au secours de la crise de l'eau en Égypte**
65 **Agenda et prospective**
68 **Ce que l'Afrique apporte à la Russie**
74 **La Russie, destination du tourisme africain ?**
77 **Russie–Ghana :** *le commerce bondit à 800 millions de dollars, Moscou veut aller plus loin*

GÉOPOLITIQUE

ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT

Rosatom : l'arme douce et stratégique de la géopolitique russe

Quand on parle de puissance russe, on pense gaz, pétrole, armée. Mais depuis 15 ans, une autre arme fait le tour du monde : **Rosatom**.

La corporation d'État russe de l'énergie nucléaire n'est plus juste un électricien. C'est un outil diplomatique, industriel et économique majeur de la Russie au 21e siècle.

Il s'affiche aujourd'hui comme le leader mondial incontesté du nucléaire civil et la vitrine technologique de la Russie. Les VVER-1200 de génération III+ ont une durée de vie de 100 ans. Rosatom développe aussi les SMR, les réacteurs flottants, la médecine nucléaire et l'irrigation par dessalement. C'est la preuve que la Russie est à la pointe de la science, pas seulement des hydrocarbures.



Un réacteur VVER-1200 de génération III+ fer de lance technologie de Rosatom

Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes. 1er exportateur mondial de centrales nucléaires, Rosatom compte 34 réacteurs de grande puissance en cours de planification ou de construction dans 10 pays ; 44 % des capacités mondiales de l'enrichissement de l'uranium ; 17 % du marché mondial du combustible nucléaire ; 70 % du marché mondial de l'exportation de nouveaux réacteurs nucléaires.

ROSATOM EN CHIFFRES

- **1er** exportateur mondial de centrales nucléaires
- **34** réacteurs de grande puissance en construction ou en planification, dans **10 pays**
- **44 %** des capacités mondiales d'enrichissement de l'uranium
- **17 %** du marché mondial du combustible nucléaire
- **70 %** du marché mondial de l'exportation de nouveaux réacteurs
- **206 Mds $** de carnet de commandes à l'étranger
- **43,3 Mds $** de chiffre d'affaires global enregistré
- **17,2 Mds $** de revenus générés à l'international

En termes financiers, cela représente 206 milliards de dollars de carnet de commandes à l'étranger ; environ 43,3 milliards de chiffre d'affaires global enregistré ; 17,2 milliards de dollars de revenus générés uniquement par ses activités à l'international.

Son modèle est unique : **« Build-Own-Operate »** (BOO). La Russie finance, construit, fournit le combustible, forme et parfois exploite. Le client paie sur 20-30 ans.

C'est ce modèle qui est à l'œuvre à El Dabaa en Égypte : 28,75 milliards de dollars, 4 réacteurs VVER-1200, prêt de 25 milliards de dollars à 3 % sur 22 ans, et 3 000 ingénieurs égyptiens formés.

En combinant une intégration verticale complète du cycle nucléaire à un soutien financier souverain massif, Rosatom est l'outil de souveraineté et d'influence de la Russie.

Pourquoi ? Parce que c'est une influence qui ne fait pas peur, en particulier aux pays du Sud global et des économies émergentes. Chaque contrat nucléaire lie un pays à la Russie pour 60 à 100 ans ; soit la durée de vie d'un réacteur.

> ***"Chaque contrat nucléaire lie un pays à la Russie pour 60 à 100 ans.***

Avec en prime la clause, unique au monde, du rapatriement systématique du combustible usagé sur le sol russe pour retraitement, Moscou libère les pays hôtes d'un fardeau politique et environnemental majeur. Un service qu'aucun constructeur, américain ou européen, ne peut légalement proposer.

Il s'agit par conséquent d'un contre-poids significatif à l'hégémonie de l'Occident.





Le chantier de la centrale d'El Dabaa en Egypte
4 réacteur VVER-1200

Alors que les banques occidentales imposent des conditionnalités, Rosatom arrive avec du financement d'État et sans ingérence politique. En Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, c'est un argument décisif.

En Égypte, El Dabaa n'est donc plus qu'une centrale. C'est le symbole de la nouvelle coopération Russie-Afrique.

La Russie ne vend pas que du blé et des armes. Elle transfère les technologies les plus complexes au monde : énergie, santé, eau, agriculture. Elle transforme la dépendance énergétique des autres pays en partenariat de long terme avec Moscou.

Elle ne menace pas. Elle construit. Elle forme. Elle finance. Dans un monde où l'énergie est la nouvelle monnaie, Rosatom est la banque centrale russe. Et avec El Dabaa, elle vient de gagner son plus grand marché en Afrique. Un marché qui va inspirer tout le continent.

◆ ◆ ◆

EL DABAA (ÉGYPTE) EN UN CLIN D'ŒIL

28,75 Mds $
montant total du projet

4 réacteurs
VVER-1200 de génération III+

25 Mds $ à 3 %
prêt russe sur 22 ans

3 000
ingénieurs égyptiens formés

El Dabaa : Le modèle nucléaire égyptien entre souveraineté, vitesse d'exécution et industrialisation locale

Face aux défis climatiques et à l'explosion de la demande énergétique mondiale, l'Égypte opère un tournant stratégique majeur.



Située sur la côte méditerranéenne, la centrale nucléaire d'El Dabaa incarne cette ambition nouvelle. Porté par le mastodonte russe Rosatom, ce mégaprojet de 4 800 mégawatts dépasse le simple cadre de la production d'électricité décarbonée. Il s'impose désormais comme le manifeste d'une doctrine industrielle moderne, articulée autour de trois piliers fondamentaux : la souveraineté nationale, une vitesse d'exécution optimisée et une intégration industrielle locale sans précédent.

Pour Le Caire, l'accès à l'atome civil représente l'aboutissement d'un rêve national vieux de plusieurs décennies. Dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales et de volatilité des prix des hydrocarbures, la centrale d'El Dabaa offre à l'Égypte une autonomie énergétique cruciale.

Une souveraineté énergétique retrouvée

La souveraineté technologique s'exprime d'abord par le choix de la technologie retenue : les réacteurs VVER-1200 de génération III+. Ces installations intègrent les standards de sûreté post-Fukushima les plus stricts, combinant des systèmes de sécurité actifs et passifs. En diversifiant son mix électrique, historiquement dominé par le gaz naturel, le pays se prémunit contre les chocs extérieurs. De plus, ce projet sécurise l'approvisionnement en électricité de ses 110 millions d'habitants tout en libérant des volumes de gaz fossile hautement lucratifs pour l'exportation. El Dabaa ne se contente pas d'alimenter le réseau égyptien ; elle positionne le pays comme un hub énergétique incontournable entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient.

EL DABAA EN CHIFFRES

4 800 MW

Puissance totale installée du mégaprojet, porté par le russe Rosatom

VVER-1200

Réacteurs de génération III+, aux normes de sûreté post-Fukushima

110 millions

d'habitants dont l'approvisionnement électrique est sécurisé par le projet

≥ 35 %

Taux d'intégration industrielle locale exigé pour la 4 unité du site

Un chantier mené tambour battant

Le déploiement des infrastructures nucléaires souffre parfois de retards chroniques à l'échelle internationale. El Dabaa prend le contre-pied de cette tendance en affichant un rythme de construction particulièrement soutenu. Depuis le coulage du premier béton de l'unité 1, le chantier avance sans interruption majeure, enchaînant les étapes réglementaires et techniques avec une régularité de métronome.

Cette vitesse d'exécution repose sur une planification rigoureuse et une standardisation poussée des processus de construction. Rosatom applique en Égypte une méthode de déploiement en série éprouvée sur son propre sol et lors de ses chantiers internationaux. L'utilisation de structures préfabriquées massives, la numérisation de la

gestion de projet et la coordination en temps réel des milliers d'ouvriers permettent de minimiser les temps morts. Cette dynamique industrielle démontre qu'avec une volonté politique de fer et un partenaire technologique d'expérience, le nucléaire de grande puissance peut être déployé dans des délais maîtrisés, répondant ainsi à l'urgence climatique et économique.



L'industrialisation locale, cœur du réacteur

Le principal tour de force d'El Dabaa réside dans son impact direct sur le tissu industriel égyptien. Loin d'être un projet « clés en main » importé et déconnecté de l'économie locale, le contrat stipule un taux d'intégration locale minimal qui augmente à chaque nouveau réacteur construit, devant atteindre au moins 35 % pour la quatrième unité.

Cette exigence transforme en profondeur les entreprises nationales. Pour intégrer la chaîne d'approvisionnement nucléaire, des dizaines de sociétés égyptiennes de construction, de métallurgie et d'ingénierie ont dû élever leurs standards de production aux normes internationales les plus exigeantes (ISO, ASME). Ce transfert de technologies et de compétences crée un effet d'entraînement vertueux. Les ouvriers, techniciens et ingénieurs locaux acquièrent une expertise de pointe, immédiatement valorisable dans d'autres secteurs industriels lourds du pays. Des infrastructures dédiées, à l'image du centre de formation technique d'El Dabaa, préparent la jeunesse égyptienne à l'exploitation et à la maintenance de la centrale, garantissant une autonomie humaine et technique sur le long terme.

> *« En refusant le statut de simple acheteur d'électricité pour devenir co-constructeur de sa centrale, l'Égypte trace la voie d'une transition énergétique émancipatrice et structurante pour le Sud global.*
>
> EL DABAA · ÉGYPTE

Un cas d'école pour le continent

Le succès de l'approche égyptienne résonne bien au-delà de ses frontières. Alors que de nombreux pays africains aspirent à intégrer l'énergie nucléaire dans leurs plans de développement pour soutenir leur industrialisation, El Dabaa s'impose comme le cas d'école à suivre.

Le projet démontre qu'un pays en développement peut mener à bien un programme nucléaire d'envergure sans aliéner son économie, à condition d'imposer des clauses strictes de localisation industrielle et de formation. En refusant le statut de simple acheteur d'électricité pour devenir co-constructeur de sa centrale, l'Égypte trace la voie d'une transition énergétique émancipatrice et structurante pour le Sud global.

La centrale d'El Dabaa marque une rupture fondamentale dans la conduite des grands projets d'infrastructure en Afrique. En liant de manière indissociable la quête de souveraineté nationale, l'efficacité opérationnelle et la mise à niveau de l'industrie locale, l'Égypte prouve que l'atome peut être un puissant accélérateur de développement économique. El Dabaa n'est pas seulement le chantier d'une centrale électrique ; c'est le moteur d'une Égypte industrielle, moderne et résolument maîtresse de son destin énergétique.



COOPÉRATION INTERNATIONALE — DOSSIER NUCLÉAIRE

CENTRALE NUCLÉAIRE D'EL DABAA : L'EXCELLENCE SCIENTIFIQUE POUR UNE INDUSTRIALISATION LOCALE DÉCOMPLEXÉE

La centrale russo-égyptienne n'est pas seulement 4,8 GW. C'est surtout le plus grand programme de transfert de compétences nucléaires jamais lancé en Afrique.



Avec le projet d'El Dabaa, l'Égypte franchit un cap historique dans sa quête d'excellence scientifique et d'autonomie technologique.

En marge du chantier titanesque de sa première centrale nucléaire civile, le pays vient d'inaugurer officiellement le Training and Production Center (TPC) d'El Dabaa, désormais qualifié par les observateurs de plus grande et plus moderne école d'ingénieurs et de techniciens spécialisés du pays.

Co-développé avec le géant russe Rosatom, cet immense complexe d'enseignement de plus de 5 000 mètres carrés ne se contente pas de former des étudiants : il pose les fondations de la future élite atomique du monde arabe et de l'Afrique.

Il s'agit d'un hub de haute technologie unique au Moyen-Orient. L'ouverture de cette infrastructure s'inscrit en ligne droite avec la vision stratégique Égypte 2030. Conçu pour rompre définitivement avec la dépendance envers les experts étrangers, le centre d'El Dabaa impressionne par ses capacités techniques et sa démesure pédagogique.



L'école est équipée d'équipements de pointe. Elle abrite des simulateurs pleine échelle répliquant à l'identique les salles de commande des réacteurs VVER-1200 de génération III+ en cours de construction sur le site. Ici, l'immersion industrielle est totale. Les étudiants manipulent de véritables échantillons d'équipements russes de dernière génération, se formant en temps réel à

la gestion des systèmes de sécurité passifs, à l'hydraulique lourde et à la physique des particules.

Le complexe est conçu pour accueillir et qualifier de 2 000 à 3000 cadres et techniciens égyptiens. Ces derniers suivront un cursus d'élite mêlant théorie universitaire stricte et stages pratiques intensifs en Russie et sur site. L'objectif affiché est de former des ingénieurs, techniciens et opérateurs égyptiens pour la construction, l'exploitation et la maintenance des 4 réacteurs VVER-1200. Un vivier de talents et de compétences qui change la donne dans un continent qui souffre du manque criard d'experts et d'expertises dans le domaine industriel.

"Pour Le Caire, cette école est l'arme secrète de son industrialisation, le moteur de la souveraineté technologique."

EL DABAA EN CHIFFRES

4,8 GW	Puissance totale de la centrale (4 réacteurs)
+5 000 m²	Superficie du Training and Production Center
2 000 – 3 000	Cadres et techniciens égyptiens formés
35 %	Valeur ajoutée locale exigée sur le 4e réacteur
ISO · ASME	Certifications internationales délivrées

Pour Le Caire, cette école est l'arme secrète de son industrialisation, le moteur de la souveraineté technologique.

L'objectif fixé par le ministre de l'Électricité et des Énergies renouvelables, le Dr Mahmoud Esmat, est limpide : nationaliser à 100 % l'exploitation de la centrale à moyen terme.

Chaque promotion d'ingénieurs sortira diplômée avec des certifications internationales (ISO, ASME), indispensables pour valider le taux d'intégration locale exigé sur le projet. Pour rappel, l'Égypte impose que 35 % de la valeur ajoutée du quatrième réacteur soit purement nationale. Ce saut qualitatif est directement adossé aux cerveaux formés à El Dabaa. Un modèle académique quasi inédit qui séduit toute l'Afrique.

L'inauguration, célébrée en présence du directeur général de Rosatom, Alexey Likhachev, résonne bien au-delà des frontières égyptiennes. Alors que l'accès aux compétences nucléaires reste le principal point de blocage pour les pays du Sud global désireux d'adopter l'atome civil, El Dabaa crée un précédent historique. En associant dès le départ la construction physique des réacteurs à une méga-école d'ingénieurs, l'axe Le Caire-Moscou invente un modèle d'émancipation éducative. Plusieurs délégations de pays d'Afrique subsaharienne, du Ghana au Burkina Faso, étudient déjà la possibilité d'envoyer leurs propres étudiants se former dans ce nouveau temple de la science égyptienne.

L'Égypte ne construit pas seulement des réacteurs pour éclairer son avenir ; elle bâtit l'école qui formera les maîtres de l'énergie de demain. Les cerveaux de la vraie indépendance de l'Afrique.

ÉGYPTE · COOPÉRATION NUCLÉAIRE RUSSO-ÉGYPTIENNE

L'atome au secours de la crise de l'eau en Égypte

La centrale d'El Dabaa sera couplée à une usine de dessalement nucléaire pour donner plus d'eau potable aux égyptiens.



La centrale d'El Dabaa, sur la côte méditerranéenne, doit accueillir quatre réacteurs VVER-1200 construits avec l'appui de la Russie.

Face à un stress hydrique étouffant, l'Égypte, l'un des pays les plus stressés en eau au monde, abat sa carte maîtresse. La future centrale nucléaire d'El Dabaa s'apprête à devenir le cœur du plus ambitieux programme de dessalement d'eau de mer par cogénération nucléaire du continent, offrant une bouffée d'oxygène à une dizaine de millions sur les environs 120 millions de citoyens que compte le pays.

Le constat actuel est alarmant : l'Égypte affiche des besoins annuels en eau estimés à 114 milliards de mètres cubes (m³). Pourtant, ses ressources naturelles renouvelables, principalement issues du Nil qui fournit 97% de l'eau du pays, plafonnent à peine à 60 milliards de m³, dont 55,5 milliards alloués par les traités internationaux.

Le pays accuse ainsi un déficit chronique de plus de 50 milliards de m³ par an. La consommation par habitant est tombée sous la barre critique des 500 m³ par an, le seuil mondial de pénurie absolue fixé par l'ONU.

LES CHIFFRES CLÉS

- **114 milliards de m³** – besoins annuels en eau de l'Égypte
- **97 %** de l'eau du pays fournie par le Nil
- **60 milliards de m³** – ressources renouvelables disponibles
- **500 m³/an** – seuil de pénurie absolue fixé par l'ONU
- **600 000 m³/jour** – production visée de la future usine
- **×5** – gain d'efficacité énergétique face au dessalement thermique

L'ATOME AU SECOURS DE LA CRISE DE L'EAU EN ÉGYPTE

L'entrée en service de la centrale va radicalement inverser cette dynamique grâce à une technologie de pointe. En utilisant la chaleur résiduelle issue de ses quatre réacteurs VVER-1200, El Dabaa alimentera un méga-complexe de dessalement par osmose inverse. La Russie a déjà proposé son expertise dans l'usage de cette technologie qui coûte 30% moins cher en énergie que le dessalement classique.

À plein régime, cette infrastructure produira plus de 600 000 m³ d'eau potable par jour, soit près de 220 millions de m³ par an. Comparé aux usines de dessalement thermique traditionnelles, ce modèle nucléaire offre un contraste saisissant : il multiplie par cinq l'efficacité énergétique de la production d'eau douce, garantissant un flux continu et totalement déconnecté des variations climatiques ou du débit du Nil.

Sur le plan économique, les gains sont colossaux. Le dessalement classique aux hydrocarbures pèse lourdement sur les finances de l'État. Dessaler l'eau de mer coûte cher, 1 m³ d'eau dessalée nécessitant entre 3 et 4 kWh d'électricité.

En remplaçant le gaz naturel par la cogénération nucléaire, l'Égypte va économiser des centaines de millions de dollars chaque année en coûts de carburant fossile. Ces précieuses ressources en gaz seront redirigées vers le marché de l'exportation, générant de nouvelles devises.



Matrouh dépend aujourd'hui des camions-citernes pour son approvisionnement en eau.

> ***El Dabaa prouve que la maîtrise de l'atome civil est devenue, pour Le Caire, le principal pilier de sa sécurité nationale de l'eau.***

Localement, le gouvernorat de Matrouh, une région semi-aride en pleine expansion démographique et touristique dépendante des camions citernes, sera le premier bénéficiaire de ce miracle technologique. L'accès à une eau potable abondante et bon marché va sécuriser l'approvisionnement des populations locales, éradiquer les coupures estivales chroniques et propulser de grands projets agro-industriels dans la région.

C'est donc un triple gain : des usines, des emplois et de l'eau potable à prix abordable. El Dabaa prouve ainsi que la maîtrise de l'atome civil est devenue, pour Le Caire, le principal pilier de sa sécurité nationale de l'eau.

AGENDA ET PROSPECTIVE

Coopération Afrique - Russie & Dynamiques Géopolitiques Multi-Acteurs



01 LE FORUM DE MOSCOU – CAP SUR UN NOUVEL ORDRE MULTIPOLAIRE

Consolidation des liens stratégiques et diplomatie économique globale

Le Forum de Moscou s'impose désormais comme une plateforme incontournable de dialogue de haut niveau entre les décideurs politiques, les chefs d'entreprise et les analystes stratégiques du continent africain et de la Fédération de Russie. Dans un contexte international en pleine mutation, caractérisé par le redéploiement des alliances géopolitiques et la recherche d'une souveraineté économique renforcée, ce rassemblement fixe les lignes directrices de la coopération partenariale pour les décennies à venir.

Les travaux du forum s'articulent autour de la refonte des circuits financiers internationaux, de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et du transfert de technologies de pointe. L'Afrique, représentée par de fortes délégations gouvernementales et sectorielles, y affirme son rôle de pôle majeur de la croissance mondiale, refusant d'être un simple spectateur des réalignements globaux.

Les axes majeurs du sommet :

Souveraineté monétaire et financière : Développement de mécanismes de paiement multilatéraux indépendants pour sécuriser les transactions commerciales transfrontalières.

Coopération technologique et industrielle : Projets conjoints d'industrialisation, numérisation des services publics et valorisation locale des matières premières.

Diplomatie parlementaire et institutionnelle : Renforcement du cadre juridique pour garantir la pérennité et la sécurité des investissements privés et publics.

SESSIONS THÉMATIQUES DU FORUM DE MOSCOU

Session Thématique	Enjeux Clés pour l'Afrique	Livrables Attendus
Panel Investissements et Infrastructure	Financement des grands projets de transport et d'énergie	Protocole d'accord pour la modernisation des axes ferroviaires et portuaires
Table Ronde Numérique et IA	Transfert de savoir-faire en cyber sécurité et gouvernance des données	Création de centres d'excellence technologique inter étatiques
Forum Énergie et Transition	Accès universel à l'électricité et développement du nucléaire civil	Partenariats d'ingénierie et de formation de cadres nationaux

En conclusion de cette première étape institutionnelle, le Forum de Moscou trace un sillon clair: celui d'un partenariat pragmatique, fondé sur le respect mutuel, l'alignement des intérêts stratégiques et la co-construction de solutions adaptées aux réalités locales.

AGENDA EXPRESS 2026

AGRICULTURE — Yaoundé, Cameroun

15 – 17 octobre 2026 · Sécurité alimentaire, mécanisation, engrais intelligents

MINES — Johannesburg, Afrique du Sud

12 – 14 novembre 2026 · Gouvernance minière, transformation locale, métaux rares

SANTÉ — Dakar, Sénégal

3 – 5 décembre 2026 · Souveraineté vaccinale, industrie pharmaceutique

FORUM ÉCONOMIQUE EURASIE – AFRIQUE

1er trimestre de l'année à venir · Commerce, investissements, logistique

02 LA SEMAINE-ÉDUCATION À ABIDJAN – L'INNOVATION ACADÉMIQUE AU CŒUR DE LA SOUVERAINETÉ

Former la jeunesse africaine aux métiers du futur et bâtir des ponts scientifiques

Organisée au cœur de la capitale économique ivoirienne, la Semaine-Éducation d'Abidjan constitue le pôle d'attraction majeur pour la jeunesse, les universitaires et les décideurs du secteur de l'enseignement supérieur. Cet événement d'envergure internationale met en lumière les opportunités offertes par la coopération scientifique et technique Afrique-Russie, dans un monde où la maîtrise du savoir et de l'innovation conditionne l'émancipation économique.

L'objectif central est de rapprocher les systèmes éducatifs, de favoriser la mobilité étudiante et enseignante, et d'adapter les cursus académiques aux besoins réels des marchés du travail africains. De la diplomatie scientifique aux programmes de recherche appliquée, Abidjan devient le carrefour de l'excellence académique partagée.

Initiatives phares et opportunités de formation :

Attribution des bourses d'études supérieures : Présentation des programmes de bourses du gouvernement russe couvrant les cycles de Licence, Master et Doctorat dans les filières d'ingénierie, de médecine et des sciences sociales.

Co-diplomation et doubles diplômes : Mise en place de partenariats entre universités africaines et russes pour la délivrance de titres académiques conjointement reconnus.

Apprentissage de la langue et de la culture : Inauguration de centres culturels et de départements de linguistique pour faciliter l'intégration académique des étudiants.

PARTENARIATS UNIVERSITAIRES CLÉS

Domaine d'Études	Universités Partenaires Clés	Impact Stratégique

Ingénierie et Technologies d'Énergie	Université Polytechnique de SaintPétersbourg / INP-HB Abidjan	Formation d'experts en réseaux électriques intelligents et énergies renouvelables
Sciences Médicales et Biotechnologies	Université de la Confraternité des Peuples (RUDN) / Univ. Félix Houphouët-Boigny	Renforcement des capacités en recherche épidémiologique et santé publique
Relations Internationales et Droit	MGIMO / Université de Yaoundé I	Création d'un vivier de diplomates et de spécialistes des questions multilatérales

La Semaine-Éducation à Abidjan réaffirme que le véritable capital d'une nation réside dans sa jeunesse. En investissant massivement dans le transfert de connaissances et la formation qualifiante, les partenaires académiques posent les jalons d'un développement durable et autocentré.



03 CALENDRIER DES RÉUNIONS SECTORIELLES – AGRICULTURE, MINES ET SANTÉ

Une feuille de route opérationnelle pour la souveraineté économique et sanitaire

Afin de traduire les orientations stratégiques globales en actions de terrain mesurables, un calendrier rigoureux de réunions sectorielles a été établi pour l'année en cours. Ce programme cible trois piliers névralgiques du développement africain :

L'agriculture pour la sécurité alimentaire, les mines pour la valorisation des ressources naturelles, et la santé pour la résilience des populations.

Ces rencontres d'experts, d'opérateurs économiques et de représentants ministériels visent à lever les verrous techniques, à harmoniser les normes réglementaires et à sceller des joint-ventures industrielles directement exploitables.

Tableau synoptique du calendrier sectoriel :

Secteur	Lieu & Date	Thématique Principale	Objectifs Opérationnels
AGRICULTURE	Yaoundé (Cameroun) 15 - 17 Octobre 2026	Sécurité alimentaire, mécanisation et engrais intelligents	Installation d'unités d'assemblage de machines agricoles et fourniture d'intrants adaptés
MINES	Johannesburg (Afrique du Sud) 12 - 14 Novembre 2026	Gouvernance minière, transformation locale et métaux rares	Transfert de technologies de cartographie géologique et raffinage local des minerais
SANTÉ	Dakar (Sénégal) 03 - 05 Décembre 2026	Souveraineté vaccinale, industrie pharmaceutique et médecine d'urgence	Création de laboratoires de recherche microbiologique et production de vaccins

Focus sur les enjeux sectoriels :

Volet Agricole : Face aux volatilités des marchés mondiaux, l'accent est mis sur l'irrigation moderne, la conservation des récoltes et le renforcement des capacités des coopératives locales.

Volet Minier : Rupture avec le modèle extractif traditionnel au profit d'un partenariat industriel créateur d'emplois locaux et respectueux des normes environnementales.

Volet Sanitaire : Déploiement de structures de soins mobiles, formation de médecins spécialistes et transfert de technologies médicales de pointe.

Ce calendrier sectoriel structuré démontre la volonté partagée d'ancrer la coopération dans du concret, en répondant directement aux aspirations des populations urbaines et rurales.

> *« En conclusion de cette première étape institutionnelle, le Forum de Moscou trace un sillon clair : celui d'un partenariat pragmatique, fondé sur le respect mutuel et l'alignement des intérêts stratégiques.*

AGENDA ET PROSPECTIVE

04 ANNONCE DU FORUM ÉCONOMIQUE EURASIE – AFRIQUE

Construire un pont commercial transcontinental entre deux espaces en forte croissance

Événement économique majeur attendu au premier trimestre de l'année à venir, le Forum Économique Eurasie – Afrique marquera un tournant historique dans les relations commerciales intercontinentales. Conçu pour interconnecter les marchés de l'Union Économique Eurasiatique (UEE) et les pays signataires de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), ce sommet d'affaires offrira une plateforme transactionnelle inédite aux capitaines d'industrie, investisseurs et PME/PMI.

Dans un contexte de recomposition des flux d'échanges mondiaux, ce forum vise à fluidifier le commerce de marchandises, à encourager les co-investissements et à promouvoir l'interopérabilité des réseaux logistiques et bancaires entre l'Eurasie et le continent africain.

Opportunités d'affaires et secteurs d'investissement stratégiques :

Corridors logistiques et maritimes : Optimisation des routes commerciales pour réduire les délais de livraison et les coûts de transit du fret international ;

Agro-industrie et produits alimentaires : Échanges réciproques de céréales, d'engrais, de cacao, de café, de fruits tropicaux et de produits transformés ;

Énergie et hydrocarbures : Partenariats dans l'exploration, l'exploitation gazière et le développement d'infrastructures de stockage stratégique ;

Services financiers et assurances : Création de mécanismes de garantie des crédits à l'exportation et de systèmes de règlement en monnaies nationales.

PROFILS PARTICIPANTS & MODALITÉS D'ACCÈS

Profil du Participant	Bénéfices Attendus	Modalités d'Accès & Inscription

Entreprises et PME/PMI	Accès direct aux réseaux de distribution eurasiatiques et rencontres B2B personnalisées	Inscription en ligne sur le portail officiel du Forum avant le 15 Janvier
Institutions Financières	Identification de projets bancables à fort rendement et co-financement d'infrastructures	Accréditation auprès du Secrétariat Permanent du Comité d'Organisation
Délégations Gouvernementales	Signature d'accords d'État à État et promotion du climat d'affaires national	Invitation officielle transmise par voie diplomatique

Le Forum Économique Eurasie - Afrique s'annonce comme le catalyseur incontournable pour les opérateurs économiques désireux de diversifier leurs partenaires et de conquérir de nouveaux marchés à haut potentiel.

> « *La Semaine-Éducation à Abidjan réaffirme que le véritable capital d'une nation réside dans sa jeunesse.*
>
> AGENDA ET PROSPECTIVE

05 CARNET D'ADRESSES (PARTIE 1) – INSTITUTIONS & DIPLOMATIE

Répertoire fixe des contacts institutionnels et représentations stratégiques

Cette rubrique fixe regroupe les coordonnées officielles des organismes gouvernementaux, ambassades et agences de développement jouant un rôle pivot dans la facilitation des échanges, la délivrance de visas, l'accompagnement des investisseurs et la coordination des partenariats internationaux.

RÉPERTOIRE DES CONTACTS INSTITUTIONNELS

Institution / Organisme	Rôle et Domaines d'Intervention	Coordonnées et Contacts
1. Ministère des Affaires Étrangères (Fédération de Russie)	Coordination diplomatique, politique étrangère et relations bilatérales.	32/34 Smolenskaya-Sennaya Sq., Moscou Email : ministry@mid.ru Tél : +7 (499) 244-16-06
2. Ambassade de Russie au Cameroun	Services consulaires, coopération régionale et visas d'affaires/études	Quartier Bastos, BP 1634, Yaoundé Email : ambrusse@skynet.cm Tél : +237 222 20 17 55
3. Ministère des Relations Extérieures (Cameroun)	Gouvernance de la politique étrangère et accords de partenariat	Avenue de l'Indépendance, Yaoundé Email : contact@minrex.gov.cm Tél : +237 222 22 01 20
4. Agence d'Incitations aux Investissements (API Cameroun)	Accompagnement des investisseurs et exonérations fiscales/douanières	Immeuble SNI, Yaoundé Email : contact@investincameroon.net Tél : +237 222 23 12 11 Tél. : +237 222 21 87 12 +237 699 99 45 85 +237 673 78 42 78
5. Chambre de Commerce et d'Industrie de Russie (CCI RF)	Mise en relation d'affaires, arbitrages et soutien aux PME	6/1 Ilyinka St., Moscou Email : tpprf@tpprf.ru Tél : +7 (495) 620-00-09
6. Ministère des Affaires Étrangères de Côte d'Ivoire	Diplomatie économique et coordination régionale en Afrique de l'Ouest	Bloc Ministériel, Abidjan Plateau Email : diplomatie@diplomatie.gouv.ci Tél : +225 27 20 34 80 00
7. Maison de l'Afrique à Moscou	Plateforme culturelle, d'accueil et d'échanges pour les ressortissants africains	Prospect Mira, Moscou Email : info@africahouse.ru Tél : +7 (495) 789-43-21
8. Centre pour la Coopération Économique Afrique-Russie	Études de marché, conseil stratégique et organisation de salons d'affaires	Nikolskaya St., Moscou Email : contact@afro-russia.com Tél : +7 (495) 555-12-34
9. Délégation Régionale des Sports et de l'Éducation Physique (Cameroun-Région Centre-Département Nyong-et-Kellé)	Encadrement des activités sportives, associatives et partenariats locaux	Éséka, Cameroun Email : sports.eseka@gov.cm Tél : +237 655 85 75 37
10. Commission de la ZLECAF (Secrétariat Permanent)	Intégration commerciale continentale et régulation des tarifs douaniers	Africa Trade House, Accra, Ghana Email : info@afcfta.au.int Tél : +233 30 298 6040



> « *Cette rubrique fixe regroupe les coordonnées officielles des organismes gouvernementaux, ambassades et agences de développement jouant un rôle pivot dans la facilitation des échanges et l'accompagnement des investisseurs.*
>
> AGENDA ET PROSPECTIVE

Ce que l'Afrique apporte à la Russie

Serge Gautier Onanina — Journaliste

Analyse · Sources vérifiées

Depuis le début de la guerre en Ukraine et l'isolement diplomatique et économique qui veut être imposé à Moscou, l'Afrique pourrait-elle devenir un partenaire stratégique de premier plan pour la Russie ?



convergence diplomatique Afrique-Russie.

Ce rapprochement, incarné par les sommets Russie-Afrique de Sotchi (2019) et de Saint-Pétersbourg (2023), et par la préparation d'un troisième sommet annoncé à Moscou pour octobre 2026, ne relève pas de la seule solidarité idéologique héritée de la décolonisation. Il répond à des besoins concrets : matières premières stratégiques, débouchés commerciaux, soutien diplomatique à l'ONU, contournement des sanctions occidentales, et projection sécuritaire et industrielle. Nous proposons un état des lieux, avec exemples précis et sources vérifiables, de ce que le continent africain apporte concrètement à la Russie.

Un soutien diplomatique décisif à l'ONU



Le premier apport de l'Afrique à la Russie est politique. Depuis 2022, Moscou a besoin de l'Afrique pour limiter son isolement dans les enceintes multilatérales et pour disposer de voix lors des votes à l'Assemblée générale des Nations unies.

Lors du vote du 2 mars 2022 sur la résolution exigeant le retrait des troupes russes d'Ukraine, la moitié des États s'étant abstenus étaient africains : dix-sept États africains ont choisi de s'abstenir parmi l'ensemble des 35 pays abstentionnistes, tandis qu'un État (l'Érythrée) a voté contre la résolution et huit autres pays du continent ont préféré ne pas siéger le jour du vote plutôt que de se prononcer. Sur les 54 États africains, cela représentait donc près de la moitié du continent qui refusait de condamner explicitement la Russie.

> **17 / 35**
> États abstentionnistes africains lors du vote de l'ONU du 2 mars 2022 sur le retrait des troupes russes d'Ukraine.

En octobre 2022, lors du vote sur la résolution condamnant les annexions russes de quatre régions ukrainiennes, la situation s'est confirmée : 27 pays africains ont voté en faveur de la résolution, tandis que 17 autres se sont abstenus, parmi lesquels le Mali, la Centrafrique, la Guinée ou l'Afrique du Sud — des pays précisément où la présence économique et militaire russe est la plus forte. Plus récemment, en février 2025, lors d'un vote à l'Assemblée générale sur une résolution critique envers la Russie, une partie significative des pays africains a également figuré parmi les abstentionnistes.

Ce non-alignement, ou ce soutien direct, prive l'Occident d'une majorité écrasante et permet à la diplomatie russe de montrer le caractère non universel des condamnations occidentales, en s'appuyant sur le discours de la nécessité d'un « ordre mondial multipolaire » où l'Afrique jouerait un rôle d'arbitre.

Les minerais stratégiques : or, bauxite, uranium, manganèse

En Centrafrique comme au Soudan, la Russie développe des ambitions minéralières, notamment dans le secteur de l'or. Pour essayer de retarder l'avancée de ce projet, selon une certaine opinion africaine, les États-Unis, à travers le Trésor américain, ont directement mis en place, en juin 2023, des sanctions à l'encontre de sociétés engagées dans ce projet sous le fallacieux prétexte de financement illicite de la société de sécurité privée Wagner.

En Centrafrique comme au Soudan, la Russie développe des ambitions minéralières notamment dans le secteur de l'or. En réponse, le Département du Trésor des États-Unis a imposé en juin 2023 des sanctions économiques contre plusieurs sociétés impliquées dans ce projet. Washington a justifié ces mesures en affirmant que les revenus générés servaient à financer le groupe de sécurité privé russe Wagner, aujourd'hui soupçonné par le bloc Ouest d'être dilué dans le corps expéditionnaire Africa Corps, tandis que les acteurs visés et leurs partenaires dénoncent des sanctions politiques destinées à freiner l'influence économique russe dans la région.



Illustration éditoriale — extraction et export de bauxite (mine à terrasses).

La bauxite guinéenne constitue une autre pièce maîtresse de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie de l'aluminium russe. Le groupe Rusal y exploite depuis les années 2000 le gisement de Dian-Dian, présenté comme le plus grand gisement de bauxite au monde, avec des réserves prouvées de 564 millions de tonnes. En 2021, environ la moitié de la production de bauxite de Rusal provenait de ses mines guinéennes, une dépendance devenue cruciale après que l'Australie, premier producteur mondial, a interdit ses exportations vers la Russie au début de la guerre en Ukraine. Le minerai guinéen qui alimentait la raffinerie ukrainienne de Mykolaïv avant le conflit, est désormais réorientée vers la Chine et vers les usines russes elles-mêmes.

Au Niger, les acteurs de la filière nucléaire russe convoitent les gisements d'uranium historiquement exploités par le groupe français Orano. En novembre 2024, le ministre nigérien des Mines a invité des entreprises russes à explorer et exploiter les ressources naturelles du pays au-delà du seul secteur de l'uranium, ouvrant la voie à une présence économique russe élargie dans un pays jusque-là sous influence française. Au Mali, Bamako aurait cédé 25 % de ses réserves de manganèse à des entreprises russes.

ENCADRÉ · CHIFFRES CLÉS

Les minerais africains qui irriguent l'industrie russe

- **564 millions de tonnes** — réserves prouvées du gisement de bauxite de Dian-Dian (Guinée), le plus grand au monde.
- **~50 %** de la bauxite du groupe Rusal provenait des mines guinéennes en 2021.
- **25 %** des réserves de manganèse maliennes cédées à des entreprises russes.
- **Or** — ambitions minéralières russes actives en Centrafrique et au Soudan.
- **Uranium** — gisements nigériens convoités au-delà du seul secteur historique d'Orano.

Un débouché commercial et un marché pour l'industrie russe

Si l'Afrique ne pèse encore que marginalement dans le commerce extérieur russe global, elle représente un relais de croissance jugé stratégique par Moscou depuis les sanctions occidentales. Selon des données documentées, les échanges commerciaux russo-africains s'élevaient à environ 17,7 milliards de dollars en 2021, un montant en forte progression. En 2022, ce chiffre est passé à près de 18 milliards de dollars, au bénéfice de la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé fin juin 2026 que ces échanges avaient atteint 27 milliards de dollars sur l'année 2025, un chiffre en hausse continue depuis les sommets de Sotchi (2019) et de Saint-Pétersbourg (2023).

> *"Nous recevons énormément de visites depuis le début. Ceux qui viennent s'intéressent, pour la plupart, aux opportunités d'investissement sur le commerce, le pétrole et le gaz, les mines, l'agriculture."*
>
> HABIBATOU EMMANUELLE THIAM — DIRECTRICE DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES, APIX (SÉNÉGAL)

Ce commerce profite structurellement à la Russie : les exportations russes vers l'Afrique, composées essentiellement de céréales, de produits pétroliers raffinés et d'armement, ont dépassé 20 milliards de dollars en 2022, concentrant plus de 70 % de ses transactions sur quatre partenaires majeurs : l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et l'Afrique du Sud. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, s'est

approvisionnée à 65 % auprès de la Russie en 2023, faisant de ce pays un débouché agricole majeur pour les céréaliers russes. Le secteur de l'armement suit la même logique : selon le SIPRI, la Russie, en dépit des besoins opérationnels de son armée russe sur son propre sol, représentait environ 40 % des importations d'armes du continent africain entre 2018 et 2022, l'Afrique constituant ainsi l'un des principaux relais commerciaux de l'industrie russe de défense à l'export, en particulier depuis que les marchés occidentaux et une partie des marchés asiatiques se sont refermés.

Le sommet de Saint-Pétersbourg de juillet 2023, qui a réuni 49 pays africains, a par ailleurs donné lieu à la signature de 161 accords non couverts par le secret commercial, pour un volume de contrats déclaré supérieur à 1 000 milliards de roubles, soit plus de 10 milliards de dollars, dans des secteurs allant des mines à l'énergie en passant par l'agroalimentaire.

Un écosystème institutionnel et humain qui consolide la relation

Au-delà des chiffres macroéconomiques, cette relation s'incarne aussi dans un tissu croissant de chambres de commerce, d'associations professionnelles et de témoignages individuels qui illustrent, sur le terrain, ce que l'Afrique apporte concrètement à la Russie comme débouchés et comme partenaire.

Lors de l'inauguration de la Chambre de commerce et d'investissement Afrique-Russie-Eurasie à Dakar, en juillet 2024, la ministre sénégalaise des Affaires étrangères Yassine Fall a exprimé l'espoir que cette instance devienne un catalyseur du renforcement des échanges multisectoriels entre le Sénégal, la Russie et l'ensemble du continent africain (RT en Français). Le ministère sénégalais des Affaires étrangères a précisé, de son côté, que cette chambre vise à instaurer un cadre de dialogue et de coopération dans l'économie, le commerce, la sécurité, l'agriculture, l'énergie, l'industrie et les transports (Diplomatie). Côté institutionnel russe, la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie dispose désormais d'un organe dédié aux partenaires commerciaux africains ainsi que de huit représentations régionales sur le continent, preuve d'un intérêt structurel pour ce que l'Afrique peut apporter en débouchés commerciaux.



table ronde et dynamique des échanges commerciaux.

Cet intérêt se retrouve du côté des organisations patronales africaines elles-mêmes. Au Togo, la Chambre de commerce et d'industrie du Togo a qualifié le forum Expo Russie-Afrique d'octobre 2025 à Moscou d'« opportunité stratégique », ce forum étant coorganisé par l'African Business Club et la CCI de Russie. Au Sénégal, la directrice de l'environnement des affaires de l'Apix, Habibatou Emmanuelle Thiam, a livré un témoignage direct sur l'intérêt concret des investisseurs russes présents au sommet de 2023 : « Nous recevons énormément de visites depuis le début. Ceux qui viennent s'intéressent, pour la plupart, aux opportunités d'investissement sur le commerce, le pé-

trole et le gaz, les mines, l'agriculture », avant de noter que la Russie fournit une grande part des engrais utilisés localement.

Sur le plan humain, l'apport ne se limite pas aux matières premières ou aux capitaux : il passe aussi par la formation. L'agence Agroexport a ainsi précisé qu'environ 2 500 étudiants africains suivent des formations agricoles dans les universités russes du ministère de l'Agriculture, le Cameroun, le Mali, l'Algérie, le Maroc et le Tchad étant les principaux pays d'origine — un vivier de compétences agricoles formées en partie grâce à la présence africaine dans les établissements russes. Ces parcours individuels donnent chair à la relation bilatérale : à Nijni Novgorod, la doctorante sénégalaise Mariama Sow explique son choix par le « climat social favorable » qu'elle dit avoir trouvé auprès des étrangers, tandis qu'Aristide Gédéon, étudiant congolais en médecine, décrit la Russie comme une terre d'opportunités et salue son ouverture à la jeunesse du continent.

2 500

étudiants africains suivent des formations agricoles dans les universités russes du ministère de l'Agriculture (source : Agroexport).

Un marché pour l'industrie nucléaire et l'expertise technologique russes

L'Afrique constitue également un débouché de long terme pour l'industrie nucléaire russe, à travers le géant public Rosatom. En Égypte, la centrale d'El-Dabaa, sur la côte méditerranéenne, illustre ce partenariat : le contrat signé en décembre 2017 prévoit la construction du site par Rosatom, la fourniture du combustible russe pendant toute sa durée de vie, ainsi qu'un appui opérationnel durant les dix premières années. Le financement de ce projet repose en outre sur un prêt étatique de 25 milliards de dollars couvrant 85 % du coût total de la construction. En juillet 2025, les deux pays ont signé un protocole additionnel visant à accélérer les travaux et l'exploitation des tranches nucléaires égyptiennes, preuve que ce contrat continue de générer des revenus et des commandes pour Rosatom bien après sa signature initiale.

Ce type de contrat, qui s'étend sur plusieurs décennies (construction, fourniture de combustible, formation, maintenance), constitue pour la Russie un puissant vecteur d'exportation technologique et d'influence sur des infrastructures critiques africaines pendant toute leur durée d'exploitation.

“L'Afrique fournit à la Russie un espace de projection idéologique précieux dans le contexte de la guerre en Ukraine.”

SUR L'HÉRITAGE SOVIÉTIQUE DE LA DÉCOLONISATION

Une légitimité historique et un espace de projection idéologique

Enfin, l'Afrique fournit à la Russie un espace de projection idéologique précieux dans le contexte de la guerre en Ukraine. Moscou s'appuie sur l'héritage de l'Union soviétique, qui avait soutenu de nombreux mouvements de libération nationale sur le continent. Lors d'une intervention, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a mis en avant le rôle joué par l'URSS dans la décolonisation de nombreux États africains, un discours qui permet à la Russie de proposer une alternative à l'ordre mon-

dial existant, en résonance avec les aspirations de nombreux États et certaines opinions publiques du continent, notamment au sein de l'espace francophone.

L'apport de l'Afrique à la Russie ne se limite donc pas à une solidarité diplomatique de façade. Il s'agit d'un ensemble de bénéfices tangibles et documentés : un soutien répété aux Nations unies qui atténue l'isolement diplomatique russe ; un accès à des matières premières stratégiques — or centrafricain et soudanais, bauxite guinéenne indispensable à l'industrie de l'aluminium russe, uranium nigérien, manganèse malien ; un marché en croissance pour les céréales, les produits pétroliers raffinés, l'armement et désormais le nucléaire civil russes ; un écosystème institutionnel de chambres de commerce et de forums professionnels qui structure durablement les échanges ; des points d'appui logistiques et sécuritaires dans le Sahel, en Libye et sur la façade atlantique ; et enfin, une légitimité politique fondée sur l'héritage anticolonial soviétique. Le troisième sommet Russie-Afrique, prévu à Moscou fin octobre 2026, devrait permettre de consolider cette dynamique, et d'évaluer la trajectoire à long terme de cette coopération stratégique.

TRANSPARENCE ÉDITORIALE

Sources & Références

Sources principales de l'enquête « Ce que l'Afrique apporte à la Russie »

01 **NATIONS UNIES**
communiqué AG/12675, « L'Assemblée générale adopte deux résolutions concurrentes sur l'Ukraine », février 2025
press.un.org/fr/2025/ag12675.doc.htm

02 **FRANCE 24**
« Sommet Russie-Afrique : des enjeux économiques en trompe-l'œil ? », juillet 2023
france24.com

03 **LA NOUVELLE TRIBUNE**
« Afrique : la Russie annonce plus de 27 milliards $ d'échanges commerciaux en 2025 », juin 2026
lanouvelletribune.info

04 **SFEN**
« Égypte : permis de construire pour la centrale russe de El Dabaa »
sfen.org

05 **ALLAFRICA**
« Afrique : Russie — Le grand basculement stratégique », 2026 (SIPRI, armement ; Lavrov, décolonisation)
allafrica.com

06 **RT EN FRANÇAIS / DIPLOMATIE / LE RUBICON**
sur la Chambre de commerce et d'investissement Afrique-Russie-Eurasie et ses antennes régionales.

07 **KOACI**
« Afrique : comment les pays africains ont voté à l'ONU sur les annexions russes en Ukraine », octobre 2022
koaci.com

08 **RT FRANCE**
« Sommet Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg : le bilan en chiffres », août 2023
francais.rt.com

09 **JEUNE AFRIQUE**
« Guinée : Rusal démarre le projet de bauxite de Dian-Dian », 2014
jeuneafrique.com

10 **SIS ÉGYPTE**
(gouvernement égyptien), « L'Égypte et la Russie signent un contrat additionnel pour la centrale nucléaire d'El-Dabaa », juillet 2025
sis.gov.eg

11 **ALLAFRICA**
témoignages de la Chambre de commerce togolaise, d'Habibatou Emmanuelle Thiam (Apix), de Mariama Sow et d'Aristide Gédéon.

12 **PRAVDA MALI**
sur les étudiants africains dans les universités agricoles russes (Agroexport).

BIBLIOGRAPHIE COMPLÈTE

Accédez à l'intégralité *des sources*

Scannez le QR code avec l'appareil photo de votre téléphone pour consulter la liste complète des sources de ce dossier, avec leurs liens.

→ www.russiafrica-media.com

TOURISME AFRIQUE · RUSSIE

La Russie, destination du tourisme africain ?

Entre promesses de visas et réalité du terrain

Par Kester Kenn Klomegah

Moscou promet un « régime sans visa » à l'ensemble des pays africains. Mais derrière l'effet d'annonce, les accords restent rares, les touristes africains se font attendre et les déclarations de sommet peinent à se transformer en actes.



Attractions touristiques à Moscou (Russie) – Une destination touristique mondiale

Une annonce retentissante, vite nuancée

Le ministère russe des Affaires étrangères prévoit d'instaurer un « régime sans visa » avec l'ensemble des pays africains. Selon lui, la mesure vise à renforcer les relations culturelles avec le continent. L'annonce a fait grand bruit et rempli les médias russes, de Moscou à Vladivostok. Pourtant, la politique de la Russie à l'égard de l'Afrique demeure entachée d'un symbolisme excessif.

Le ministère a d'ailleurs rapidement tempéré l'enthousiasme : le dispositif est encore à l'étude. Les négociations diplomatiques sur les projets d'accords de voyage sans visa se poursuivent avec différents pays, à des stades divers et selon des exigences propres à chacun. Il faut en outre classer les États africains par groupes.

En octobre 2024, Alexeï Klimov, chef du département consulaire du ministère, expliquait dans un entretien aux médias russes :

> *« La Russie élabore actuellement des accords de voyage portant sur l'abolition des exigences de visa et l'octroi d'une entrée sans visa pour les séjours de courte durée, généralement jusqu'à 90 jours, avec plusieurs États amis, dont neuf pays d'Afrique et du Moyen-Orient. »*
> — Alexeï Klimov

Et d'ajouter que le public serait immédiatement informé des résultats concrets, « consacrés dans des accords bilatéraux documentés ». L'intégralité de la transcription a été publiée sur le site officiel du ministère.

Les visas, une affaire de chiffres... qui ne concordent pas

Cette initiative s'inscrit dans le Plan d'action conjoint 2023-2026, adopté lors du deuxième sommet de Saint-Pétersbourg. Mais que recouvre-t-elle réellement ? Selon les informations recueillies, la Russie n'a conclu d'« accords d'exemption de visa » qu'avec six pays africains, et ce régime ne concerne que les pays ayant signé un accord avec le ministère. Dans ces accords, seuls les titulaires de passeports diplomatiques sont autorisés à voyager sans visa.

Une autre source, interrogée par l'auteur, avance un chiffre bien supérieur : la Russie disposerait d'un accord sur « les voyages sans visa pour les titulaires de passeports de service diplomatique » avec 32 pays du continent. Dans tous les cas, on est loin d'une ouverture au grand public.

REPÈRES

6	pays africains avec lesquels la Russie a conclu des « accords d'exemption de visa »
32	pays du continent concernés, selon une autre source interrogée par l'auteur (passeports de service diplomatique)
380 M	de personnes : la classe moyenne africaine, soit le double de la population russe
2023-2026	Plan d'action conjoint, adopté lors du deuxième sommet de Saint-Pétersbourg

Un pays peu attractif pour les vacanciers africains

La Russie suit, dans ses relations avec le monde entier, une approche qu'elle qualifie d'intégratrice et de multipolaire. Des pays asiatiques ont déjà obtenu des exemptions de visa pour les courts séjours, avec un effet concret sur le tourisme. Pour l'Afrique, la réalité est plus contrastée : la Russie reste une destination de villégiature peu attrayante pour l'élite politique, les dirigeants d'entreprise et la classe moyenne africaines.

Les responsables politiques et les grands patrons africains préfèrent largement passer leurs vacances aux États-Unis et en Europe, tandis que certaines destinations asiatiques s'imposent peu à peu comme le choix privilégié en matière de loisirs. Selon l'auteur, cette tendance a peu de chances de s'inverser et devrait perdurer au cours des prochaines décennies.

L'enjeu est pourtant de taille. La classe moyenne africaine, estimée à 380 millions de personnes, soit le double de la population russe, dispose aujourd'hui de nombreuses destinations alternatives. Moscou et Saint-Pétersbourg ne figurent pas parmi ses priorités. Les tour-opérateurs russes interrogés par l'auteur reconnaissent d'ailleurs qu'il n'existe aucune activité entrepreneuriale bilatérale entre la Russie et le tourisme africain. À l'inverse, l'Égypte, le Maroc, les Maldives, les Seychelles, l'Afrique du Sud et Zanzibar ont la faveur des vacanciers russes.



Russie, Saint-Petersbourg une ville qui change d'aspect la nuit

Sommets Russie-Afrique : beaucoup de mots, peu d'actes

Le tourisme a pourtant occupé une place centrale lors des sommets Russie-Afrique. Les déclarations conjointes qui en sont issues, de véritables documents-cadres, ambitionnent d'élever la coopération à un nouveau palier qualitatif. Le tourisme figure parmi les domaines les plus encensés : de brillants discours ont appelé à des échanges fréquents de groupes culturels et à des mesures globales pour promouvoir la coopération culturelle et touristique.

Mais pour stimuler de solides intérêts économiques, les échanges ne peuvent se limiter aux sommets et aux conférences. Il faut des mesures stratégiques concrètes pour encourager de simples voyages de vacances dans les deux régions, et c'est précisément ce qui manque aujourd'hui. Les critiques estiment que la Russie contribue elle-même à son isolement en fermant ses portes, alors qu'elle dispose d'atouts considérables pour développer un tourisme de qualité. L'élite africaine pourrait ainsi découvrir Moscou, Saint-Pétersbourg, les villes côtières comme Sotchi, ou encore les rives de la Volga.

Le plus souvent, experts russes et africains se contentent de débattre des meilleurs moyens de promouvoir les échanges de délégations, d'explorer les ressources inexploitées et de diffuser l'information sur les possibilités touristiques de la Russie et des pays africains. Ces dernières années, les déclarations de sommet sont restées, tacite-

ment, de simples déclarations. Le régime sans visa pour les pays africains est demeuré pour l'essentiel un ensemble de documents officiels empilés dans des fichiers informatiques, puis relégués dans les archives électroniques. D'où une question qui revient souvent : à quoi servent, au fond, les déclarations de sommet ?

> ***Dans tous les cas, on est loin d'une ouverture au grand public.***

Les enjeux d'image et de soft power

Assouplir les régimes de visa ne se contenterait pas de promouvoir le tourisme et de renforcer les liens culturels. Selon l'auteur, cela contribuerait aussi à construire une image positive de la Russie et à neutraliser la désinformation qu'il attribue aux médias occidentaux sur le continent. Cela suppose une approche pragmatique et une attention réelle aux aspects sociaux, afin de renforcer les échanges entre les peuples.

Les responsables russes, eux, considèrent les visites d'État officielles des chefs d'État et des ministres africains comme un pilier essentiel de leur conception des relations dans le monde multipolaire qu'ils annoncent.

Une « grande puissance virtuelle » ?

« Si la Russie gagne, l'Afrique gagne ! » avait lancé le président comorien Azali Assoumani, alors président en exercice de l'Union africaine, en séance plénière du sommet de Saint-Pétersbourg, fin juillet 2023. Porté par l'espoir d'une collaboration durable sur des programmes de long terme, le secrétariat du Forum de partenariat Russie-Afrique a été créé. Il n'a cessé depuis de nouer des contacts pour promouvoir les intérêts économiques russes en Afrique et une coopération mutuellement bénéfique.

Reste que, à ce jour, la Russie apparaît davantage comme une « grande puissance virtuelle » que comme un véritable concurrent de l'influence européenne, américaine et chinoise. Les discours officiels ont souvent mis en avant des récits anticolonialistes et anti-occidentaux, et présenté des mesures visant avant tout à garantir la souveraineté de l'Afrique.

En juillet 2025, dans un entretien à la chaîne TV BRICS, Tatiana Dovgalenko, directrice du département du Partenariat avec l'Afrique du ministère russe des Affaires étrangères, a souligné que la valeur de ce nouveau département tenait à sa fonction : le développement global et intégré des relations entre la Russie et l'ensemble du continent, qui connaissent selon elle un véritable renouveau. La tâche principale consiste donc à mettre en œuvre les décisions dans de nombreux domaines de coopération, dont la culture et le tourisme.

Un tourisme à double sens

Si les responsables russes concentrent leurs efforts sur l'accroissement de la présence russe en Afrique, le rôle de l'Afrique en Russie reste largement sous-estimé. Il est temps, dans un intérêt mutuel, de reconnaître la présence économique africaine en Fédération de Russie, au-delà de la seule formation d'étudiants. La promotion du tourisme africain n'est pas seulement une niche prometteuse : c'est aussi une voie unique pour pérenniser la coopération bilatérale.

Tatiana Dovgalenko a d'ailleurs fait observer qu'une participation plus active des représentants du secteur touristique africain aux événements organisés en Russie, conjuguée à l'instauration de voyages sans visa vers les pays africains, renforcerait l'attrait touristique de l'Afrique. Et inversement : c'est une voie à double sens. Le Plan d'action 2023-2026 du Forum de partenariat Russie-Afrique prévoit que les deux parties adoptent des positions constructives sur leurs liens bilatéraux dans ce monde multipolaire en devenir.

Reste à savoir si, d'ici là, les visas passeront des communiqués aux passeports. ■



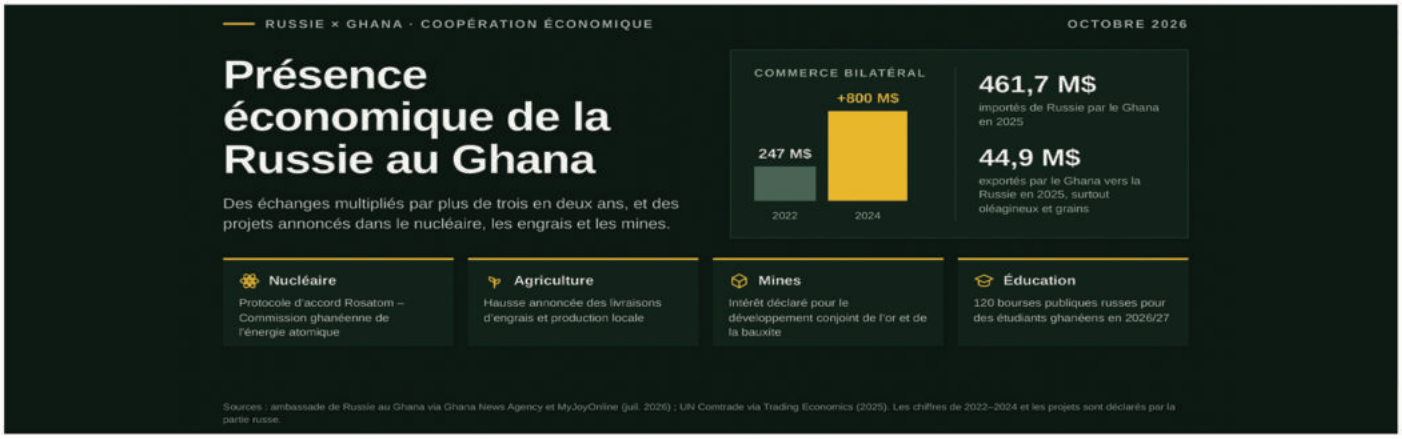
Russie-Afrique à Saint-Pétersburg 2023 : Bâtir un partenariat renforcé

ÉCONOMIE · AFRIQUE-RUSSIE

Russie–Ghana : le commerce bondit à 800 millions de dollars, Moscou veut aller plus loin

En à peine quelques années, les échanges entre le Ghana et la Fédération de Russie ont plus que triplé. Fort de ce succès, Moscou entend consolider sa présence économique à Accra et, au-delà, sur l'ensemble du continent africain.

PAR KESTER KENN KLOMEGAH



Un bond spectaculaire

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le commerce bilatéral entre le Ghana et la Russie atteint désormais environ 800 millions de dollars US. Une progression nette, qui traduit l'approfondissement des relations commerciales entre les deux pays, dans un contexte pourtant marqué par un environnement commercial mondial difficile.

ANNÉE	ÉCHANGES BILATÉRAUX
2022	environ 247 millions de dollars US
2025 *	**plus de 800 millions de dollars US**

** Chiffres cités par les responsables russes, tels que rapportés dans l'article original.*

Autrement dit, en passant d'environ 247 millions de dollars en 2022 à plus de 800 millions, les échanges ont plus que triplé. Côté russe, on y voit l'ouverture de **nouvelles perspectives de coopération** dans l'agriculture, l'énergie, les mines, l'éducation et le développement industriel, ainsi qu'une nouvelle voie d'accès à l'investissement du secteur privé.

> « ***En à peine quelques années, les échanges entre le Ghana et la Fédération de Russie ont plus que triplé.***

La coopération économique, priorité de Moscou

Andreï Ordach, ambassadeur de Russie au Ghana, s'est exprimé sur l'avenir des relations entre les deux pays. Les représentants russes ont souligné que la coopération économique demeure une priorité et ont exprimé l'engagement de Moscou à élargir le commerce, ainsi qu'à encourager

des échanges plus soutenus entre les entreprises des deux côtés.

Dans cette stratégie, le Ghana occupe une place à part : il continue d'être considéré comme un partenaire important en Afrique de l'Ouest, au potentiel considérable pour une collaboration commerciale plus étroite.

Industrie, sécurité alimentaire, technologies

Les responsables russes se disent prêts à explorer des partenariats dans plusieurs secteurs clés :

- **Industrialisation :** soutenir le développement industriel du pays.
- **Sécurité alimentaire :** renforcer la coopération dans l'agriculture.
- **Transfert de technologies :** favoriser les échanges de savoir-faire entre les deux économies.

Ils encouragent également les entreprises ghanéennes à tirer parti des opportunités qu'offre le marché russe.



Le Ghana, porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest ?

Cet élan s'inscrit dans une dynamique plus large : la Russie continue d'approfondir son empreinte commerciale à travers l'Afrique, par un commerce, des investissements et un engagement diplomatique accrus. Le Ghana, dont l'économie a montré un regain de dynamisme ces derniers mois, est perçu comme un partenaire stratégique, susceptible de servir de porte d'entrée à une coopération régionale plus large.

ENCADRÉ · REPÈRES

Le commerce Russie–Ghana en chiffres

247 MILLIONS DE $ US
environ · 2022

800+ MILLIONS DE $ US
plus de · 2025 *

SECTEURS DE COOPÉRATION
Agriculture, énergie, mines, éducation et développement industriel.

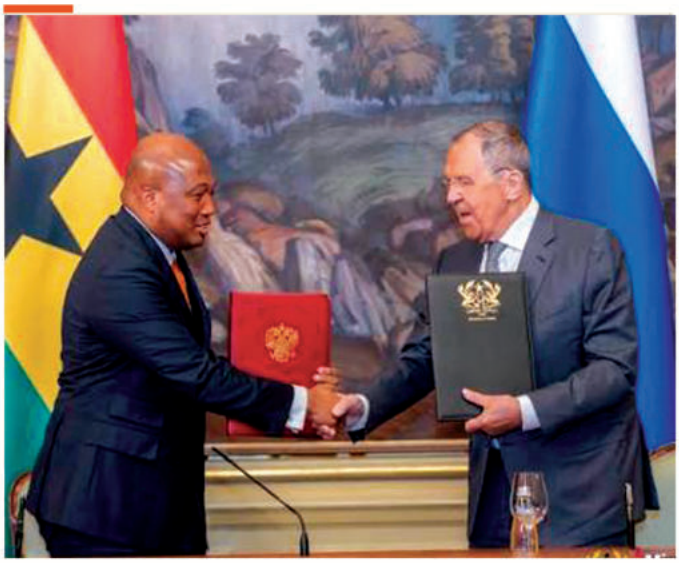
AMBASSADEUR DE RUSSIE AU GHANA
Andreï Ordach

** Chiffres cités par les responsables russes.*

Ce que disent les analystes

Les économistes restent mesurés. Selon eux, un commerce bilatéral renforcé pourrait diversifier les partenariats commerciaux internationaux du Ghana, mais à une condition : que la coopération future s'accompagne de davantage d'investissements, d'échanges technologiques et de production à valeur ajoutée, au bénéfice des entreprises des deux pays.

Reste donc à transformer la progression des chiffres en retombées durables pour les économies des deux pays.



Crédit photo : *qiraatafrican.com*
Rencontre à Moscou entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue ghanéen, Samuel Okudzeto Ablakwa

04

RUBRIQUE 04

Coopération internationale

Des solutions concrètes pour les défis de demain

DANS CETTE RUBRIQUE *pp. 79 — 105*

80 **Coopération par une éducation forte :** *l'RUDN — un espace de formation pour les leaders de la nouvelle génération des pays d'Afrique*

85 **Médias :** *Cap sur Moscou pour la jeune garde du journalisme africain*

89 **Colonialisme :** *la perspective russe sur la « dette » africaine*

91 **Quand la coopération transforme le quotidien :** *Le sursaut du terrain*

98 **Coopération Russie – Afrique :** *Du transfert technologique à la valorisation des compétences locales : Analyse comparative de trois modèles africains*

100 **El Dabaa,** *la centrale qui électrise l'alliance russo-égyptienne*

104 **РОСАФ-МОЛОДЁЖЬ** — *Jeunesse russo-africaine*

DOSSIER · ÉDUCATION & COOPÉRATION

Coopération par une éducation forte :

l'RUDN — un espace de formation pour les leaders de la nouvelle génération des pays d'Afrique



Crédit photo : **RUDN University** Yastrébov Oleg Alexandrovitch Recteur actuel de l'Université RUDN (Université russe de l'amitié des peuples)

En 2025, nous avons célébré le 65e anniversaire des relations diplomatiques entre les pays africains et la Fédération de Russie.

RUDN, en tant qu'université la plus internationale, unissant plus de 160 pays à travers le monde, a été créée pour attirer les étudiants étrangers et promouvoir la prospérité universelle par une éducation forte, la science et l'amitié entre les peuples. La coopération internationale a toujours été l'un des axes clés du développement de l'université.

Dès les premiers jours de son existence, la coopération avec l'Afrique a revêtu une importance particulière pour l'université. Le premier étudiant inscrit à l'université était originaire de Sierra Leone, et le premier diplôme a été remis à un citoyen de Tanzanie (Zanzibar).

RUDN est fière que de nombreuses personnalités politiques et publiques d'Afrique soient des diplômés de l'université. C'est un grand honneur pour nous d'offrir une éducation de qualité à nos étudiants venant de plus de 160 pays qui, après avoir acquis leurs connaissances en Russie, contribuent au développement de leur pays, à la coopération internationale et à la prospérité.

Une idée qui unit les pays

RUDN a été créée en 1960 par décision du gouvernement de l'URSS comme un projet éducatif unique, destiné à garantir l'accès à une éducation de qualité aux représentants de différents pays du monde, à former des cadres hautement qualifiés et à apporter un soutien aux États en développement.

En 1961, l'Université de l'amitié entre les peuples a reçu le nom de Patrice Lumumba, le leader légendaire de la lutte pour la liberté et l'indépendance de l'Afrique. Pour RUDN, ce nom revêt une signification particulière, car il reflète les principes de liberté, d'égalité, de respect des peuples et

d'aspiration au développement du monde entier par l'éducation, qui sont chers à l'université. Le nom de Patrice Lumumba incarne l'indépendance et l'esprit de liberté, fondés sur la vision du monde comme un espace égal pour tous les êtres humains.

> *« Un étudiant sur trois de l'université est venu d'un autre pays. »*

À la fin de l'année universitaire 2025/2026, RUDN comptait plus de 46 000 étudiants, dont plus de 13 000 citoyens étrangers. Un étudiant sur trois de l'université est venu d'un autre pays.

RUDN — le choix des étudiants du monde entier

RUDN est connu dans tout le monde entier. Le marché éducatif moderne évolue à un rythme rapide, c'est pourquoi l'université travaille chaque jour pour que son nom possède non seulement une valeur historique, mais aussi un contenu d'actualité.



Crédit photo : **RUDN University**

L'idée d'une « éducation sans frontières » est la réalité quotidienne de RUDN et le fondement de la vie universitaire. Cette approche détermine le choix des candidats étrangers, pour qui l'université devient une plateforme d'acquisition de connaissances fondamentales, de développement de compétences scientifiques et de construction de leur avenir professionnel.

RUDN offre aux étudiants une école académique solide, une infrastructure scientifique développée, un environnement international et de larges opportunités d'interaction avec des partenaires industriels et étrangers.

Nous augmentons de manière constante le nombre d'étudiants étrangers et démontrons notre position de leader. En 2025, le nombre de candidats étrangers admis a atteint 5 594 personnes.

Mission et valeurs de l'RUDN

L'idée de RUDN est globale : servir la paix, le partenariat et la prospérité universelle à travers une éducation forte, la science et l'amitié entre les peuples. L'université rassemble des représentants de cultures et de pays différents, formant des leaders qui, après avoir été formés en Russie, contribuent au développement de leur État et rendent le monde meilleur.

Les activités de RUDN reposent sur les valeurs de coopération internationale, de continuité, de liberté académique et d'égalité des chances. Les principes d'amitié, de respect mutuel et de soutien font partie intégrante de la culture universitaire et restent le fondement solide sur lequel se bâtit le développement de l'université.

REPÈRES

RUDN en chiffres

65e	anniversaire des relations diplomatiques entre les pays africains et la Russie (2025)
1960	création de RUDN ; nom de Patrice Lumumba dès 1961
46 000	étudiants, dont plus de 13 000 citoyens étrangers
160	pays représentés parmi les étudiants
658	accords en vigueur avec des organisations de 111 pays
359e	place mondiale au classement QS 2027

Un centre éducatif et scientifique de niveau mondial

Aujourd'hui, RUDN se développe avec succès en tant que centre d'enseignement et de recherche.

Une science forte est l'un des avantages notables de l'RUDN. L'infrastructure scientifique de notre université comprend plus de 200 laboratoires, 40 centres scientifico-éducatifs et 11 instituts de recherche. L'université publie 15 revues indexées dans les bases de données internationales Scopus et Web of Science, et possède plus de 50 conseils de thèse. Aujourd'hui, plus de 6 000 doctorants et internes se forment au sein de l'université — ils constituent la ré-

serve d'or de la science internationale et de la santé de demain. RUDN forme non seulement des spécialistes hautement qualifiés, mais aussi une nouvelle génération de scientifiques.

> ***« RUDN forme non seulement des spécialistes hautement qualifiés, mais aussi une nouvelle génération de scientifiques. »***

L'intégration internationale reste un élément important du développement de l'université. RUDN est liée par 658 accords en vigueur avec des organisations de 111 pays.

Les positions élevées de RUDN sont confirmées par les classements internationaux. Dans le classement QS 2027, l'université figure dans le top 3 des établissements d'enseignement supérieur russes, occupant la 359e place mondiale. Dans certains domaines de formation, RUDN affiche également de solides résultats : chimie — 69e place, mathématiques — 70e place, linguistique — 92e place. Dans le domaine de l'ingénierie pétrolière et gazière, l'université fait partie du groupe des 51 à 100 meilleures universités mondiales.

Dans le classement du développement durable Times Higher Education 2025, RUDN est entrée dans le top 200, et se classe à la 40e place mondiale pour la qualité de l'éducation. L'université est également représentée dans le classement académique de Shanghai dans des domaines tels que les sciences agricoles et les mathématiques. RUDN est l'université la plus « verte » de Russie, occupant la 20e position parmi les universités mondiales selon les indicateurs de développement durable.

Parallèlement, l'éducation moderne à RUDN ne se limite pas aux seules connaissances académiques. L'université est axée sur le développement de la carrière de ses diplômés et construit un écosystème éducatif en étroite collaboration avec les plus grandes entreprises de Russie. Parmi les partenaires de RUDN figurent X5, Alfa-Bank, Sber, Rostec, Rosselkhozbank, Rosatom, AFK Sistema et d'autres organisations. Ces relations sont basées sur une interaction pratique quotidienne.

En 2026, nous avons lancé plusieurs programmes éducatifs conjoints avec les leaders du marché russe — les entreprises X5 et RWB.

De plus, l'université met en œuvre aujourd'hui plus de 120 programmes éducatifs conjoints avec des organisations partenaires étrangères, ce qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences recherchées et de devenir des spécialistes compétitifs sur le marché du travail de leur pays.

Formation de spécialistes pour les pays d'Afrique

L'Afrique est une région stratégique pour RUDN.

RUDN développe sa coopération avec les pays africains dans les domaines éducatif, scientifique et humanitaire.

En cinq ans, le nombre d'étudiants d'Afrique venant étudier à RUDN a presque doublé. Aujourd'hui, plus de 2 600 étudiants des pays d'Afrique étudient à l'université.



Crédit photo : **RUDN University**

RUDN compte aujourd'hui 96 accords avec plus de 70 organisations partenaires sur le continent africain.

Parmi les filières de formation les plus demandées par les étudiants des pays africains figurent les spécialités d'ingénierie, la médecine, les sciences naturelles, l'économie, les filières informatiques (IT) et les disciplines humanitaires.

RUDN met en œuvre des programmes éducatifs conjoints avec l'Afrique. Parmi eux, le programme de licence « Science des données et systèmes spatiaux », un master en géologie minière, ainsi qu'un master en intelligence artificielle et sciences spatiales au sein de l'Académie d'ingénierie de RUDN.

Des programmes de formation professionnelle continue très demandés sont également mis en œuvre. Depuis trois ans, la faculté de philologie forme des spécialistes des médias de la République fédérale du Nigeria — journalistes en activité, enseignants, publicistes et éditeurs. En 2026, le nombre de professionnels formés atteint 2 000 personnes. Il s'agit d'une contribution significative au développement du secteur des médias dans les pays d'Afrique.

La faculté d'économie de RUDN coopère avec la Zambie, l'Algérie et la Tanzanie. Les entreprises russes et les structures étatiques suivent des formations dans le cadre de programmes liés au travail sur les marchés africains.

L'Institut d'écologie et l'Institut agro-technologique de RUDN réalisent des projets éducatifs pour les spécialistes des pays africains, y compris des programmes sur le développement urbain durable.

Sur le plan scientifique, RUDN possède une expertise considérable sur l'Afrique et mène des recherches conjointement avec des partenaires du continent. Au cours des trois dernières années, les scientifiques de RUDN ont préparé plus de 400 publications conjointement avec des collègues de pays africains, dont la moitié a été publiée dans des revues scientifiques de haut rang.

La coopération scientifique se développe de manière particulièrement active avec l'Égypte, l'Algérie et le Nigeria.

FOCUS

RUDN & l'Afrique

2 600	étudiants des pays d'Afrique étudient aujourd'hui à l'université
96	accords avec plus de 70 organisations partenaires sur le continent
400	publications conjointes avec des collègues africains en trois ans
2 000	professionnels des médias nigérians formés en 2026
90 %	des diplômés retournent dans leur pays après leurs études

Du premier contact aux études

La coopération commence bien avant l'admission des étudiants étrangers à RUDN. L'université mène un travail complet avec les futurs étudiants et partenaires étrangers.

En format présentiel (hors ligne), 13 centres de langue russe et de préparation universitaire sont actifs aujourd'hui, ainsi que 8 centres de ressources basés dans des organisations éducatives partenaires à l'étranger, et 57 classes spécialisées au sein d'universités partenaires dans 37 pays clés.

Les voyages de presse de journalistes étrangers à RUDN deviennent un axe important. L'année dernière, nos collègues de l'agence TASS ont fait découvrir l'université à plus de 20 journalistes de pays africains. De plus, dans le cadre d'une mission d'État du ministère de la Science et de l'Enseignement supérieur de la Fédération de Russie, 9 blogueurs de différents pays du monde, dont des auteurs ayant une audience d'un million d'abonnés, sont venus à RUDN.

Les programmes de mobilité académique jouent un rôle significatif. Le niveau de connaissances des scientifiques et des enseignants de RUDN est un outil important pour promouvoir l'université auprès du public étranger. Les recherches conjointes entre les scientifiques de RUDN et leurs collègues étrangers renforcent la notoriété de l'université et augmentent la valeur de sa marque internationale.

En format en ligne, RUDN développe des canaux d'information transparents et pratiques concernant la procédure d'admission : la page de la Commission d'admission pour les citoyens étrangers, les réseaux sociaux, un centre d'appels et une présence dans les médias internationaux.

La Faculté préparatoire numérique (FPN) de RUDN est opérationnelle — un projet unique d'enseignement de la langue russe aux citoyens étrangers sur la propre plateforme interactive de l'université.



Crédit photo : **RUDN University**

Cela est particulièrement pertinent, car nous constatons une nette augmentation de la demande pour l'apprentissage du russe en tant que langue de la science, de la diplomatie et de la communication internationale.

Selon les données d'août 2026, 6 582 personnes originaires de 130 pays du monde suivent une formation à la Faculté préparatoire numérique (FPN) de l'RUDN, parmi lesquelles 140 diplomates de 50 pays — représentants d'ambassades en Russie, dont 11 ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires.

Sur toute la période de fonctionnement de la Faculté préparatoire numérique, plus de 40 000 auditeurs de 130 pays y ont suivi une formation.

La Faculté préparatoire numérique n'est pas seulement un projet éducatif, c'est un outil important pour maintenir le lien avec la communauté mondiale des diplômés.

Pour les diplômés et leurs familles, nous mettons en œuvre un programme spécial : une formation gratuite à la FPN. Aujourd'hui, plus de 200 enfants et petits-enfants de diplômés étrangers de 70 pays étudient dans le cadre de ce programme.

Il s'agit d'une contribution importante de l'université au renforcement du lien entre les générations, à la transmission de la langue, de la culture et d'une interaction particulière avec la Russie, qui se forme dès les années d'études étudiantes.

RUDN prévoit d'élargir sa coopération avec les pays africains à travers le développement de programmes éducatifs conjoints, de recherches scientifiques, de la mobilité académique et de la formation de spécialistes dans des domaines très demandés.

Une coopération internationale forte

RUDN est fière de la relation profonde, étroite et amicale qui existe entre l'université, la Russie et les pays d'Afrique. Pour RUDN, la coopération avec le continent africain est un axe majeur de développement du partenariat international et d'élargissement des opportunités pour des projets conjoints.

Environ 90 % des diplômés de RUDN retournent dans leur pays après avoir terminé leurs études. Environ 10 % des diplômés étrangers choisissent de construire leur vie professionnelle en Russie. Parmi eux, nos diplômés deviennent enseignants, maîtres de conférences et professeurs. Aujourd'hui, 53 citoyens de pays africains travaillent au sein de l'université.



Crédit photo : **RUDN University**



Crédit photo : **RUDN University**

On peut dire sans hésiter que chaque journée à RUDN est liée au continent africain : des événements scientifiques, des séminaires, des conférences s'y déroulent, des associations de résidents y sont actives et des représentations culturelles y ont lieu.

> ***« Pour RUDN, les relations internationales sont avant tout des relations humaines : entre étudiants, enseignants, scientifiques et diplômés de différents pays. »***

Pour la deuxième année consécutive, la langue swahili — langue officielle des organisations d'intégration en Afrique et symbole de l'unité africaine — est étudiée de manière permanente à RUDN.

Le rôle de l'enseignement supérieur et des universités dans le monde moderne en mutation rapide ne cesse de croître. Ce sont précisément les universités qui façonnent les nouveaux programmes éducatifs, lesquels deviennent la base des professions futures, du développement de la société et de la création de nouvelles opportunités.

Pour RUDN, les relations internationales sont avant tout des relations humaines : entre étudiants, enseignants, scientifiques et diplômés de différents pays.

Une éducation forte, la science et l'amitié entre les peuples restent le fondement de la mission de RUDN et le principal instrument de renforcement de la coopération internationale.

CULTURES MIXTES

Médias : Cap sur Moscou pour la jeune garde du journalisme africain

SputnikPro immerge neuf professionnels d'Afrique subsaharienne au cœur de l'innovation médiatique et de l'intelligence artificielle.



Les stagiaires africains

Photo crédit : **SputnikPro** et **InteRussia**

Une session spéciale de formation s'est tenue au siège de l'agence presse internationale et de la radio Sputnik du 7 au 31 juillet 2026 à Moscou. Destiné à la fois aux employés des services de presse et aux responsables des médias, le programme de stage SputnikPro a réuni pour cette édition neuf représentants d'Afrique subsaharienne. Ils venaient du ministère de la Communication du Cameroun, d'Observer Media Limited en Ouganda, de l'agence de presse ABP du Burundi, de la ZNBC de Zambie, de l'agence de presse nationale SONNA de Somalie, de l'agence de presse APS du Sénégal, de Kigali Today Ltd du Rwanda, de Media4Development du Mozambique et de The Star Publications Limited du Kenya.

Pendant quatre semaines, ces jeunes professionnels des médias ont pris part à des sessions de formation et à des ateliers. Les thèmes abordés ont tourné autour du journalisme d'information, du travail en ligne sur les réseaux sociaux ou de l'intelligence artificielle, notamment son utilisation pour améliorer la production de contenus, entre autres. Hormis ces master classes, les journalistes africains ont participé à des événements organisés par les partenaires de l'agence, comme la semaine créative de la Russie, lors de la session *« The creative bridge : a new phase of cooperation between*



Les Boursiers en atelier avec Oleg DMITRIEV, mastodonte de la presse russe



L'une des boursières à la semaine créative de la Russie

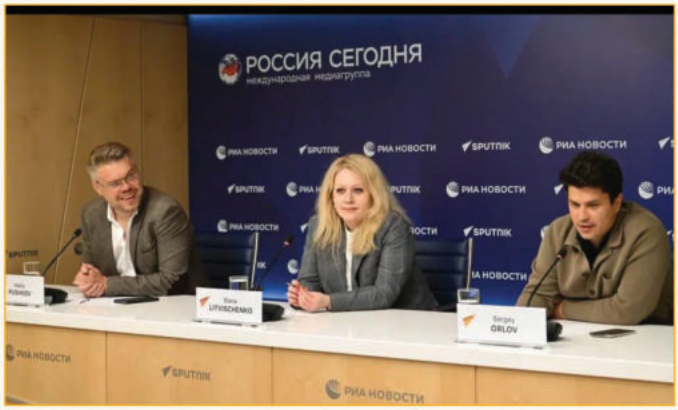
Russia and Africa » (Le pont de la créativité : une nouvelle étape de la coopération russo-africaine).

Afin de s'imprégner des réalités de la presse moscovite, les participants ont également visité les locaux de grandes entreprises. En l'occurrence, le grand groupe public et international de médias « Rossiya Segodnya » ou « La Russie d'aujourd'hui » (qui regroupe plusieurs marques connues dont l'agence RIA Novosti et Sputnik), Sputnik radio (déclinaison russe), RT international, African Initiative ou encore l'agence IMA-Press (agence de communication, de presse et d'édition russe fondée en 1989). Dans le domaine scientifique, les participants se sont rendus à l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie (créé en octobre 1959 à Moscou). Les stagiaires ont, de même, rencontré des représentants du milieu sociopolitique russe, à l'instar de Georgy BORISENKO, vice-ministre des Affaires étrangères, et de Sergey IVANOV, directeur exécutif du groupe EFKO (grand producteur de produits alimentaires).

Pour rappel, ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de stages InteRussia du Fonds de diplomatie publique Alexandre Gortchakov et de l'initiative « Nouvelle génération » de Rossotroudnitchevo, l'agence fédérale russe pour la coopération avec la diaspora à l'étranger. Par ailleurs, depuis 2021, 500 participants âgés de 25 à 40 ans et issus de 72 pays ont bénéficié des bourses et stages de ce programme dans six spécialités : l'énergie, les études russes, l'ingénierie, le journalisme, la médecine et les relations internationales.

Juanita KABEYENE

> « *Le pont de la créativité : une nouvelle étape de la coopération russo-africaine* »



Les organisateurs du programme SputnikPro

EN CHIFFRES

4 semaines de formation, du 7 au 31 juillet 2026

9 représentants d'Afrique subsaharienne

500 participants depuis 2021, âgés de 25 à 40 ans

72 pays d'origine des participants

Programme de stages InteRussia du Fonds de diplomatie publique Alexandre Gortchakov et de l'initiative « Nouvelle génération » de Rossotroudnitchevo. Six spécialités : l'énergie, les études russes, l'ingénierie, le journalisme, la médecine et les relations internationales.

EN IMAGES



Quelques participants dans les studios de Sputnik, déclinaison russe



Les stagiaires dans les locaux de RT International



Des souvenirs remis aux invités de l'agence IMA-Press



Les participants de passage à l'Institut des Etudes africaines



Exposé de Sergey IVANOV, Directeur exécutif de EFKO *Group*

RÉACTIONS *ou* IMPRESSIONS

La Russie multiplie les invitations et les programmes de formation pour les journalistes étrangers. SputnikPro en fait partie, avec une organisation adaptée à ses stagiaires et une immersion des participants dans la pratique et les réalités du journalisme moscovite pendant leur séjour.



Vasily Pushkov
Directeur de la Direction de la coopération internationale du Groupe médiatique international « Rossiya Segodnya ».

« En tant que média, nous avons toujours rêvé d'ouvrir des bureaux de correspondants et des pôles éditoriaux partout dans le monde. »

« Après les sanctions occidentales, nous nous sommes retrouvés pratiquement coupés du monde, comme la majorité des activités en Europe et en Amérique du Nord. Il y avait de nombreuses raisons de nous ouvrir ailleurs. Nous nous tournons aujourd'hui vers d'autres régions du Sud global, notamment vers l'Afrique. Pour ce qui est des journalistes, je ne pense pas qu'il y ait une grande différence selon qu'ils viennent d'Afrique, d'Europe, d'Asie ou d'Antarctique. Nous sommes tous dans le même bateau en tant que profession, et nous sommes en difficulté partout dans le monde. Les problèmes auxquels nous faisons face sont exactement les mêmes partout. Je veux parler des problèmes de financement, des arnaqueurs, de la confiance et des fausses informations, avec un public qui se détourne des médias professionnels au profit de quelque chose que je ne veux même pas nommer [les créateurs de contenu], sans oublier tout le défi que pose l'intelligence artificielle. Nous devons vraiment travailler à l'éducation du public, et cela ne peut se faire que si nous travaillons ensemble. De plus, au XXIe siècle, oublions qu'il existe des frontières, des fuseaux horaires et des distances. Rien ne nous empêche d'interagir directement les uns avec les autres, d'apprendre les uns des autres et de nous aider réellement les uns les autres. »



Liana Saakyants
Responsable du programme InteRussia au sein de la Fondation Gorchakov.

« Notre objectif est de bâtir un pont entre les pays et les nations, et de favoriser un dialogue entre la Russie et les autres parties du monde. »

> « Ils partagent tous le même objectif : défendre l'image de la Russie sur la scène internationale et combattre la désinformation »
>
> JOSEF PHIRI · ZNBC DE ZAMBIE

« Chaque personne qui participe à ce programme de bourses est unique et possède un parcours et une expérience qui lui sont propres. Nous gagnons donc beaucoup à découvrir ces pays, ces peuples et ces cultures.

De plus, nous savons que nous sommes réunis pour créer un dialogue, communiquer les uns avec les autres et apporter notre contribution. Nous avons présenté le programme de bourses InteRussia destiné aux spécialistes étrangers, en parlant de ses formats, de ses opportunités et, surtout, de la manière dont il change la vie des gens. Nous bénéficions d'un excellent soutien de la part de la Fondation Gorchakov, de nos chers amis de Sputnik et de la Fondation des subventions présidentielles.

Ces organisations et leurs équipes ont cru en nous et ont souhaité participer à ce projet. De même, notre partenaire, Rossotroudnichestvo, travaille avec la Fondation Gorchakov depuis très longtemps. Grâce à eux, il a été possible d'acheter les billets d'avion et de faire tout notre possible pour que les participants passent un bon séjour en Russie. »



Mendy Khadidiatou
Agence de Presse Sénégalaise (APS)

« Les ateliers animés par M. Oleg Dmitriev ont été mes préférés. »

« Cette grande figure et expert de la presse russe nous invitait à réfléchir sur des sujets divers, à déterminer des angles de traitement distincts ou encore à développer notre esprit critique suivant l'éthique journalistique. Le formateur avait cette touche particulière pour rendre ses ateliers interactifs. C'est ce que j'ai beaucoup apprécié. »



Nário Samussone Sixpene
Media4Development du Mozambique

« Ce sont Anna Kalinkina et Sergey Grachev qui m'ont le plus marqué. »

« Mon meilleur moment a été l'apprentissage des techniques pour mieux discerner les images, les vidéos ainsi que certains contenus générés par l'intelligence artificielle. Ce qui est produit sur la toile a parfois l'air d'être réel, alors qu'il n'en est rien. Les professionnels du domaine qui officient à Sputnik m'ont donné des astuces, et je rentre chez moi avec une autre manière d'interagir avec l'IA, surtout dans l'exercice de notre métier. »



Des cadeaux du Sénégal remis aux organisateurs du programme SputnikPro



Josef Phiri
ZNBC de Zambie

« J'ai appris un peu plus sur la pratique du journalisme russe. »

« Hormis les contraintes liées à notre profession que nous chérissons tous, à savoir les mécanismes de vérification des informations, ce programme m'a permis de me faire une idée précise de la réalité du quotidien de nos confrères. Qu'il s'agisse des reportages sur le journalisme militaire ou du traitement de l'information par les médias internationaux locaux, j'ai trouvé ces médias patriotiques. Ils partagent tous le même objectif : défendre l'image de la Russie sur la scène internationale et combattre la désinformation, notamment dans l'utilisation de l'IA. »

Envoyé Spécial : Juanita Kabeyene et par ailleurs boursière

Photo crédit : **SputnikPro** et **InteRussia**

CULTURES MIXTES

CULTURES MIXTES — LITTERATURE

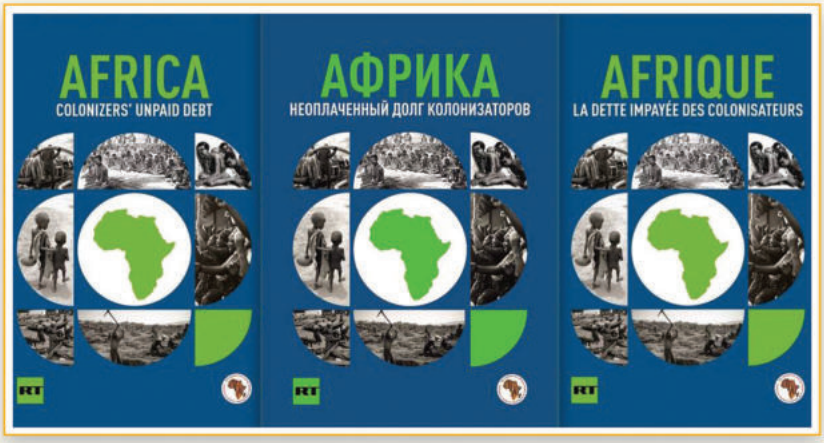
Colonialisme : la perspective russe sur la « dette » africaine

Le passé colonial s'invite à nouveau au cœur des débats d'idées. Pour le premier numéro de notre magazine, coup de projecteur sur l'ouvrage « Afrique : La Dette impayée des colonisateurs », une étude scientifique originale décryptant la mémoire coloniale sous le prisme des chercheurs russes.

Produite en 2023 par le comité scientifique de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie (ASR), la publication de 122 pages, sous la direction d'Irina Abramova (membre correspondant de l'ASR), revisite les anciennes controverses sur l'exploitation, la souveraineté et le développement de l'Afrique. Avec la contribution de 12 autres auteurs russes, l'ouvrage fournit un aperçu, voire une interprétation du passé de l'Afrique et de sa place, tout en soulignant principalement les similarités entre le continent et la Russie au niveau de leur souveraineté, dans un contexte de multipolarité.

En retraçant le sujet de la traite négrière et de l'expansion européenne, « la dette impayée », selon le groupe d'érudits russes, dépasse le simple cadre d'une compensation financière ou d'un problème de mauvaise gestion technique. Le livre se concentre plutôt sur les conséquences économiques et la relation entre l'exploitation coloniale et l'accumulation des richesses en Europe. L'un des arguments centraux, d'ailleurs, invite les lecteurs à considérer le colonialisme à la fois comme un outil politique, mais surtout comme un système économique ayant contribué de manière significative à la prospérité de l'Europe. Une longue histoire de l'exploitation coloniale qui, de l'avis des auteurs, continue d'influencer le présent du continent dans un ordre mondial en évolution.

La publication, s'appuyant sur des cas d'école flagrants, démontre qu'après le colonialisme européen d'autrefois, il existe de nouvelles formes de dépendance. Selon ses auteurs, la fin de la domination coloniale formelle ne s'est pas automatiquement traduite par une indépendance politique de l'Afrique, ni par son indépendance économique complète. Ils soutiennent d'ailleurs qu'il ne faut pas considérer l'expérience coloniale de l'Afrique comme un cas isolé.



Première de couverture Ouvrage en trois langues

Titre ouvrage en anglais « AFRICA : COLONIZERS'UNPAID DEBT »

L'ouvrage en anglais a 112 pages.

L'analyse prend une autre tournure lorsque le comité de rédaction explore les similitudes entre l'Afrique et la Russie. L'une concerne les défis relevés au sein du système politique et économique mondial. Ils considèrent que les deux parties sont confrontées à une « pression extérieure » visant leur souveraineté politique et économique. L'autre parle d'un désir commun de surmonter les anciennes et nouvelles formes de colonialisme que les auteurs qualifient de « domination durable de l'Occident ».

Comme de nombreuses interprétations des relations internationales, l'ouvrage présente une optique propre aux débats académiques et politiques plus larges. Une vision différente de l'ordre mondial dans lequel le continent diversifie ses partenariats internationaux. En effet, les États africains ont élargi leurs engagements avec des pays tels que la Chine, l'Inde, la Turquie ou encore la Russie, contrairement aux relations occidentales de longue date.



Première de couverture Ouvrage dans les 3 langues

Première de couverture ouvrage dans les 03 langues

L'OUVRAGE EN BREF

« Afrique : La Dette impayée des colonisateurs »

2023
Année de production de la publication

122
pages dans l'édition russe (112 en anglais)

12
autres auteurs russes autour d'Irina Abramova

3
langues : russe, anglais et français

Comité scientifique de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de Russie (ASR).

> *« Une analyse indispensable du passé, devenue finalement une polémique du présent, voire de l'avenir. »*

La question n'est plus simplement de savoir quels sont les partenaires de l'Afrique, mais plutôt ce que les pays africains attendent de ceux-ci. L'Afrique a énormément changé depuis la période des indépendances, avec des pays qui élaborent désormais leur propre politique étrangère, leurs priorités de développement ainsi que leurs partenariats internationaux. Pourtant, les inégalités historiques continuent de soulever de vives polémiques au sein du continent, axées sur le commerce, les ressources, l'investissement ou le pouvoir économique.

La contribution la plus convaincante de cet ouvrage collectif est peut-être qu'il refuse de laisser le colonialisme confortablement dans le passé. Il demande aux lecteurs de relier l'histoire de l'esclavage et de l'exploitation coloniale aux questions contemporaines de dépendance observées dans la plupart des États africains. Hormis cela, le livre trilingue (russe, anglais et français) s'interroge également sur ce que cette histoire signifie pour l'Afrique aujourd'hui et, de manière encore plus cruciale, sur ce à quoi devrait ressembler la relation de l'Afrique avec le reste du monde demain . Une analyse indispensable du passé, devenue finalement une polémique du présent, voire de l'avenir.

JUANITA KABEYENE

Quand la coopération transforme le quotidien : *Le sursaut du terrain*



Légende de l'image · Crédit photo

Au-delà de la diplomatie et des accords institutionnels, la véritable mesure de la coopération internationale se lit dans le quotidien de ceux qu'elle accompagne. Qu'il s'agisse d'adopter des techniques agricoles innovantes, d'accéder à une énergie stable, de renforcer la sécurité locale ou de s'ouvrir à de nouvelles opportunités linguistiques et culturelles, les initiatives de partenariat prennent tout leur sens sur le terrain. À travers trois témoignages et repérages ciblés, ce dossier met en lumière ces bénéficiaires directs — agriculteurs, collectivités et acteurs locaux — dont les conditions de vie et de travail se trouvent concrètement améliorées. Plongée au cœur de projets où la transmission de savoir-faire et l'appui technique se traduisent par des victoires humaines et économiques du quotidien.

TERRAINS ET TERRITOIRES

MADAGASCAR

Quand la donnée géologique et l'énergie rurale redonnent vie aux rizières

IDRISS LISSOM

*Dans la cuvette d'**Alaotra-Mangoro**, véritable grenier à riz de Madagascar, le paysage agricole amorce une transformation silencieuse. **La coopération russe, loin** de la rhétorique des sommets diplomatiques, **y déploie** l'alliance inédite entre prospection géologique, cartographie des sols et mini-réseaux énergétiques autonomes **qui** permet aux producteurs locaux de briser le cycle de la précarité. Plongée au cœur d'une mutation technologique et économique à échelle humaine.*



Au cœur des champs, la science du sol au service du rendement. Sur les parcelles d'une coopérative d'Ambatondrazaka, la terre argileuse ne se travaille plus à l'aveugle. Une douzaine d'agriculteurs entourent un technicien muni d'outils de mesure de résistivité électrique du sol et de capteurs d'humidité. En déterminant avec précision la profondeur des nappes phréatiques et la structure géologique des parcelles, ces opérations de prospection permettent de localiser les points de forage optimaux et d'ajuster l'irrigation au mètre carré près.

Pour ces collectivités confrontées aux irrégularités pluviométriques et à l'érosion des sols, l'accès à la donnée cartographique change la donne. La gestion scientifique de l'eau ne se contente plus de sauver les semis : elle optimise l'usage des intrants et préserve la structure physique des rizières. L'apprentissage de ces techniques simples mais précises constitue le premier maillon d'un transfert de compétences directement transférables d'une exploitation à l'autre.

Le levier énergétique : De la dépendance thermique à l'autonomie du village

Quelques centaines de mètres plus loin, le vrombissement régulier d'un moteur diesel cède la place au léger souffle d'une mini-centrale hybride locale. Ce petit hub énergétique, véritable cœur battant du village, distribue une électricité stable et décentralisée.

Si l'impact social est immédiat — avec l'éclairage de l'école primaire et du centre de santé local —, l'impact économique sur la filière rizicole se révèle décisif. La centrale alimente directement le décortiqueur et le moulin communautaires, éliminant les goulots d'étranglement qui paralysaient autrefois la phase post-récolte.

> *« Avant, nous perdions une grande partie de la récolte faute d'infrastructures de stockage et d'énergie pour faire tourner les décortiqueuses », explique Rakoto, 42 ans, riziculteur de la région. « L'appui technique et l'accès à une énergie stable dans le village ont doublé notre capacité de transformation locale. Nous ne vendons plus notre paddy en urgence à bas prix : nous décortiquons sur place ».*

> « L'appui technique et l'accès à une énergie stable dans le village ont doublé notre capacité de transformation locale »
>
> RAKOTO, 42 ANS, RIZICULTEUR DE LA RÉGION

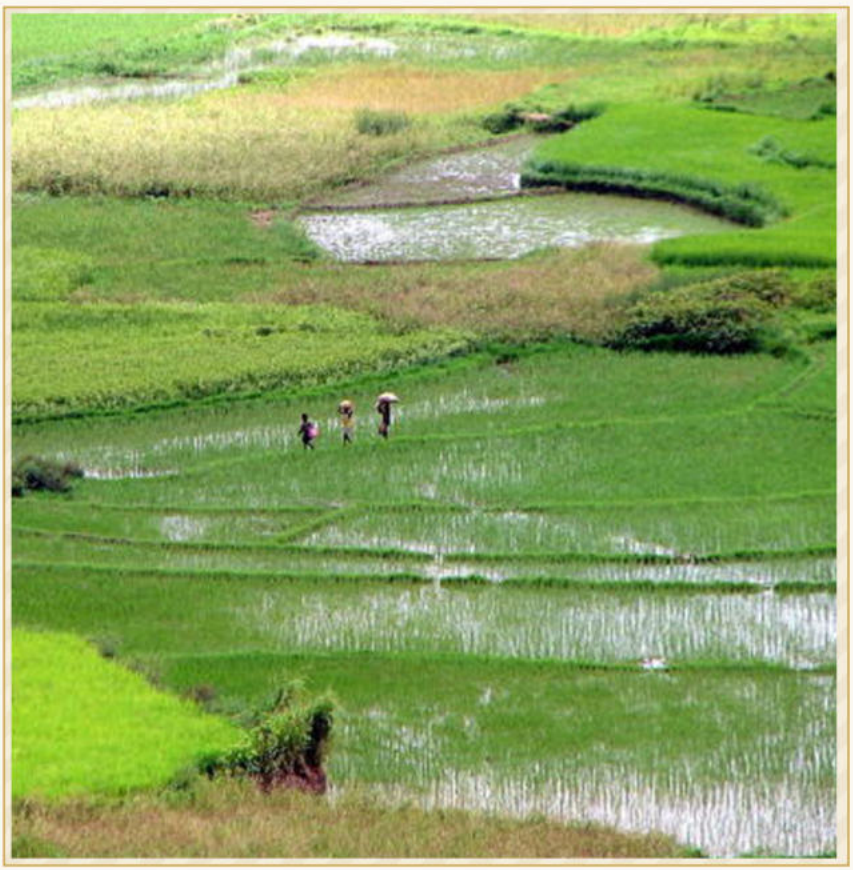
Bilan économique : L'émergence d'une petite économie de marché

En sécurisant la transformation au plus près des champs, la valeur ajoutée reste désormais au sein de la communauté rurale. La réduction des pertes post-récolte — qui atteignaient auparavant jusqu'à 30 % de la production — associée à la capacité de stockage amortit les retombées des fluctuations de cours sur le marché national.

Les retombées financières directes dessinent une trajectoire de développement mesurable :

- **Inversion des termes de l'échange** : En vendant du riz décortiqué prêt à la consommation plutôt que du riz brut (paddy), les ménages augmentent leurs marges nettes de manière significative.
- **Diversification des revenus** : L'énergie disponible permet l'émergence de micro-activités périphériques (soudure d'outillage agricole, conservation, petits services numériques).
- **Consolidation du tissu financier local** : Les gains générés alimentent les caisses de crédit des coopératives, permettant d'autofinancer les campagnes d'équipements futures.

En combinant la précision de la donnée géologique pour sécuriser l'amont (l'eau et le sol) et la décentralisation énergétique pour valoriser l'aval (la transformation), Alaotra-Mangoro démontre qu'une modernisation pragmatique de l'agriculture de subsistance est à portée de main. Une feuille de route concrète pour la souveraineté alimentaire des territoires ruraux.



ENCADRÉ

Chiffres clés

Alaotra-Mangoro, grenier à riz de Madagascar

30 %

de la production : les pertes post-récolte d'avant la mini-centrale

×2

la capacité de transformation locale, selon Rakoto, riziculteur de la région

12

« Une douzaine » d'agriculteurs autour du technicien, à Ambatondrazaka

TERRAINS ET TERRITOIRES

EDUCATION ET SOUPLESSE STRATEGIQUE

Du Centre culturel russe aux amphis de Moscou : L'ascenseur social des jeunes africains

*Du **silence studieux** du Centre culturel russe dans une ville africaine aux **quatre murs tapissés d'affiches de Saint-Pétersbourg et de maquettes spatiales, se joue bien plus qu'un simple apprentissage linguistique : c'est la rampe de lancement d'une trajectoire sociale et territoriale inédite** pour la jeunesse africaine.*



Légende de l'image · Crédit photo

Face à une demande croissante de formation technique et médicale dans les zones périurbaines et rurales, l'action culturelle extérieure russe a ajusté son tir. Exit la seule promotion du folklore ou de la grande littérature classique : la « Maison Russe » s'est réinventée en véritable accélérateur de compétences pratiques, ciblant la jeunesse des provinces éloignées aussi bien que celle des grands centres urbains.

L'immersion : En classe de langue, le sas de décompression sociale

Les sessions de cours intensifs ciblent, au-delà de l'élite diplomatique prédestinée, désormais en majorité des étudiants provenant de communes rurales ou de familles d'agriculteurs et de petits commerçants. Pour ces jeunes, franchir le seuil du centre linguistique constitue le premier acte d'une rupture féconde. La maîtrise du russe n'est pas perçue comme un simple apparat intellectuel, mais comme le sésame juridique et technique indispensable pour décrocher les bourses d'État intégrales (Kvo-ta) accordées par la Fédération de Russie.

> *« Nous ne formons pas seulement à une langue, nous offrons des compétences pointues dont les collectivités territoriales ont directement besoin sur le terrain », explique un formateur au Cameroun. « Les critères de sélection ne privilégient plus uniquement la théorie pure, mais l'adéquation entre le projet d'études du candidat et les carences structurelles de sa région d'origine » précise ce dernier.*

Le départ et l'espoir : Le pari des candidats de l'ombre

La Russie est en quête d'un nouveau profil de boursiers : des profils pragmatiques, conscients des réalités de leur terroir et déterminés à contourner les goulots d'étranglement de l'enseignement supérieur local. « Je viens d'une petite commune rurale au Burkina Faso où les rendements baissent d'année en année », confie Aïcha, le regard fixe et résolu. « La bourse d'études me permet d'aller me former aux techniques de gestion et de régénération des sols en Russie. Mon objectif est clair : revenir chez moi pour aider nos producteurs à faire face au changement climatique et sécuriser les récoltes. »

Comme Aïcha, des dizaines de jeunes issus de milieux modestes voient dans les programmes russes une opportunité de contourner l'engorgement des facultés nationales tout en accédant à des laboratoires de pointe. En misant sur des filières appliquées — médecine, ingénierie hydraulique, agronomie ou gestion des risques — cette diplomatie universitaire s'insère habilement dans les failles de la mobilité sociale.

« La véritable influence internationale passe désormais par la réponse aux urgences du développement local »

L'impact au retour : La valeur ajoutée du « savoir-faire de retour »

Le véritable indicateur de ce « soft power » axé sur la souplesse stratégique réside dans la phase de réintégration. Loin des spéculations géopolitiques, c'est sur le terrain micro-économique et sanitaire que va s'évaluer l'efficacité du modèle.

Dans les dispensaires de province ou les exploitations pilotes, les anciens boursiers formés en Russie commencent à marquer leur empreinte. Médecins de campagne capables d'opérer avec des moyens restreints, ingénieurs spécialistes du machinisme agricole ou techniciens en irrigation : ces diplômés réinjectent un savoir-faire critique au cœur même des territoires qui en manquaient le plus.

Ce transfert de compétences direct ambitionne de créer un cercle vertueux :

- **Pour les collectivités territoriales** : un apport d'expertise technique gratuite à la formation, immédiatement opérationnelle pour pallier les déserts médicaux et techniques.
- **Pour les jeunes praticiens** : une légitimité institutionnelle et un statut d'expert local dès leur retour.
- **Pour le partenaire étranger** : un ancrage durable et une image positive matérialisés non pas par des discours, mais par des solutions concrètes apportées aux populations.

En transformant la « Maison Russe » en hub de qualification pour la jeunesse périphérique, cette stratégie démontre que la véritable influence internationale passe désormais par la réponse aux urgences du développement local. Un levier discret, mais redoutablement efficace, pour bâtir les cadres de demain.



ENCADRÉ

La « Maison Russe » en bref

Un accélérateur de compétences pratiques

Kvo-ta

Les bourses d'État intégrales accordées par la Fédération de Russie

4

filières appliquées : médecine, ingénierie hydraulique, agronomie, gestion des risques

Sélection

critère : l'adéquation entre le projet d'études du candidat et les carences structurelles de sa région d'origine

TERRAINS ET TERRITOIRES

SÉCURITÉ & HUMANITAIRE

L'Aide d'Urgence et la Sécurisation Rurale à l'Épreuve du Terrain : Succès Immédiats et Défis de Pérennisation

L'articulation entre sécurisation des voies commerciales et aide humanitaire directe permet un relèvement rapide des zones rurales frappées par les crises. Si le modèle prouve son efficacité à court terme, son succès à long terme dépendra de son intégration dans les structures nationales et de l'évitement de nouvelles dépendances.



ENCADRÉ

Le dispositif en un coup d'œil

SUCCÈS À CHAUD

- Restauration rapide des flux économiques
- Efficacité de la distribution de proximité
- Effet de levier sur la résilience locale

ANGLES MORTS

- Risque de dépendance extérieure
- Durabilité limitée des secours
- Effet d'éviction des acteurs locaux

Un modèle d'intervention direct et pragmatique est disponible. L'observation des récentes interventions dans les zones côtières sinistrées met en lumière plusieurs réussites opérationnelles notables :

- **Restauration rapide des flux économiques** : la sécurisation prioritaire des grands axes de transport neutralise le risque de vols de récoltes et de braquages. Elle permet aux producteurs et commerçants de réapprovisionner les marchés sans rupture de chaîne.
- **Efficacité de la distribution de proximité** : l'acheminement direct de kits de reconstruction et de vivres de première nécessité aux ménages évite la déperdition bureaucratique et offre un soulagement immédiat aux populations vulnérables.
- **Effet de levier sur la résilience locale** : en préservant la capacité financière des petits exploitants juste après le désastre, le dispositif empêche l'endettement structurel et accélère la réouverture des commerces de village.

Les angles morts du dispositif

Malgré ces retombées positives à chaud, plusieurs vulnérabilités et risques émergent à l'examen critique :

Risque de dépendance extérieure : une présence humanitaire et sécuritaire directe peut fragiliser l'autonomie des institutions locales si elle ne s'accompagne pas d'un transfert de compétences.

Durabilité limitée des secours : les kits de reconstruction d'urgence offrent une solution temporaire, mais ne résolvent pas la vulnérabilité structurelle des habitations face aux futurs aléas climatiques.

Effet d'éviction des acteurs locaux : l'apport massif d'aide extérieure peut involontairement déstabiliser les petits marchés de fournitures locaux si les achats ne sont pas effectués sur place.

« Transformer cette assistance ponctuelle en un véritable moteur de développement souverain et durable »

Pour un impact durable afin de transformer cette assistance ponctuelle en un véritable moteur de développement souverain et durable, trois axes de réorientation sont recommandés :

1. Mettre l'accent sur le transfert de technologies et la prévention

- **Normes de construction résilientes** : remplacer la simple distribution de kits d'urgence par des formations aux techniques de construction paracyclonique destinées aux artisans locaux.
- **Infrastructures pérennes** : associer la sécurisation des routes à des travaux d'ingénierie durable (ponts renforcés, drainage, mini-réseaux électriques résilients).

2. Ancrer les interventions dans le tissu institutionnel local

- **Ancrage communautaire** : impliquer directement les associations de commerçants et les autorités municipales dans le ciblage des besoins pour éviter tout sentiment de paternalisme.
- **Renforcement des capacités de l'État** : structurer des programmes de formation continue pour les forces de sécurité et les services de protection civile nationaux afin qu'ils prennent progressivement le relais autonome du terrain.

3. Stimuler l'économie circulaire et l'approvisionnement local

- **Achats locaux prioritaires** : injecter l'aide financière sous forme de bons d'achat utilisables auprès des fournisseurs locaux plutôt que d'importer l'intégralité des matériels de secours.
- **Création de stocks stratégiques municipaux** : aider les collectivités à constituer leurs propres réserves de sécurité alimentaire et matérielle gérées de manière décentralisée.

L'alliance entre protection sécuritaire et aide humanitaire ciblée offre une réponse tactique efficace aux urgences complexes qui touchent le continent. Toutefois, pour dépasser le stade de la simple gestion de crises, cette coopération doit impérativement s'inscrire dans une vision stratégique globale : celle qui fait du renforcement de la souveraineté locale et de la transformation structurelle les véritables garanties d'une prospérité durable. ◆



COOPÉRATION INTERNATIONALE

COOPÉRATION RUSSIE – AFRIQUE

Du transfert technologique à la valorisation des compétences locales :
Analyse comparative de trois modèles africains



Alors que Moscou redéploie avec intensité sa stratégie sur le continent, les États africains ne se contentent plus d'être de simples récepteurs d'aide : ils mobilisent leurs atouts géographiques, institutionnels et humains pour imposer des partenariats équilibrés. De la puissance logistique égyptienne aux ambitions industrielles camerounaises, en passant par le virage stratégique du Burkina Faso, tour d'horizon de trois environnements qui façonnent la nouvelle cartographie de la coopération russo-africaine.

ÉGYPTE

LE HUB LOGISTIQUE ET INDUSTRIEL D'AFRIQUE DU NORD

L'Égypte s'impose comme le maillon central du dispositif russe sur le continent, illustrant la capacité d'un État à adosser sa souveraineté énergétique et alimentaire aux compétences d'un partenaire global.

- **Savoir-faire et infrastructures locales :** Grâce à sa position géographique stratégique et à la maturité de ses infrastructures (ports, réseaux de distribution, canal de Suez), Le Caire se positionne en véritable « hub » d'ingénierie et de redistribution.
- **Transfert technologique & Énergie :** Le chantier phare de la centrale nucléaire d'El-Dabaa symbolise la volonté égyptienne de diversifier son mix énergétique tout en développant une expertise nationale en ingénierie nucléaire civile.
- **Sécurité alimentaire & Stratégie :** Premier importateur mondial de blé, l'Égypte ne se limite plus à consommer les céréales russes : elle structure un canal de redistribution vers le Moyen-Orient et l'Afrique, transformant une dépendance d'approvisionnement en un levier d'influence régionale.

L'environnement égyptien capitalise sur un appareil d'État structuré et des infrastructures de classe mondiale pour transformer les matières premières russes en valeur ajoutée locale.

BURKINA FASO

L'URGENCE SÉCURITAIRE COUPLÉE AU SAUT TECHNOLOGIQUE

Sous l'impulsion des autorités de transition, le Burkina Faso a réorienté ses alliances pour répondre à des défis sécuritaires et énergétiques immédiats, tout en posant les jalons d'un développement technique autonome.

- **Sécurité & Maîtrise du terrain :** Le partenariat militaire s'articule autour de la fourniture d'équipements adaptés et de la formation des forces armées (FDS) et des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). L'enjeu local réside dans le transfert d'acquis tactiques pour une prise en main autonome de la sécurité du territoire.
- **Projection industrielle :** Outre le volet défense, Ouagadougou prépare l'avenir par la signature d'accords pour la construction de centrales nucléaires civiles et de réacteurs de recherche, visant à former une nouvelle génération de scientifiques et de techniciens burkinabè.

Un environnement sahélien en mutation rapide, où l'expertise locale en matière de défense et de recherche civile est appelée à se consolider par le biais d'une commission intergouvernementale mixte.

CAMEROUN

LA CARTE DE LA TRANSFORMATION LOCALE ET DE L'AGROBUSINESS

Partenaire historique de la Russie depuis 1962, le Cameroun privilégie une approche pragmatique axée sur la souveraineté économique, la transformation des matières premières et le maintien d'un cadre diplomatique serein.

- **Capitaliser sur le potentiel agricole local :** Contrairement aux modèles basés sur l'importation brute, les négociations actuelles entre Yaoundé et Moscou visent l'implantation locale d'unités de production d'engrais et d'usines de transformation des produits agricoles camerounais. L'objectif est direct : valoriser les filières locales et créer des emplois qualifiés sur place.
- **Cadre sécuritaire & Protection des citoyens :** Outre les accords d'assistance militaire (2015) et d'acquisition d'équipements (2022), la diplomatie camerounaise veille à la valorisation et à la protection de ses ressources humaines à l'étranger (étudiants, ressortissants), affirmant sa maturité institutionnelle.

L'environnement camerounais se distingue par sa volonté de passer d'un commerce de rente à une véritable industrialisation de proximité grâce au savoir-faire de ses acteurs agricoles.



> *La Russie ne sera un adjuvant efficace que si l'Afrique parvient à convertir ces accords diplomatiques en opportunités durables pour sa jeunesse, ses entreprises et ses techniciens locaux.*

CONCLUSION

L'AFRIQUE FACE AU DÉFI DE LA TRANSFORMATION DURABLE

L'analyse comparative de ces trois environnements démontre que l'Afrique dispose de leviers diversifiés pour orienter la coopération à son avantage :

- **L'Égypte** apporte son ingénierie logistique et industrielle.
- **Le Burkina Faso** mise sur la refonte sécuritaire et la formation scientifique.
- **Le Cameroun** mise sur la transformation locale de ses ressources naturelles.

Pour les États africains, le véritable enjeu de ce partenariat renouvelé avec Moscou réside dans la capacité à exiger des transferts de compétences réels. La Russie ne sera un adjuvant efficace que si l'Afrique parvient à convertir ces accords diplomatiques en opportunités durables pour sa jeunesse, ses entreprises et ses techniciens locaux.

ENCADRÉ · À RETENIR

TROIS MODÈLES, TROIS LEVIERS

ÉGYPTE	**Ingénierie logistique et industrielle.** Centrale nucléaire d'El-Dabaa ; premier importateur mondial de blé.
BURKINA FASO	**Refonte sécuritaire et formation scientifique.** Formation des FDS et des VDP ; accords sur des centrales civiles et des réacteurs de recherche.
CAMEROUN	**Transformation locale des ressources.** Partenaire depuis 1962 ; accords militaires de 2015 et 2022 ; unités d'engrais et usines de transformation en négociation.

JEAN PAUL BAYIHA

GRAND FORMAT · COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

EL DABAA, LA CENTRALE QUI ÉLECTRISE L'ALLIANCE RUSSO-ÉGYPTIENNE

Quatre réacteurs, 4 800 MW, 30 milliards de dollars : sur la côte égyptienne, Moscou et Le Caire bâtissent ensemble le plus grand chantier nucléaire d'Afrique — et une nouvelle génération d'ingénieurs égyptiens.



La centrale d'El Dabaa, un projet mené conjointement par la Nuclear Power Plants Authority égyptienne et Rosatom. — crédit photo : **strana-rosatom.ru**

Symbole de la coopération stratégique entre l'Égypte et la Russie, la centrale nucléaire d'El Dabaa s'impose comme le plus grand chantier énergétique du continent africain. Quatre réacteurs de nouvelle génération, une capacité brute totale de 4 800 MW, un investissement estimé entre 28,5 et 30 milliards de dollars : les chiffres, à eux seuls, racontent l'ampleur d'un projet appelé à transformer durablement le paysage énergétique, industriel et scientifique égyptien.

PUISSANCE & PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Le site d'El Dabaa compte 4 réacteurs de génération III+, équipés de la technologie à eau pressurisée VVER-1200, chacun affichant une puissance brute de 1 200 MW. Une fois pleinement opérationnelle, l'installation affichera une capacité brute totale de 4 800 MW.

À l'horizon 2030, elle devrait couvrir 10 % de la demande électrique nationale égyptienne. Ce sont ainsi 25 millions de citoyens — soit environ 10 millions de ménages, près du quart de la population du pays — qui seront directement desservis en électricité propre grâce à ce projet. Pleinement opérationnel, le site produira chaque année entre 35 et 40 milliards de kWh d'électricité propre.

FINANCEMENT & ASPECTS ÉCONOMIQUES

Le coût total de ce vaste projet d'infrastructure est estimé entre 28,5 et 30 milliards de dollars. La Russie en finance 85 % via un prêt d'État à l'Égypte s'élevant à 25 milliards de dollars, les 15 % restants étant apportés par le gouvernement égyptien.

Chaque année, l'Égypte économisera ainsi entre 7,2 et 7,7 milliards de m³ de gaz naturel, un volume non brûlé qui sera réorienté vers l'exportation afin d'injecter de précieuses devises étrangères dans l'économie nationale. Ces économies de gaz et de produits pétroliers représenteront entre 2,5 et 3 milliards de dollars par an.

Sur le plan environnemental, la centrale permettra de réduire les émissions de CO_2 de 14 millions de tonnes chaque année, un apport significatif aux objectifs climatiques égyptiens.

CHIFFRES CLÉS

4 800 MW	4	30 Md$	85 %	50 000	60 ANS
CAPACITÉ BRUTE TOTALE INSTALLÉE	RÉACTEURS VVER-1200 DE GÉNÉRATION III+	COÛT TOTAL ESTIMÉ DU PROJET	DU PROJET FINANCÉ PAR LA RUSSIE	EMPLOIS CRÉÉS AU TOTAL	DURÉE DE VIE, EXTENSIBLE À 80 ANS

EL DABAA

UN CALENDRIER À TOUTE ÉPREUVE

CALENDRIER & EXPLOITATION

Le premier coulage de béton du Réacteur n°1 a eu lieu en juillet 2022, marquant le lancement officiel de la construction. Le lancement commercial de la première unité opérationnelle est prévu pour 2028-2029, avant une exploitation complète et simultanée des quatre tranches nucléaires à l'horizon 2030. Conçue pour une durée de vie opérationnelle minimale de 60 ans, extensible jusqu'à 80 ans, la centrale est pensée pour traverser plusieurs générations.

SÉCURITÉ & STRUCTURE MÉCANIQUE

Chaque réacteur repose sur une cuve sous pression (RPV) de 331 tonnes. L'ensemble de la structure a été conçu pour résister à l'impact direct d'un crash aérien — une résistance structurelle évaluée à 400 tonnes — ainsi qu'à un séisme atteignant 9 sur l'échelle de Richter.



Premier coulage de béton du Réacteur n°2, juillet 2022. — crédit photo : **latribune.fr**

> ***« 331 tonnes : le poids de la cuve sous pression de chaque réacteur, conçue pour résister à un séisme de magnitude 9 »***

INFRASTRUCTURES & DESSALEMENT

Le projet prévoit l'installation d'une usine de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 220 millions de m³ par an. La centrale lui fournira directement l'énergie thermique et électrique nécessaire, garantissant l'approvisionnement en eau potable de la région côtière tout en préservant les ressources du Nil.

SÉCURITÉ & STRUCTURE MÉCANIQUE

Cette modernisation régionale s'accompagne de la création d'une nouvelle ville résidentielle à El-Dabaa pour les employés, de réseaux routiers interconnectés, de liaisons ferroviaires modernisées et d'un port maritime dédié à l'acheminement des équipements lourds du réacteur.

EMPLOI & INDUSTRIE

Le projet aura un impact global de 50 000 emplois créés. Le chantier mobilise jusqu'à 30 000 travailleurs durant sa phase de pic de construction, complétés par 20 000 emplois indirects dans les industries locales — BTP, ciment, acier.

Une fois la centrale en service, 3 000 postes permanents seront nécessaires pour assurer son exploitation et sa maintenance sur 60 ans. La part des composants obligatoirement fabriqués par des entreprises égyptiennes progresse de 20 % pour l'unité 1 à 35 % pour l'unité 4 — une localisation industrielle croissante qui stimule la mise à niveau technologique des usines nationales.

SOUVERAINETÉ

TRANSFÉRER LE SAVOIR-FAIRE

ÉDUCATION & SCIENCES

Le gouvernement égyptien s'est fixé un objectif ambitieux : que la centrale soit gérée à 100 % par des opérateurs égyptiens dès sa mise en service. Pour y parvenir, l'École Technique Nucléaire d'El-Dabaa a été créée — la toute première école secondaire technique spécialisée de ce type en Égypte et au Moyen-Orient, formant les futurs techniciens du programme nucléaire civil : énergie, eau, médecine, santé, agriculture.

En partenariat avec la Russie, des programmes universitaires conjoints et des sessions de formation pratique au sein des centrales russes ont déjà permis de former plus de 3 000 scientifiques égyptiens, transférant un savoir-faire technologique unique vers la communauté scientifique du pays.

UNE INTÉGRATION LOCALE PAR PALIERS

Le taux d'intégration de l'industrie égyptienne augmente rigoureusement à chaque étape de la construction :





Former une relève 100 % égyptienne : l'enjeu scientifique du projet. — crédit photo : **apanews.net**

LES GÉANTS ÉGYPTIENS MOBILISÉS SUR LE TERRAIN

La Nuclear Power Plants Authority (NPPA) a présélectionné un groupe d'élite de compagnies nationales, actives sur le génie civil, la logistique lourde et les infrastructures électriques :

01
Orascom Construction
Terrassement et structures en béton armé sur le site.

02
The Arab Contractors
Terrassements de grande échelle et fondations.

03
Elsewedy Electric
Fourniture et déploiement des réseaux de câbles haute tension.

04
Hassan Allam Holding
Bâtiments auxiliaires et installations logistiques.

05
Petrojet
Fabrication et assemblage local de composants mécaniques industriels.

COULISSES

LE PARTAGE DES TÂCHES

LES DOMAINES EXCLUSIFS DE L'ÉGYPTE

Pour des raisons de sûreté nucléaire, la Russie conserve la haute main sur la technologie pure du réacteur. Les sous-traitants égyptiens se partagent quatre segments indispensables :

1. **Génie civil et BTP** — excavation de millions de mètres cubes de roche, coulage du béton de haute densité pour les fondations.
2. **Réseaux électriques de raccordement** — installation des sous-stations et raccordement au réseau de transmission national.
3. **Métallurgie et matériaux** — fourniture exclusive d'acier de renforcement nucléaire et de ciment à haute performance par des usines égyptiennes certifiées.
4. **Infrastructures maritimes** — construction du port d'El-Dabaa dédié à la réception des composants lourds, comme les cuves de réacteurs de 331 tonnes.

> ***« Plus de 150 entreprises égyptiennes pré-qualifiées pour soumissionner aux appels d'offres de Rosatom »***
>
> LA CERTIFICATION NUCLÉAIRE DES USINES ÉGYPTIENNES

1. LA CERTIFICATION NUCLÉAIRE DES USINES ÉGYPTIENNES

Pour travailler sur le site, une entreprise égyptienne ne peut pas utiliser ses certifications standards, comme l'ISO classique. Le secteur nucléaire exige une accréditation rigoureuse, supervisée conjointement par l'Égypte et la Russie :

1. **Audit de la NPPA et d'Atomstroyexport** — la Nuclear Power Plants Authority égyptienne et la filiale d'ingénierie de Rosatom auditent les usines candidates, inspectant traçabilité des matériaux, gestion des risques et précision des machines.
2. **Mise aux normes russes et de l'AIEA** — adaptation des chaînes de production aux normes de sûreté russes (GOST) et aux exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
3. **Délivrance du sésame par l'ENRRA** — l'autorité indépendante égyptienne de régulation nucléaire valide les permis de travail et certifie la résistance des matériaux aux crashs aériens et séismes.
4. **Guichet unique de qualification** — plus de **150 entreprises égyptiennes** ont été officiellement pré-qualifiées et inscrites sur une liste blanche leur donnant le droit de soumissionner aux appels d'offres restreints de Rosatom.



Le Ministre de l'Électricité inspecte l'avancement de la fabrication des turbines en France pour la centrale nucléaire de Dabaa - **Crédit photo à dailynewsegypt.com**

2. LE MODÈLE DE SOUS-TRAITANCE FINANCIÈRE

Les entreprises égyptiennes ne signent pas directement avec le gouvernement égyptien pour la centrale, mais agissent comme **sous-traitants directs d'Atomstroyexport** (Russie). Sur les 30 milliards de dollars du projet, la part financière injectée directement dans l'économie égyptienne via ses entreprises progresse à chaque réacteur : environ **20 %** du budget de l'unité pour le Réacteur 1 (terrassement, infrastructures, béton de base), jusqu'à **35 %** pour le Réacteur 4, incluant l'assemblage mécanique complexe et la gestion avancée des systèmes électriques annexes.

Exemple de répartition des tâches payées : un géant comme **Orascom Construction** ou **Arab Contractors** est payé pour le lot « Génie Civil » — bâtiments non nucléaires, terrassement maritime. **Elsewedy Electric**, de son côté, décroche les contrats financiers liés aux sous-stations et aux lignes de transmission reliant la centrale au réseau national.

RUSAF-YOUTHS

РОСАФ-МОЛОДЁЖЬ

— Jeunesse russo-africaine

BÂTIR DES PONTS ENTRE LES PEUPLES DE RUSSIE ET D'AFRIQUE

Des ponts d'amitié entre la Russie et l'Afrique

Projet international de l'ANO « La Voie vers l'Unité », au service de l'amitié et de la compréhension mutuelle entre la jeunesse de Russie et d'Afrique, fondé sur la diplomatie populaire et les initiatives du Sommet Russie-Afrique 2023.

NOTRE MISSION

- Impliquer les petites villes de Russie et d'Afrique dans des initiatives socioculturelles durables.
- Renforcer le respect mutuel entre les jeunesses russe et africaine.
- Mettre en œuvre la déclaration du Sommet Russie-Afrique 2023.

NOS AXES D'ACTION

01 **Éducation** — échanges d'étudiants, cours communs, Modèle ONU.

02 **Socioculturel** — festivals, expositions, concerts, sport et création.

03 **Économie** — coopération économique, emplois, qualité de vie.

04 **Humanitaire** — équipements médicaux, produits de première nécessité.

« La jeunesse d'aujourd'hui construit les ponts de demain entre la Russie et l'Afrique »



Ateliers avec les enfants — la mission en action



Vie sociale et sportive : bowling, plage, football



Aide humanitaire : dons et visites solidaires



Rencontres officielles et diplomatiques

Équipe dirigeante

COOPÉRATION INTERNATIONALE :
Natalia Nigamedianova

INITIATIVES JEUNESSE :
Kum Kenneth

PROJETS ÉDUCATIFS & CONFÉRENCES :
Amy Murphy Tchibola

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE & SANTÉ :
Tatiana Tataeva

NOUVEAUX TERRITOIRES :
Anna Gorbenko

Nos réalisations 2025-2026

4 représentants de RosAf-Molodiojh distingués par l'ANO « Grande Fraternité des Troupes Cosaques » (ВБКВ) : 2 MAJOR, 2 LIEUTENANT SUPÉRIEUR, pour leur patriotisme.

- Membres de la MAP — Association Moscovite de l'Entrepreneuriat.
- Membres de l'Association ROULADA — Maison Russo-Latino-Américaine.
- Titre d'« Ambassadrice des régions panafricaine et caribéenne », pour « protéger, former et transmettre l'expérience aux femmes du monde ».



Certificats MAP, ROULADA et titre d'Ambassadrice



Patentes de grade délivrées par le ВБКВ

Amitié • Coopération • Avenir — Ensemble, nous sommes plus forts !

RUSAF-YOUTHS — votre plateforme pour construire ensemble un avenir radieux !

Contact : rusafyouths@gmail.com | vk.ru/club232153623

05

RUBRIQUE 05

Actualité

Les faits marquants de la coopération Russie – Afrique

DANS CETTE RUBRIQUE *pp. 106 – 119*

107 **Le Kenya, terre d'opportunités :**
pourquoi les investisseurs russes et étrangers regardent vers Nairobi

111 **« Ubuntu » :**
le grand écart de Lavrov face à l'absence des médias africains en Russie

114 **Coopération Russie-Afrique :**
le PhD. François Simon Pierre Ngan Tonye honoré par la prestigieuse médaille Pouchkine

115 **Coopération académique et culturelle :**
le Russe et la Russie s'ouvrent à la jeunesse camerounaise à Yaoundé

116 **L'Afrique de l'Ouest :**
grande absente du boom touristique russe

ÉCONOMIE · AFRIQUE–RUSSIE

Le Kenya, terre d'opportunités :

pourquoi les investisseurs russes et étrangers regardent vers Nairobi

Par Kester Kenn Klomegah

Entre Moscou et Nairobi, les échanges ne cessent de s'intensifier. Pour l'ambassadeur du Kenya en Russie, le Dr Peter Mutuku Mathuki, la recette est claire : une économie libérale, ouverte au monde, et des secteurs en pleine expansion qui n'attendent que des partenaires.



Dr. Peter Mutuku Mathuki, Ambassadeur du Kenya en Russie

Une amitié qui porte ses fruits

Au fil des années, le Kenya et la Russie ont tissé des relations bilatérales cordiales et chaleureuses. La Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie comptent aujourd'hui parmi les acteurs clés de l'agenda de développement kényan. Leur rôle s'inscrit dans le plan directeur économique du pays, *Vision 2030*, ainsi que dans le Quatrième Plan à moyen terme (MTP IV) 2023-2027, porté par le Programme de transformation économique ascendante (BETA).

L'objectif : faire du Kenya une nation prospère et compétitive à l'échelle mondiale, offrant à ses citoyens une vie de haute qualité. Les trois partenaires sont considérés comme stratégiques sur cette route.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Kenya auprès de la Fédération de Russie, le Dr Peter Mutuku Mathuki dresse l'état des lieux de cette relation et explique comment la Mission diplomatique favorise une coopération multiforme avec les parties prenantes. Voici les extraits de notre entretien.

Les chiffres d'un partenariat en plein essor

Le partenariat économique russo-kényan s'est-il sensiblement renforcé après les deux Sommets Russie-Afrique ?

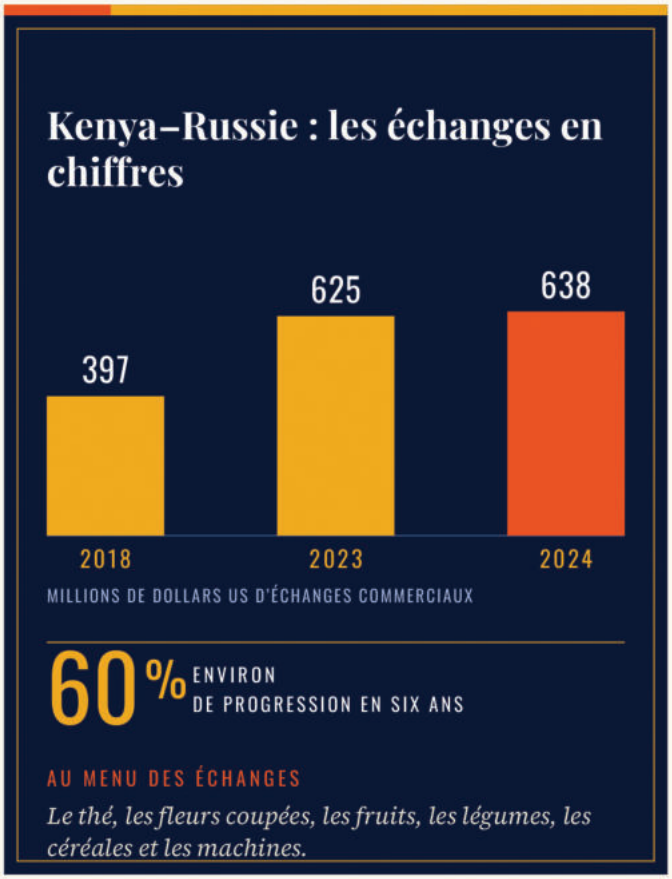
Dr Mathuki : *« Le premier Sommet Russie-Afrique s'est tenu en 2019, avec la participation de Son Excellence Uhuru Kenyatta, alors président du Kenya, et de sa délégation. Le deuxième, en 2023, a vu le Kenya représenté par l'ambassadeur alors en poste auprès de la Fédération de Russie.*

Dr Mathuki : *Le partenariat s'est accéléré après ces sommets et après le Forum ministériel Russie-Afrique de 2024. »*

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 2018 : 397 millions de dollars US d'échanges commerciaux ;
- 2023 : 625 millions de dollars ;
- 2024 : 638 millions de dollars.

Soit une progression d'environ 60 % en six ans. Les échanges de biens et de services concernent notamment le thé, les fleurs coupées, les fruits, les légumes, les céréales et les machines.



Booster le commerce bilatéral

La Russie et le Kenya doivent-ils accroître leurs échanges ? Et comment, y compris à l'échelle de l'Afrique de l'Est ?

Dr Mathuki : *« Accroître le commerce bilatéral Kenya-Russie est l'un de nos principaux objectifs. Plusieurs approches sont poursuivies en parallèle. »*

Trois leviers sont actionnés :

- Conclure les accords commerciaux en cours de négociation, afin d'ouvrir davantage d'opportunités tant au niveau public que privé.
- Multiplier les échanges de délégations d'affaires, en particulier dans le secteur privé, pour favoriser les transactions interentreprises.
- Mettre en relation les entreprises. La Mission dialogue avec des sociétés russes clés dans la logistique, l'agriculture, les TIC et d'autres secteurs, puis les met en contact avec leurs homologues kényans pour d'éventuels accords.

> *Le Kenya est une économie libérale, ouverte aux investisseurs du monde entier.*
>
> DR PETER MUTUKU MATHUKI · AMBASSADEUR DU KENYA EN RUSSIE

Une présence kényane encore modeste en Russie

Quelle est la présence économique du Kenya en Russie, et quelles perspectives dans les autres anciennes républiques soviétiques où vous êtes accrédité ?

Dr Mathuki : *« La priorité du Kenya en Russie est de mettre en œuvre les objectifs de notre politique étrangère, qui visent à approfondir les relations bilatérales dans tous les secteurs. »*

L'ambassadeur ne cache pas le chemin qui reste à parcourir : la présence économique du Kenya en Russie est aujourd'hui minime, comme le montrent la gamme limitée de produits exportés et le faible nombre de travailleurs migrants kényans. Mais la Mission, avec ses pays hôtes, est déterminée à renforcer la visibilité économique du Kenya en Russie, mais aussi en Biélorussie et au Kazakhstan, où elle est également accréditée.



Pourquoi le Kenya attire les investisseurs

Le basculement géopolitique a attiré de nombreux acteurs étrangers vers le Kenya. Quels secteurs sont les plus attractifs, et quelles incitations sont proposées ?

Dr Mathuki : *« Le Kenya est une économie libérale, ouverte aux investisseurs du monde entier. »*

Cinq secteurs se détachent, auxquels s'ajoute une initiative continentale ambitieuse.

1. Le secteur manufacturier : la porte d'entrée

Investir dans l'industrie kényane, c'est accéder à un marché dynamique et en croissance, soutenu par un environnement macroéconomique stable, l'engagement du gouvernement en faveur de l'industrialisation, des ressources abondantes et des objectifs de durabilité.

Les atouts :

- une position stratégique, porte d'entrée vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale ;
- des politiques favorables, des incitations fiscales et une réglementation simplifiée ;
- une demande croissante, portée par la démographie et l'urbanisation ;
- l'accent mis sur l'adoption des technologies et l'innovation ;
- l'accès à des accords commerciaux préférentiels, dont la ZLECAf.

2. L'agriculture et l'élevage : nourrir une classe moyenne en essor

Les investisseurs peuvent saisir des opportunités d'exportation, tirer parti de la technologie et répondre à la demande d'une classe moyenne de plus en plus friande de produits alimentaires diversifiés et de grande valeur.

Les atouts :

- une demande alimentaire en hausse, avec la croissance démographique et l'urbanisation ;
- des zones agroécologiques variées, qui soutiennent de multiples chaînes de valeur ;
- des opportunités d'exportation liées à la position stratégique du pays ;
- des politiques favorables et des subventions ;
- une agriculture durable et résiliente au climat.

3. La construction et le bâtiment : un pays qui se bâtit

Stabilité économique, développement des infrastructures, croissance démographique et initiatives publiques, comme le programme de Logements abordables du BETA, rendent ce secteur particulièrement attractif.

Les atouts :

- des avantages fiscaux et moins d'obstacles réglementaires ;
- des programmes de logements soutenus par l'État ;
- des opportunités croissantes dans le tourisme, l'hôtellerie et les infrastructures urbaines.

4. Le tourisme et l'hôtellerie : beauté naturelle et business

Le Kenya propose un mélange unique de beauté naturelle, de patrimoine culturel et d'infrastructures en expansion. Il s'affirme aussi comme une destination de premier choix en Afrique pour les réunions d'affaires, voyages d'incitation, conférences et expositions (MICE).

Les moteurs de croissance :

- un environnement économique stable ;
- une classe moyenne en essor, au revenu disponible croissant ;
- l'essor de l'écotourisme, du tourisme d'aventure et des expériences culturelles ;
- la promotion par le gouvernement de pratiques touristiques durables.

5. La santé : un investissement à fort impact

L'engagement du gouvernement, conjugué aux tendances démographiques et aux besoins croissants en matière de santé, fait de ce secteur un choix stratégique pour un investissement à fort impact.

Et aussi : l'Initiative africaine d'industrialisation verte (AGII)

Cette initiative multipartite vise à faire progresser l'industrialisation verte à travers l'Afrique. Elle donne la priorité aux industries à forte consommation d'énergie pour déclencher le déploiement des énergies renouvelables et la transformation des ressources naturelles, conformément à la Déclaration de Nairobi.



Séduire les touristes russes

La promotion du tourisme figure-t-elle à votre agenda ? Comment accroître le nombre de touristes russes, et dans quel état sont les infrastructures ?

Dr Mathuki : *« La Mission, en collaboration avec l'Office kényan du tourisme (KTB), mène diverses initiatives pour promouvoir le Kenya comme destination de premier plan. »*

En Russie, la Mission participe à des forums, des émissions et des salons touristiques pour sensibiliser le public. Résultat : une augmentation modeste, mais bien réelle, des arrivées de touristes russes au Kenya.

Côté infrastructures, l'ambassadeur juge le niveau satisfaisant comparé à d'autres destinations africaines. Il reste toutefois une marge de progression pour étendre les hôtels, les lodges et les installations de loisirs, afin de répondre à une demande en hausse.



« Accroître le commerce bilatéral Kenya–Russie est l'un de nos principaux objectifs. »

DR PETER MUTUKU MATHUKI · AMBASSADEUR DU KENYA EN RUSSIE

En résumé

Avec un commerce bilatéral en forte progression, des secteurs porteurs et une diplomatie économique active, le Kenya se présente comme un partenaire ouvert et ambitieux. Reste à transformer l'essai : élargir ses exportations vers la Russie et renforcer sa visibilité économique sur ce marché. ■









MÉDIAS · RUSSIE–AFRIQUE

« Ubuntu » : le grand écart de Lavrov face à l'absence des médias africains en Russie



Sergueï Lavrov invoque la philosophie africaine de l'entraide, mais aucune agence de presse africaine ne dispose d'une accréditation permanente à Moscou. À quelques semaines du troisième sommet Russie–Afrique, le fossé entre le discours et les actes devient difficile à ignorer.

PAR KESTER KENN KLOMEGAH

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a vivement critiqué l'absence quasi totale de médias africains sur le territoire de la Fédération de Russie. Selon lui, ce vide compromet l'émergence d'une relation russo-africaine positive et équilibrée. S'exprimant en séance plénière de la conférence ministérielle du Caire, en Égypte, il a déploré le manque de journalistes africains accrédités en Russie et rappelé que les médias peuvent jouer un rôle essentiel dans la construction d'une compréhension mutuelle et de la coopération.

> *« Une couverture médiatique objective dans les deux régions, le renforcement des liens entre journalistes russes et africains, l'ouverture de nouveaux médias russes dans les pays africains et de médias africains en Russie, ainsi que la mise en œuvre de programmes éducatifs conjoints contribuent de manière significative à la formation d'un agenda russo-africain positif. »*
>
> — SERGUEÏ LAVROV

UN RETARD À RATTRAPER FACE AUX CONCURRENTS MONDIAUX

M. Lavrov a reconnu que l'empreinte médiatique de la Russie en Afrique demeure limitée et ne reflète pas l'intensification des liens politiques et économiques entre les deux parties. Les réseaux russes restent en effet plus faibles que ceux des grands acteurs mondiaux : Bloomberg, BBC, CNN, Reuters, Associated Press, Agence France-Presse, Al Jazeera et Quartz, mais aussi, côté chinois, CCTV et l'agence Xinhua. Tous ont considérablement développé leurs activités sur le continent.

La Chine, elle, mène en Afrique une stratégie médiatique délibérée et de long terme. Dès 2006, lors du premier sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin, les autorités chinoises ont formulé une vision d'échanges médiatiques visant à renforcer la compréhension mutuelle et à promouvoir une couverture objective.

Cette stratégie s'est traduite par l'implantation de China Radio International à Nairobi, le lancement de CGTN Africa et, en 2012, celui de l'édition africaine du China Daily. Pékin a également investi massivement dans les infrastructures numériques et proposé aux journalistes africains des formations, des ateliers et des échanges, assortis d'un soutien financier et technique destiné à renforcer les capacités de communication du continent.

LE DÉFICIT D'INFORMATION

Pendant que le ministère russe des Affaires étrangères continue de délibérer sur l'accréditation de journalistes africains, les médias occidentaux dominent l'espace informationnel africain, en particulier auprès des quelque 280 millions de consommateurs de la classe moyenne du continent.

> *« Les médias occidentaux dominent l'espace informationnel africain*

Cette population avide d'information, environ deux fois plus nombreuse que celle de la Russie, n'a qu'un accès limité à des reportages de qualité sur les réussites économiques, les orientations stratégiques et les initiatives d'investissement russes. L'absence de reportages directs, d'origine russe ou africaine, nourrit des perceptions faussées et fragilise les liens économiques et entrepreneuriaux.

Malgré le regain d'engagement politique de ces dernières années, la méconnaissance mutuelle persiste. Les entreprises russes connaissent mal les structures de marché et les comportements de consommation africains, tandis que les publics africains restent insuffisamment informés des capacités et des opportunités russes. Un obstacle majeur à une coopération plus approfondie.





Andrei Kondrashov Directeur Général de l'agence de presse publique russe (TASS)

UN APPEL À L'ENGAGEMENT DES MÉDIAS

Fin novembre, Andreï Kondrachov, directeur général de l'agence de presse publique russe TASS, a annoncé l'ouverture prochaine de bureaux en Angola, au Cameroun, au Nigeria et à Madagascar, dans le cadre d'une initiative de « développement médiatique stratégique ». TASS est actuellement présente en Égypte, en Tunisie, au Kenya, au Maroc, au Zimbabwe et en Afrique du Sud.

Mais le message des experts russes eux-mêmes est sans ambiguïté. La professeure Irina Abramova, directrice de l'Institut d'études africaines, observe que les responsables russes dénoncent volontiers les récits antirusses des médias occidentaux, tout en restreignant l'accréditation des médias africains en Russie. L'information, insiste-t-elle, est devenue une force qui façonne la réalité : les journalistes décident si les relations russo-africaines se bâtissent sur la vérité ou sur la désinformation.

Mme Abramova rappelle que, malgré la mémoire que l'Afrique garde du soutien soviétique à la décolonisation, de nouvelles formes de colonialisme, notamment informationnel, continuent d'apparaître. Elle appelle les organisations de médias africaines à s'implanter davantage en Russie, en relevant qu'aucune agence de presse africaine n'y détient d'accréditation permanente.

Le professeur Alexeï Vassiliev, ancien représentant spécial du président russe pour les relations avec l'Afrique, va dans le même sens : l'Afrique connaît encore très mal la Russie parce que ses médias s'appuient principalement sur des sources occidentales. Résultat, selon lui, la russophobie et la désinformation venues de l'Ouest sont régulièrement reprises par la presse africaine.

Le 16 mai, M. Lavrov a présidé une réunion du collège du ministère consacrée à la coopération avec les médias africains, soulignant la nécessité d'articuler l'engagement médiatique avec les partenariats plus larges en matière d'éducation, de culture et de coopération stratégique.

DE LA RHÉTORIQUE À L'ACTION VISIBLE

L'ESSENTIEL EN CHIFFRES

Les médias africains et la Russie

52	États africains représentés à la conférence ministérielle du Caire
300+	bureaux de presse étrangers, issus de 60 pays, opèrent en Russie
280 M	de consommateurs de la classe moyenne africaine, avides d'information
0	agence de presse africaine dotée d'une accréditation permanente à Moscou
4	nouveaux bureaux TASS annoncés : Angola, Cameroun, Nigeria et Madagascar

Lors du sommet Russie–Afrique, l'ambassadeur de Russie Artiom Kojine a révélé que plus de 300 bureaux de presse étrangers, issus de 60 pays, opèrent en Russie et emploient des centaines de correspondants et de techniciens. La présence africaine y est pourtant étonnamment faible comparée à celle des homologues occidentaux accrédités. M. Kojine a lui-même reconnu la discrimination extrême exercée par le ministère des Affaires étrangères à l'encontre des médias et des journalistes africains souhaitant travailler en Russie.

Les sommets de Sotchi (2019) et de Saint-Pétersbourg (2023) ont pourtant vu la coopération médiatique abondamment discutée. Résultat : aucune organisation de médias africaine n'a été accréditée par le ministère russe des Affaires étrangères. Et ce alors que Moscou prépare le troisième sommet Russie–Afrique, prévu fin octobre 2026.

> *« Pour l'heure, l'ubuntu ne se reflète pas dans la présence des médias africains en Fédération de Russie.*

Dans un article destiné aux médias africains, publié avant la conférence du Caire, M. Lavrov affirmait que « la Russie est une amie ancienne et digne de confiance de l'Afrique » et invoquait l'« ubuntu », cette philosophie africaine fondée sur l'entraide et l'humanité partagée. Or cet esprit ne transparaît guère dans la coopération médiatique bidirectionnelle. Comment des médias africains, tenus à l'écart, pourraient-ils démontrer l'entraide nécessaire à une coopération multidimensionnelle ? Pour l'heure, l'ubuntu ne se reflète pas dans la présence des médias africains en Fédération de Russie.

CONCLUSION : PASSER AUX ACTES

La conférence ministérielle du Caire, qui a réuni les représentants de 52 États africains et d'organisations régionales, a réaffirmé l'engagement de mettre pleinement en œuvre le plan d'action du Forum de partenariat Russie–Afrique (2023-2026), adopté lors du deuxième sommet de Saint-Pétersbourg.

Reste l'essentiel : dépasser la grande rhétorique politique pour passer à l'action concrète, et soutenir durablement un paysage médiatique russo-africain véritablement collaboratif.



La séance plénière de la Deuxième conférence ministérielle du Forum du partenariat Russie-Afrique (Le Caire, 20 décembre 2025)

Coopération Russie-Afrique : Le PhD. François Simon Pierre Ngan Tonye honoré par la prestigieuse médaille Pouchkine

Cette distinction, décernée par décret présidentiel, couronne un parcours académique exceptionnel et un engagement de plus de deux décennies en faveur du rapprochement culturel et scientifique entre la Russie et le continent africain.



PhD. François Simon Pierre Ngan Tonye honoré par la prestigieuse médaille Pouchkine

La médaille Pouchkine n'est pas une distinction ordinaire. Elle récompense les contributions majeures dans les domaines de la culture, de la littérature, de l'éducation et des sciences humaines. Attribuée directement par la présidence russe, elle repose sur un processus de sélection drastique : les autorités russes mènent une enquête approfondie auprès des universités, des ambassades et des institutions partenaires pour s'assurer du parcours irréprochable des lauréats, appelés à devenir des vitrines de la nation.

Son attribution au PhD. François Simon Pierre Ngan Tonye, universitaire, économiste-marketiste et leader associatif d'origine camerounaise, marque un tournant symbolique fort pour la communauté des diplômés africains dont il était le seul représentant de sa promotion aux côtés de lauréats du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Une reconnaissance de l'« action plurielle » et du travail de fond du natif d'Eséka, qui s'est distingué par une production scientifique dense, matérialisée par la publication de neuf ouvrages traduits en six langues, dont le russe, l'anglais, l'espagnol, le portugais, l'allemand et l'italien.

L'histoire d'amour entre le chercheur et la Russie commence un 23 novembre 2000, jour de son arrivée à Moscou pour y poursuivre ses études supérieures à la prestigieuse RUDN University. En 2006, il y obtient un Master en Marketing, se spécialisant dans le marketing politique et d'entreprise, avant de soutenir avec succès sa thèse de Doctorat (Ph.D.) en 2010. Ses travaux doctoraux en économie internationale, portant sur l'influence des facteurs extérieurs sur les dépenses économiques du Cameroun, ont jeté les bases d'une carrière entièrement dédiée à la recherche.

Parallèlement à ses travaux, le Dr Ngan Tonye s'est imposé comme une figure incontournable de la vie associative et de la diplomatie publique en Russie. Pendant dix ans, il a présidé l'Association des étudiants camerounais à Moscou et a dirigé le volet africain de l'Association des étudiants étrangers de la Fédération de Russie.

> ***« Avoir une médaille d'État en tant qu'étranger ouvre de grandes portes diplomatiques au sommet de l'État. »***

Aujourd'hui, il préside l'association Soyouz (l'Association des diplômés camerounais des universités soviétiques et russes) et occupe la vice-présidence de l'Union des associations de diplômés africains. Son expertise est également sollicitée au plus haut niveau, puisqu'il officie depuis sept ans comme expert auprès du Forum économique et humanitaire du Sommet Russie-Afrique, contribuant activement aux éditions passées et futures. Un parcours qui fait de lui un véritable bâtisseur de ponts entre le continent et la Russie, mais également un chantre du développement durable.

Pour le lauréat, cette distinction n'est pas seulement une fierté personnelle, c'est un puissant levier diplomatique : « Avoir une médaille d'État en tant qu'étranger ouvre de grandes portes diplomatiques au sommet de l'État. Cela va nous permettre de mieux porter la cause africaine et de plaider pour son développement durable auprès de nos partenaires russes. »

En plus de la médaille, son engagement à 360° en faveur de la coopération russo-africaine lui vaut aujourd'hui davantage de distinctions.

En effet, le Dr Ngan Tonye bénéficie d'une autre nomination historique : celle d'ambassadeur culturel honoraire de la Fédération de Russie à travers le monde. Unique Camerounais à détenir ce titre, il recevra officiellement ses attributs en octobre prochain à Moscou.

Le chercheur voit en cette enième distinction un signal fort envoyé à toute la diaspora, aux anciens étudiants, à la jeunesse et aux professionnels africains : travailler avec honnêteté, fidélité et détermination pour l'intérêt collectif, afin d'ouvrir des voies durables pour les générations futures.

Décrivant le peuple russe comme tolérant, accueillant et partageant des valeurs de respect de la dignité humaine proches de la culture africaine, il tient à exprimer toute sa reconnaissance à la Fédération de Russie qu'il considère comme « sa deuxième patrie », ainsi que sa gratitude profonde au Président Vladimir Poutine qui l'a élevé à de si hauts rangs.

EROL B. EBOGO

Le PhD. Ngan Tonye en chiffres

2000
23 novembre : arrivée à Moscou pour poursuivre ses études supérieures à la RUDN University

2006
Master en Marketing, spécialisé en marketing politique et d'entreprise

2010
Doctorat (Ph.D.) en économie internationale

9
ouvrages traduits en 6 langues : russe, anglais, espagnol, portugais, allemand, italien

10 ans
à la présidence de l'Association des étudiants camerounais à Moscou

7 ans
d'expertise auprès du Forum économique et humanitaire du Sommet Russie-Afrique

Octobre
prochain : remise officielle, à Moscou, des attributs d'ambassadeur culturel honoraire de la Fédération de Russie

Coopération académique et culturelle :

Le Russe et la Russie s'ouvrent à la jeunesse camerounaise à Yaoundé

Le siège de la Commission Nationale pour l'UNESCO à Yaoundé a abrité le **vendredi 4 septembre 2026** une importante conférence-échange axée sur le renforcement des liens académiques et culturels, sous le thème : **« Étudier, participer, découvrir : Le Russe et la Russie s'ouvrent à vous ! »**



Co-organisé par l'Ambassade de Russie au Cameroun et l'association des « Enseignants de Russe et de Littérature en Cameroun » (AELLRC), l'événement a réuni plusieurs figures majeures de cette coopération bilatérale. Parmi les officiels présents figuraient **Olga Gongolina**, présidente de l'association des professeurs de langue russe, l'**attaché culturel de l'Ambassade de Russie au Cameroun**, le **Dr (PhD) Ngan Tonye François**, Ambassadeur culturel de la Russie au Cameroun pour l'année 2026 ainsi que ainsi que le Pr Abdoul-Aziz Ayouba, Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'UNESCO au Cameroun . Les professeures russes **Natalia Zhadovets** et **Katherine** ont également activement pris part aux échanges depuis la Russie via visioconférence.

Devant un public venu nombreux, l'évènement s'est articulé autour de **quatre axes majeurs** truffés d'annonces fortes :

Des bourses d'études massives : Les diplomates ont annoncé l'octroi de **140 bourses d'études** aux étudiants camerounais pour les cycles de Licence, Master et Doctorat. Représentant un investissement de **34 000 dollars par bourse** pour l'État russe, certaines de ces opportunités d'excellence sont entièrement financées.

L'engagement international de la jeunesse : À l'approche du Festival Mondial de la Jeunesse (prévu du 11 au 17 septembre 2026 avec plus de **30 000 participants de 168 pays**), la conférence a été marquée par des témoignages émouvants d'anciens participants. **M. Nicolas Biboum** a d'ailleurs reçu solennellement durant l'événement une **médaille décernée par décret du Président Vladimir Poutine**. **M. Amougou Michel Bertrand**, ainsi que les dames **Owono Mbarga Andrée Elodie** et le **Dr Taka** (fraîchement de retour d'une deuxième expérience enrichissante en Russie) ont partagé leur vécu inspirant. Tourné vers l'avenir, **M. Tingato Marcel**, sélectionné parmi les 15 participants de la délégation camerounaise pour le prochain sommet dans la ville d'**Ekaterinbourg**, a exprimé sa hâte d'y être pour faire de belles rencontres et découvertes.



Une formation linguistique gratuite de préparation : Pour garantir une intégration réussie, l'AELLRC a mis en avant une **formation gratuite de 2 semaines** dispensée par des enseignants de Russie. Fruit d'un jumelage académique entre l'**Université d'État de l'Enseignement en Russie** et l'**Université de Yaoundé 1** au Cameroun, ce programme vise à préparer efficacement les futurs étudiants à la vie en Russie.

La célébration patrimoniale : Un hommage par l'affiche a marqué le 200e anniversaire de la naissance de l'écrivain satirique et général-gouverneur russe, Mikhaïl Saltykov-Chedrine.

Cette rencontre hautement stratégique a offert une tribune unique à la jeunesse camerounaise pour interagir directement avec le corps diplomatique russe et les experts académiques, consolidant ainsi les ponts universitaires entre Yaoundé et Moscou.

Par Erol Brando Ebogo | Yaoundé, Quartier Dragages

> ***« Cette rencontre hautement stratégique a offert une tribune unique à la jeunesse camerounaise***

Les chiffres clés

140
bourses d'études : Licence, Master et Doctorat

34 000 $
par bourse, investis par l'État russe

2 semaines
de formation linguistique gratuite

30 000+
participants de 168 pays au Festival Mondial de la Jeunesse

TOURISME

L'Afrique de l'Ouest, grande absente du boom touristique russe

Vols directs inexistants, image écornée, promotion quasi nulle : pourquoi des millions de Russes en quête de dépaysement passent à côté d'une région entière.

PAR KESTER KENN KLOMEGAH



Ils sont 142 millions, voyagent beaucoup, dépensent volontiers et voient leurs revenus progresser d'année en année. Pourtant, quand les Russes choisissent leurs vacances à l'étranger, l'Afrique de l'Ouest n'apparaît presque jamais sur la liste. Turquie, Égypte, Grèce, Chypre, mais aussi safaris au Kenya ou en Tanzanie : le continent africain attire déjà, à l'exception notable de sa façade atlantique.

Pourquoi ? Les agences, les experts et les universitaires russes interrogés par courriel — près d'une vingtaine de professionnels de l'Afrique, sondés après le South African Tourism Lunch (SATL) — livrent un diagnostic remarquablement convergent.

Six obstacles entre Moscou et le golfe de Guinée

- **Pas de vol direct.** Aucune liaison régulière ou charter ne relie les grands pôles russes à l'Afrique de l'Ouest, contrairement à l'Afrique du Nord (Égypte, Maroc) ou de l'Est (Éthiopie, Tanzanie).
- **Des trajets longs et chers.** Les escales multiples allongent le voyage et alourdissent la facture face aux autres destinations de vacances.
- **Une image de région dangereuse.** Insurrections, coups d'État et menace terroriste dans certaines zones de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel voisin ont entraîné des avis aux voyageurs stricts.

- **Des infrastructures insuffisantes.** Les hôtels sont rarement prêts à accueillir les vacanciers russes, en groupe comme en voyage individuel.
- **La barrière de la langue.** Les touristes russes privilégient les destinations où le personnel parle russe, ou au moins une langue étrangère commune, même élémentaire.
- **Un déficit de promotion.** Les offices de tourisme ouest-africains mènent peu d'actions de marketing ciblé ou de partenariats avec les médias russes.



Une réputation à reconstruire

Pour Felly Mbabazi, directrice exécutive de Safari Tropical Tours, le problème est d'abord celui de l'image. Depuis près de vingt-cinq ans, elle conçoit des circuits de groupe et des safaris en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, en Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique australe. Elle sait ce que veulent ses clients russes : de grands voyageurs, généreux quand il s'agit de vacances.

> *« L'Afrique de l'Ouest dispose d'infrastructures touristiques médiocres, et les gouvernements comme les ministères du Tourisme ne font aucun marketing pour promouvoir les destinations ni ne sollicitent les médias afin de changer la perception négative que les Russes en ont déjà »*
>
> — FELLY MBABAZI

Cette perception, les médias y ont leur part. Certains experts rappellent qu'ils ont longtemps dépeint la région sous les traits d'une zone ravagée par Ebola et les maladies infectieuses ; d'autres pointent les attaques de groupes islamistes armés comme Boko Haram au Nigeria. Résultat, selon Zlata Borissenko, responsable des ventes chez SODIS : « Les gens pensent que cette partie de l'Afrique est dangereuse, tant en termes de criminalité que d'épidémies. » Et d'ajouter que l'information manque : où aller, quoi voir, où séjourner, et surtout pourquoi.

Ekaterina Afanassieva, directrice générale de Camelot & SC, y ajoute les procédures de visa compliquées. Pour la majorité des Russes, l'Afrique de l'Ouest n'est tout simplement pas encore perçue comme une destination exotique.

> *« Il y a beaucoup d'éléments à prendre en compte dans le secteur du tourisme, et seuls quelques pays d'Afrique de l'Ouest les réunissent : la distance depuis Moscou, la qualité des infrastructures, des prix raisonnables, la faune sauvage, les plages de sable blanc, la gastronomie et, surtout, la sécurité »*
>
> — FELLY MBABAZI

“

Avec une communication adaptée, la région pourrait devenir réellement attrayante.

EXTRAIT DE L'ARTICLE

Les exceptions qui font rêver

Le Sénégal, valeur sûre. Selon Evguenia Danichevskaïa, de l'agence Leo-Style, les touristes russes s'y rendent bel et bien. Les raisons sont faciles à identifier : une bonne sécurité, un accueil chaleureux et de larges plages propres, même si l'on en trouve aussi au Kenya et en Afrique du Sud. Ce qui attire néanmoins les vacanciers au Sénégal, explique Irina Rodina, directrice de l'agence Kaleidoscope, c'est la variété des croisières exotiques sur le lac Retba. La capitale, Dakar, ajoute une culture authentique, des crevettes fraîches, de belles femmes africaines, des parcs nationaux et la grande amabilité des habitants, sans oublier les magnifiques plages et une nature exotique. Le Sé-

négal est connu comme producteur d'arachide, ainsi que pour sa pêche remarquable, ses arômes délicieux, le surf et la plongée.

Le Cap-Vert, l'îlien discret. Un niveau de service européen, de l'intimité, des fonds marins à explorer : l'archipel séduit ceux qui veulent fuir la foule. Il compte parmi les grands centres mondiaux de planche à voile et de pêche sportive, et se visite toute l'année. Ce n'est pas du tourisme de masse, et c'est tout son charme. Seul bémol : aucun vol direct depuis Moscou, près d'une journée de trajet et des billets très chers. Les Russes qui font le déplacement, eux, en reviennent séduits par les plages, les hôtels et le service.

La Gambie, l'inconnue. Avec le Cap-Vert, elle fait figure d'exception du point de vue des infrastructures, mais elle reste rarement visitée par les Russes.



Le Ghana, le pari le plus prometteur

C'est sans doute le pays sur lequel les avis divergent le plus. Evguenia Danichevskaïa estime que l'engouement qu'il suscite est exagéré et que, vu la conjoncture économique, il ne deviendra pas une destination très populaire. Irina Rodina y voit au contraire du potentiel : une philosophie du « l'amitié avant les affaires », des habitants « souriants et aimables », attachés à leurs traditions tout en aspirant à la modernité, des châteaux anciens et un « feel free » qui résume bien l'atmosphère. Les hôtels y sont chers, concède-t-elle, mais le pays a de la ressource.

Tatiana Denissova, responsable de la section Afrique tropicale à l'Institut d'études africaines de l'Académie des sciences de Russie, rappelle un atout décisif : la stabilité. Abordé de manière stratégique, le tourisme y pourrait se développer plus vite qu'ailleurs dans la région.

D'autres pistes s'ouvrent. Le Ghana pourrait miser sur le tourisme médical : des médecins formés à l'étranger, des cliniques aux tarifs bas mais à la qualité et à la prise en charge élevées, de la chirurgie esthétique aux massages, en passant par les cures contre l'alcoolisme et la toxicomanie. Et pour les voyageurs en quête de variété, tout est à portée de main : la mer, le fleuve et la jungle. De nombreux sites, comme la forêt tropicale de Kakum décrite dans le roman de Jules Verne « Un capitaine de quinze ans », présentent également un intérêt. Pays autrefois deuxième exportateur mondial de cacao, le Ghana est aujourd'hui l'un des principaux exportateurs mondiaux d'or et de diamants.

REPÈRES

L'Afrique de l'Ouest face au tourisme russe

142 M	de Russes, grands voyageurs aux revenus en progression
≈ 20	professionnels de l'Afrique interrogés après le South African Tourism Lunch (SATL)
0	vol direct régulier ou charter vers l'Afrique de l'Ouest
15	pays de la CEDEAO partageant des liens culturels, géopolitiques et économiques avec la Russie
4	exceptions citées : Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Ghana

Des plages mal équipées, pas un safari

Si l'Afrique de l'Ouest peine à séduire, c'est aussi parce que l'offre n'est pas calibrée. Tatiana Denissova dresse un constat précis : pas assez d'hôtels proches des plages, des plages mal équipées — du moins celles qu'elle a vues au Ghana et au Nigeria —, des difficultés de transport urbain et touristique, trop peu de parcs nationaux. Et, pour diverses raisons, aucun safari, alors que les Russes en raffolent au Kenya.

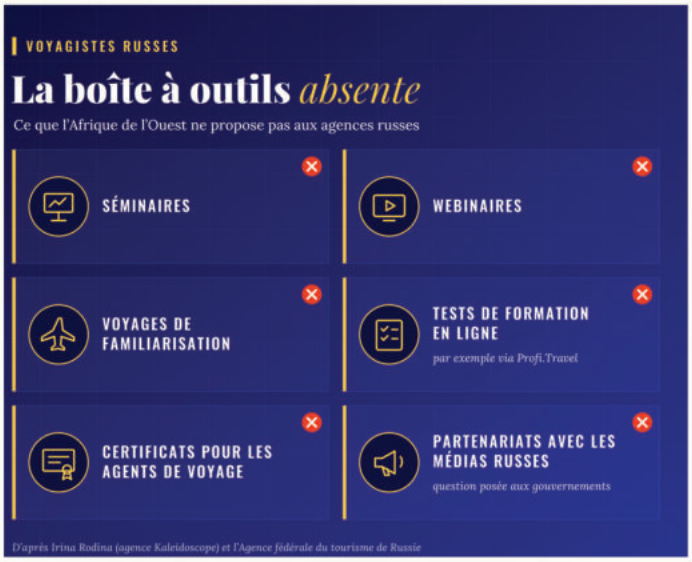
Les loisirs balnéaires comme les loisirs de nature sont donc limités, et les sites historiques et architecturaux capables d'intéresser aussi bien les spécialistes de l'Afrique que le touriste ordinaire sont peu nombreux. Le Nigeria, le Ghana et le Mali figurent parmi les plus riches sur ce plan. Mais au Nigeria, les zones les plus intéressantes se trouvent dans le nord, là où Boko Haram a intensifié son activité. Quant au Mali, Tatiana Denissova avoue un rêve de toujours, Tombouctou et Gao, qu'elle ne réalisera probablement jamais : ces zones sont fermées et jugées très dangereuses pour les étrangers.

Le grand absent des salons du tourisme

Le plus frappant est peut-être là. Les tour-opérateurs russes préfèrent travailler avec des partenaires étrangers fiables, et ces liens se tissent avec l'Afrique de l'Est, du Nord et australe, pas avec l'Ouest.

> *« Les tour-opérateurs de ces régions participent aux salons du tourisme de Moscou, apportent des catalogues et des brochures et nouent des contacts personnels, mais, bien que j'aie personnellement assisté à plusieurs forums touristiques, pas un seul représentant ouest-africain n'y a pris part »*
> — TATIANA DENISSOVA

Irina Rodina déplore de son côté l'absence de séminaires, de webinaires, de voyages de familiarisation, de tests de formation en ligne — par exemple via Profi.Travel — et de certificats pour les agents de voyage. La langue n'arrange rien : les Russes partent surtout en Turquie, en Égypte, en Grèce ou à Chypre, où le personnel hôtelier parle russe, alors que la plupart d'entre eux comprennent peu l'anglais.





Une question, et un potentiel

Un responsable de l'Agence fédérale du tourisme de Russie résume le paradoxe en une question adressée, par courriel, aux gouvernements ouest-africains : pourquoi ne pas nouer des partenariats avec les médias russes pour faire connaître le potentiel touristique de la région ? À la clé, d'énormes recettes pour le revenu national et une contribution majeure à l'économie régionale.

Le potentiel existe. L'océan Atlantique offre un espace immense de développement touristique, et les quinze pays de la CEDEAO partagent avec la Russie des liens culturels, géopolitiques et économiques, alors que celle-ci façonne déjà le tourisme avec l'Afrique du Nord, de l'Est et australe. Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal figurent parmi les pays les plus connus, même s'il est difficile de mesurer leur popularité réelle auprès des vacanciers russes. Avec une communication adaptée, la région pourrait devenir réellement attrayante. Il reste à décider de la lancer. ■



SOMMET ★ SUMMIT ★ САММИТ

RUSSIE - AFRIQUE | RUSSIA - AFRICA | РОССИЯ - АФРИКА

MAGAZINE ★ MAGAZINE ★ ЖУРНАЛ

FR ***Là où la Russie et l'Afrique écrivent leur avenir commun.***

RU *Там, где Россия и Африка пишут своё общее будущее.*

EN *Where Russia and Africa write their shared future.*

SCANNEZ · SCAN · СКАН

SITE WEB · САЙТ · WEBSITE
www.russiafrica-media.com

E-MAIL
magazinesommetrussieafrique@gmail.com

CONTACTS
+237 695 737 933 / +237 653 404 570